
LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskyistes
et Révolutionnaires
Internationaux

28, rue des Petites Ecuries
75010 Paris - France
01 44 83 00 00
cermtri@wanadoo.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

DOSSIER

Russie, 1917 Les organes du pouvoir prolétarien

- 1905 « Répétition générale »
- Le paradoxe de Février...
- Vers la centralisation du pouvoir prolétarien (juin-octobre 1917)
- Le congrès du pouvoir prolétarien (octobre 1917)
- Révolution prolétarienne et démocratie

N° 164

Mai 2017

ISSN 0292 - 4943

6 €

Cent ans seulement

Avaient-elles raison, ces femmes de Petrograd, de défier le tsar, en février 1917, en exigeant dans la rue « *du pain et nos hommes* » ?

Avaient-ils raison, ces soldats russes, de se soulever contre le même tsar, qui, avec la classe capitaliste et les nobles, les envoyait à la mort, au nombre de 1 500 tués par jour, pour annexer et conquérir les Dardanelles et Constantinople ?

Avait-il raison, le gouvernement révolutionnaire des soviets, de publier dans le monde entier les accords diplomatiques secrets qui reliaient les « alliés » français-anglais-russes, pour se partager le butin territorial et colonial, véritables buts de la guerre que masquait la mystification patriotique ?

Avaient-ils raison, les paysans, par millions, de s'emparer des terres qu'ils cultivaient et d'en chasser les propriétaires fonciers ? Les comités d'usine d'imposer aux patrons la journée de huit heures, décidée par le soviets ?

Ces questions ne seront pas posées, pour reprendre la formule célèbre du juge de l'affaire Dreyfus, dans la France de 2017, au centenaire de la révolution d'Octobre, premier gouvernement ouvrier victorieux de l'histoire.

Elles ne le seront pas :

1) parce que l'occasion a été saisie, par les classes dominantes, de la dislocation de l'URSS pour transformer la plus large part de l'histoire officielle en propagande contre les soviets, la révolution et le bolchevisme, défigurés en « dictature » ;

2) parce que, à compter de la même date, l'oligarchie corrompue du Kremlin, qui exerçait ses crimes, sa répression anti-ouvrière, de Berlin à Budapest, de Prague à Gdansk et à Moscou au nom d'un prétendu socialisme, ne dissimule plus sa haine de la révolution prolétarienne et honore les généraux tsaristes, les gardes-blancs et l'Église, aux côtés des faussaires de la bourgeoisie ;

3) parce que la censure et le bourrage de crâne règnent désormais dans les programmes scolaires français depuis la réforme Allègre-Jospin (2000) ; Allègre fut chassé par les luttes, Jospin maintint la réforme obscurantiste : en conséquence, les lycéens sont sommés d'apprendre, au lieu des événements historiques de 1917, « *la genèse du totalitarisme soviétique* », les conseils ouvriers et paysans étant assimilés au fascisme et au nazisme ;

4) parce que les médias, comme dans le cas du récent téléfilm d'Arte (26 mars 2017), répandent les lieux communs de cette propagande « historique ».

Des calomnies centenaires

Cent ans, c'est beaucoup à l'échelle individuelle, c'est peu dans la succession des formations sociales de l'histoire du monde. La bourgeoisie, qui a mis cinq siècles pour imposer ses rapports sociaux de production, a enjoint à ses penseurs de fabriquer un « siècle court » (1914-1991), où serait confinée à jamais dans une parenthèse « l'utopie » (!) d'un socialisme maudit, expirant avec l'URSS.

A peine ce nouvel Eden capitaliste était-il proclamé pour l'éternité par ces penseurs que la formidable crise mondiale, engendrée par le capital financier en 2008, d'une ampleur supérieure à celle de 1929, venait confirmer tous les pronostics marxistes sur l'époque impérialiste.

Nous ne perdons guère de place, dans ce *Cahier*, à relever et démonter le flot des falsifications et calomnies déversées contre la révolution de 1917. Tout au plus peut-on ironiquement signaler le dernier ouvrage paru sur la corruption des bolcheviks par « l'or allemand », calom-

nie de l'état-major et de Kerenski qui servit à les traquer et persécuter en juillet 1917. Cent ans après, il n'y a de ce côté rien de nouveau sous le soleil. Dans un chapitre de 23 pages, M^{me} Merridale (*Lénine 1917*, Payot - 2017) a le mérite de recenser un siècle de montages, de faux, émanant d'agents doubles et triples des services secrets du monde entier, pour commenter à chaque fois tristement : « *Pas l'ombre d'une preuve.* » Comme elle doit néanmoins se conformer à la vulgate officielle, elle conclut par cette formule remarquablement probante : « *Il est parfaitement raisonnable de supposer (sic) que certains des millions allemands de Parvus parvinrent au fonds de lutte de Lénine.* » Il est surtout raisonnable de supposer que de puissants motifs sociaux et politiques l'emportent aujourd'hui sur les scrupules d'objectivité, pour bien des historiens.

Rappelons que le chef du parti bourgeois cadet, Milioukov, mâchant sa défaite peu après 1917, inventa, dans les manifestations de Petrograd, « *des ouvriers adolescents qui déclaraient hautement qu'on leur avait payé pour cela de dix à quinze roubles* » ; que soixante ans plus tard, Soljenytsine, écumant de rage contre Souvarine qui avait démonté toutes ses allégations calomniatrices contre Lénine, reprenait le propos de Milioukov avec des arguments aussi péremptoires et convaincants que ceux de M^{me} Merridale : « *Les services de renseignements de Petrograd ont dûment établi (sic) que les bolcheviks suscitaient des manifestations de masse en payant les participants de cinq à dix roubles la journée* » (1).

Plus sérieuse et plus féconde est la confrontation, cent ans après, de la démocratie prolétarienne victorieuse et de l'état... de la démocratie bourgeoise aujourd'hui.

Tirant les conclusions théoriques de l'expérience de la Commune de Paris, Marx rappelait la duperie du suffrage universel permettant de « *décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dominante "représentera" et foulera aux pieds (ver- und zertreten) le peuple au parlement* » ; à cette duperie, il opposait la création de la Commune, qui devait être, « *non pas d'un organisme parlementaire, mais (d'un) un corps agissant, exécutif et législatif à la fois* ». Ecartant les interprétations erronées de la Commune, Marx poursuit : « *Son vrai secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.* »

Démocratie prolétarienne

Lénine, à l'été 1917, en pleine révolution prolétarienne, commente et enrichit ces réflexions de Marx, et sa question : par quoi remplacer la machine d'Etat démolie ?

« *Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus.* »

Comment s'opère le tournant de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne ? Selon la méthode de la Commune, qui va devenir celle des soviets (conseils) russes : « *Électivité complète, révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leur traitement au niveau d'un normal "salaire d'ouvrier", ces mesures démocratiques simples et "allant de soi", qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de "passerelle" conduisant du capitalisme au socialisme* » (*L'Etat et la révolution*, chapitre III, 2).

Or s'il y a bien une originalité de la situation, cent ans seulement après la révolution russe, c'est celle-ci : la méfiance, la colère, le dégoût des peuples envers leurs systèmes de représentation politique « pourris jusqu'à la moelle », envers les partis traditionnels qui les « foulent aux pieds », ont cessé d'être le seul jugement des marxistes ; c'est devenu un lieu commun d'ana-

lyse de tous les organismes de « science politique » officielle, un fait reconnu et répété par les innombrables commentateurs des « plateaux » médiatiques ! Ne voyons-nous pas, dans cette fausse démocratie, ce vrai bonapartisme qu'est la V^e République, où l'exécutif tout-puissant appliqua 83 fois la dictature de l'article 49-3 depuis 1958 (dont le plus grand nombre sous un président de « gauche »), les deux partis dominants proprement évincés, discrédités, balayés, croulant sous les « affaires », les corruptions, les parjures ?

Cent ans seulement après l'avènement d'organes de démocratie dans toute la Russie, ayant le pouvoir effectif de contrôler, révoquer à tout moment les élus, cent ans après l'usage effectif de ce pouvoir par vingt millions de travailleurs russes, désignant en novembre le gouvernement de la révolution, qui honora le mandat donné en février, ne sommes-nous pas dans un débat très actuel ?

Ce *Cahier* fournit les données non frelatées de ce débat militant. Nous sommes certains que nos adhérents en feront bon usage pour faire connaître, plus largement, l'intérêt et l'utilité du CERMTRI.

Michel Sérac

(1) Boris Souvarine, *Controverse avec Soljenitsyne*, ALLIA 1990, p.82

SOMMAIRE DU N° 164 DES CAHIERS DU CERMTRI

Présentation du <i>Cahier</i>	p. 3
Sommaire	p. 6
Russie, 1917 - Les organes du pouvoir prolétarien	p. 7
Chronologie	p. 11
I. 1905 « Répétition générale »	p. 15
- Rosa Luxemburg : « Grève de masses, parti et syndicats » (extraits).....	p. 19
- Oskar Anweiler : « Naissance des soviets de 1905 » (extraits).....	p. 23
- Léon Trotsky : Le rôle du soviet de Petrograd.....	p. 27
- Lénine : « Nos tâches et le soviet des députés ouvriers ».....	p. 30
II. Le paradoxe de Février et la situation de double pouvoir	p. 33
- Léon Trotsky : La constitution du soviet.....	p. 38
- Lénine : « Lettres de loin », lettre n°5	p. 39
- Nicolas Soukhanov : « L'arrivée de Lénine ».....	p. 40
- Lénine : Sur la dualité du pouvoir.....	p. 43
- Lénine : Lettre sur la tactique.....	p. 45
III. Vers la centralisation du pouvoir prolétarien (juin-octobre 1917)	p. 49
- Oskar Anweiler : Le congrès des soviets, organe de la démocratie révolutionnaire	p. 53
- Nicolas Soukhanov : Large majorité des socialistes-révolutionnaires au congrès des soviets	p. 54
- Oskar Anweiler : Normes de représentation au congrès.....	p. 54
- Oskar Anweiler : Les comités de fabrique, « Les véritables protagonistes de l'affrontement du capital et du travail ».....	p. 55
- Lénine : Contre la désorganisation de la vie économique : le contrôle des comités d'usine.....	p. 57
- Lénine : La situation politique (quatre thèses).....	p. 59
- Lénine : À propos des mots d'ordre.....	p. 60
- Oskar Anweiler : « Marée montante » : majorité bolchevique dans les soviets.....	p. 62
- Nicolas Soukhanov : Démocratie soviétique dans l'armée.....	p. 64
IV. Le congrès du pouvoir prolétarien (octobre 1917)	p. 67
- Pierre Pascal : Octobre et février ne sont qu'une révolution.....	p. 72
- Oskar Anweiler : « Bévues tactiques »	p. 75
- Nicolas Soukhanov : « Le soviet incarnait la révolution elle-même ».....	p. 76
V. Révolution prolétarienne et démocratie	p. 79
- Lénine : Illusions constitutionnelles	p. 87
- Lénine : Les enseignements de la révolution.....	p. 90
- Lénine : Thèses sur l'assemblée constituante.....	p. 91
- Déclaration de la fraction du POSDR (bolchevique), le 5(8) janvier 1918.....	p. 93
- Projet de décret sur la dissolution de l'assemblée constituante.....	p. 94

- Russie, 1917
Les organes
du pouvoir prolétarien

Russie, 1917 Les organes du pouvoir prolétarien

Dans ce premier cahier du centenaire de la révolution d'Octobre, nous examinons la genèse, l'évolution politique et la victoire des soviets, organes du pouvoir prolétarien, en relation avec le combat politique du parti révolutionnaire, bolchevique.

Les prochains cahiers se pencheront sur les problèmes posés dans l'exercice du pouvoir, pour la première fois dans l'histoire, d'un gouvernement ouvrier.

La révolution russe de 1905 marque un double tournant dans le mouvement révolutionnaire international, et dans la réflexion théorique et stratégique des marxistes.

Le premier fait marquant, analysé par Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky, est l'affirmation de la grève générale comme méthode du soulèvement révolutionnaire.

Jusqu'à cette expérience historique, à valeur universelle, le « mot d'ordre » de grève générale était l'objet de conflits, de controverses, entre anarchistes et marxistes. Les premiers, hostiles à toute action politique, y voyaient le moyen simple et spontané d'abolir toute forme d'Etat, de paralyser le système capitaliste et d'y mettre fin, en faisant l'économie de toute organisation politique. Les marxistes rejetaient cette panacée simpliste et illusoire, censée éviter au prolétariat la construction de son propre parti indépendant, luttant pour le gouvernement ouvrier.

La grève générale insurrectionnelle de Russie, en 1905, règle cette question dans la pratique, dans la lutte des classes, et enrichit la réflexion théorique.

Acteur et dirigeant de cette lutte à Petrograd, Trotsky en tire les enseignements. Constatant que « *la grève politique des masses est l'indispensable méthode de la révolution russe* », il précise : « *Dans la lutte, il est extrêmement important d'affaiblir l'adversaire ; c'est la tâche de la grève. En même temps, elle met sur pied l'armée de la révolution. Mais ni l'un ni l'autre de ces résultats ne constituent par eux-mêmes un coup d'Etat. Il faut encore arracher le pouvoir à ceux qui le détiennent et le transmettre à la révolution.* » Il soulève alors la question de l'armée : « *De quel côté sont les sympathies et les baïonnettes des troupes ?* » Cette question trouvera sa réponse en février 1917.

Mais le second fait marquant de 1905, analysé par Trotsky, observé avec attention par Lénine, est l'apparition spontanée, dans le soulèvement gréviste, d'une nouvelle forme d'organisation : les soviets. Surgis des besoins de la lutte même, concentrés sur les revendications, ces organes soviétiques, au début, restent réticents sur les mots d'ordre politiques, comme celui d'Assemblée constituante.

Le soviet de Petrograd, qui représentait 147 entreprises et usines, 34 ateliers et 13 syndicats, prend la tête du combat contre l'autocratie tsariste et le capitalisme. Dès la conclusion de son livre *1905*, Trotsky dégage l'originalité et la fécondité de cette forme d'organisation : « *Avant l'existence du soviet, nous trouvons parmi les ouvriers d'industrie de nombreuses organisations révolutionnaires, à direction surtout social-démocrate. Mais ce sont des formations à l'intérieur du prolétariat ; leur but immédiat est de lutter pour acquérir de l'influence sur les masses. Le soviet devient immédiatement l'organisation même du prolétariat ; son but est de lutter pour la conquête du pouvoir révolutionnaire.* »

C'est donc sur ces expériences et ces acquis que se constituent, dès les premiers jours de la révolution de février 1917, les soviets d'ouvriers, de soldats, de paysans. Ils s'étendent progressivement à toute la Russie insurgée. Très vite, leur direction devient l'enjeu d'une lutte politique : seront-ils assujettis au gouvernement provisoire, où siègent les représentants du capital, et qui entend bien poursuivre la guerre, à l'inverse des revendications des masses, ou bien seront-ils l'expression des puissantes revendications de la révolution : la paix, le pain, la terre ? C'est ce dernier objectif que fixe Lénine, à la stupéfaction d'abord des dirigeants de son parti, soumis au gouvernement provisoire, en lançant le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* ».

La coalition de tous les partis de la démocratie petite-bourgeoise, socialistes-révolutionnaires et mencheviks, exigeant que la révolution reste bourgeoise, autour du gouvernement Kerenski, qui lui-même entend, avec l'état-major, poursuivre la guerre impérialiste, semble isoler, au premier congrès des soviets, en juin 1917, les bolcheviks et les internationalistes.

S'en tenir là reviendrait à méconnaître le profond et rapide mouvement qui, dans les usines,

accorde sa confiance aux bolcheviks, fidèles aux revendications de la révolution. Au moment même où la majorité conciliatrice du congrès, repoussant ces revendications, ricane des propositions bolcheviques, le Congrès panrusse des comités de fabrique se prononce pour le passage du pouvoir aux mains des soviets.

Repoussant sans cesse la convocation de l'Assemblée constituante, privilégiant l'effort de guerre, dans la continuité du tsarisme, sur la démocratie politique, Kerenski, avec la bourgeoisie et l'état-major, saisissent le prétexte des manifestations de juillet pour déchaîner la répression contre les bolcheviks. Les calomnies de l'époque – Lénine espion de l'Allemagne, financé par le Kaiser – se poursuivent en France jusqu'à nos jours...

Le comité exécutif du soviets capitulant devant Kerenski, se soumettant à la réaction, le Parti bolchevique, provisoirement, cesse d'avancer le mot d'ordre du pouvoir des soviets.

Mais de leur côté, les généraux tsaristes, enhardis par le rétablissement de la peine de mort contre les soldats insurgés, veulent prendre appui sur cette répression de Kerenski pour liquider par les armes, en bloc, la révolution et ses soviets. C'est la tentative de coup d'Etat de Kornilov.

A la tête des masses défendant leur révolution, se dressent les bolcheviks, qui, avec la défaite de Kornilov, conquièrent en quelques semaines le soutien indéfectible, majoritaire, des conseils d'ouvriers et de soldats. Pendant ce temps, les paysans qui occupent les terres, à qui le parti S-R demande d'attendre une Constituante confisquée par les partis conciliateurs, se radicalisent et se détachent des S-R de droite, marginalisés dans leur parti même.

Alors déferle, de manière spectaculaire dans toute la Russie, la « marée montante » (Trotsky) de la bolchevisation des soviets.

Cent ans de falsifications, de mensonges, de calomnies, de censure des programmes scolaires, de documentaires de propagande comme celui d'Arte (26 mars 2017) et bien d'autres, s'efforcent de dissimuler au public d'aujourd'hui, et d'abord à la jeunesse, ce fait historique, pourtant aisément vérifiable : une majorité écrasante de 75 %, incontestable, du deuxième congrès des soviets, fait sienne le mot d'ordre bolchevique, donne tous les pouvoirs aux soviets, constitue le gouvernement soviétique. Pour la première fois dans l'histoire, la force de vingt millions de producteurs, accédant à la représentation politique, sur des mandats constamment révocables, hisse la société hors du système d'exploitation de l'homme par l'homme,

met fin à la guerre, donne la terre à ceux qui la travaillent.

Avec de terribles épreuves à venir, les classes opprimées de Russie, désormais au pouvoir, inaugurent l'époque de transition du capitalisme au socialisme dans l'histoire universelle.

Nous publions ici, aux côtés d'extraits de textes des dirigeants bolcheviques, ceux de deux auteurs qui furent adversaires des bolcheviks, pour deux raisons : 1. leurs ouvrages ne sont plus accessibles ; 2. ils permettent de confronter des jugements opposés.

Il ne suffit plus de nos jours d'exprimer sur les faits historiques de la révolution russe des opinions, fussent-elles contraires à celles des marxistes. Il convient le plus souvent d'être un faussaire, un propagandiste, un bourreur de crâne. Les gardes-blancs tsaristes sont à l'honneur, les Romanov sont chéris en martyrs, comme d'ailleurs nos Capet, bons monarques victimes de la « populace » et des « dictateurs » révolutionnaires.

Or ces deux auteurs, s'ils polémiquent avec les bolcheviks, le font sur la base de faits non trafiqués, ce qui suffit sans doute à les rendre sulfureux.

Travail remarquable d'historien, *Les soviets en Russie*, d'Oskar Anweiler, paru en 1958, traduit en français seulement en 1972, avec une préface de Pierre Broué, n'est plus disponible, hormis dans quelques bibliothèques.

L'ouvrage classique du menchevik Sukhanov, avec qui dialogue et polémique fréquemment Trotsky, dans sa propre *Histoire de la révolution russe*, n'est plus commercialisé. Nous comparons ici ce que Arte lui fait dire contre le congrès des soviets et ce qu'il dit vraiment.

On trouvera abondamment, en revanche, sur les étals de 2017, des ouvrages commémorant les armées blanches et « prouvant » à l'envi que Lénine était un espion allemand. Ceux qui sont habitués à voir déformer et salir leurs luttes ne s'en étonneront pas.

Nous laissons le mot de la fin à Pierre Pascal, représentant ces nombreux révolutionnaires d'opinions diverses qui, parce qu'ils épousaient les intérêts des opprimés, combattirent avec le gouvernement librement choisi par les opprimés, celui des bolcheviks.

Michel Sérac

● Repères chronologiques de la révolution de 1905

1904

- **8 février** : la flotte japonaise attaque la flotte russe mouillée à Port-Arthur (Chine).
- **13-29 décembre 1904** : grève générale des ouvriers du pétrole de Bakou, qui arrachent la première convention collective de l'histoire de la Russie.

1905

- **3 janvier** : début de la grève des ouvriers de l'usine Poutilov, à Saint-Pétersbourg.
- **8 janvier** : grève générale à Saint-Pétersbourg.
- **9 janvier (dimanche)** : manifestation pacifique de près de 140 000 ouvriers et ouvrières russes avec leurs enfants, écrasée dans le sang.
- **18 février** : manifeste gouvernemental qui promet de convoquer des représentants de la population pour « participer à l'élaboration et à la discussion préparatoire des propositions législatives ».
- **10 mars** : défaite de l'armée russe face à l'armée japonaise, à Moukden.
- **12-27 avril** : III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe à Londres, réunissant seulement les délégués bolcheviques.
- **10 mai** : formation du soviet d'Ivanovo-Voznesensk.
- **14 mai** : la quasi-totalité de la flotte russe de la Baltique envoyée au Japon est coulée par la flotte japonaise.
- **14 juin** : mutinerie des marins du navire Prince Potemkine.
- **6 juillet** : constitution du soviet de Kostroma.
- **6 août** : publication d'un second manifeste tsariste annonçant la convocation prochaine d'une Douma (assemblée) aux fonctions purement consultatives.
- **5 septembre** : signature à Portsmouth (Etats-Unis) du traité mettant fin à la guerre russo-japonaise.
- **12-18 octobre** : grève des ouvriers imprimeurs, puis des cheminots, à Moscou.
La grève se généralise à partir du 15.
- **13-21 octobre** : grève générale à Saint-Pétersbourg.
- **13 octobre** : formation du soviet de Saint-Pétersbourg.
- **17 octobre** : promulgation du manifeste du tsar Nicolas II.
- **1^{er} novembre** : grève générale à Saint-Pétersbourg contre la traduction des marins de Cronstadt insurgés en cour martiale et contre l'état de guerre en Pologne.
- **22 novembre** : première assemblée constitutive du soviet de Moscou.
- **26 novembre-3 décembre** : arrestation des dirigeants du soviet de Saint-Pétersbourg.
- **7 décembre** : la grève générale commence à Moscou.
- **11 décembre** : le Manifeste du 7 octobre promet des élections à la Douma.
- **19 décembre** : fin de la grève générale à Moscou après l'écrasement des insurgés.

1906

- **avril** : promulgation des lois fondamentales de l'empire ; réunion de la première Douma (assemblée parlementaire).
- **10-25 avril** : IV^e Congrès d'unification bolcheviks-mencheviks du POSDR, à Stockholm.
- **Juillet** : dissolution de la première Douma, jugée indocile.

● Chronologie succincte de la révolution russe de 1917

1914

- Manifeste du comité central bolchevique contre la guerre.
- **Novembre** : arrestation des députés bolcheviques et des membres du bureau russe du comité central.

1915

- Procès et condamnation des dirigeants bolcheviques.
- **Septembre** : conférence de Zimmerwald.

1917

Février

- **Début février** : la Douma d'empire est convoquée.
- **10** : grève pour la commémoration du procès des bolcheviks.
- **17** : grève à l'usine Poutilov.
- **19** : les cartes de rationnement de pain sont imposées dans la capitale.
- **23** : 90 000 ouvriers ont cessé le travail à l'occasion de la journée internationale des femmes.
- **25** : la grève est générale à Petrograd.
- **26** : le tsar tente de reprendre l'offensive, provoquant la fraternisation des troupes.
- **27** : élection du soviet de Petrograd, dirigé par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Election par la Douma d'un comité provisoire.

Mars

- **1^{er}** : Prikaz n° 1 appelant à la constitution de comités dans tous les corps d'armée.
- **2** : constitution, avec accord du soviet, du gouvernement provisoire sous la direction du prince Lvov et du cadet Milioukov.
- **3** : abdication du tsar Nicolas II en son nom et celui de son fils.
- **4** : abdication du grand-duc Michel ; le pouvoir revient au gouvernement provisoire.
- **12** : retour à Petrograd de Staline et Kamenev.

- **27** : le gouvernement proclame son intention de combattre « jusqu'à la victoire finale ».

- **Fin mars** : 77 soviets de ville sont constitués, sans compter les soviets de paysans et de soldats.

Avril

- **3** : retour de Lénine : « Thèses d'Avril » (« Les tâches du prolétariat dans la présente révolution ») et demande de destitution du gouvernement provisoire.

- **14** : les « Thèses d'Avril » sont adoptées à la conférence des bolcheviks de Petrograd.

- **v 18** : note de Milioukov aux Alliés, qui provoque une grave crise.

- **20-21** : les manifestations reprennent les mots d'ordre bolcheviques, ce qui entraîne la démission de Milioukov et de Goutchkov.

- **25** : les thèses de Lénine sont adoptées par la conférence du parti (71 voix sur 118).

Mai

- **3** : arrivée de Trotsky à Petrograd.

- **5** : premier gouvernement de coalition, auquel participent les dirigeants du soviet Tseretelli (menchevik), Tchernov (socialiste-révolutionnaire) et toujours Kerenski, qui devient ministre de la Guerre.

- **du 4 au 28 mai** : au congrès des paysans de Russie, Lénine présente son programme immédiat de paix et de confiscation des terres en vue de leur partage. Sa motion est repoussée, mencheviks et socialistes-révolutionnaires repoussent les décisions à la tenue de la Constituante.

Juin

- **3** : le premier congrès panrusse des soviets s'ouvre, il se tiendra jusqu'au 24 juin. Mencheviks et socialistes-révolutionnaires sont toujours majoritaires. La proposition de remise du pouvoir au soviet est repoussée par 543 voix, contre 822 favorables à la résolution de soutien au gouvernement.

- **18 juin** : manifestation du soviet avec les mots d'ordre bolcheviques « *Tout le pouvoir aux soviets !* », « *A bas les ministres capitalistes !* », « *Il est temps de terminer la guerre !* ».

Juillet

- **2** : le conflit avec l'Ukraine provoque une crise ministérielle qu'aggravent encore les revers de l'offensive militaire initiée par Kerenski.
- **3** : à l'initiative du régiment des mitrailleurs, une manifestation spontanée d'ouvriers, de soldats et de marins de Cronstadt se dirige vers le palais de Tauride pour exiger le pouvoir. Le gouvernement fait appel aux cosaques pour la réprimer (40 morts, une centaine de blessés). Dans la ville en état de siège, les journaux bolcheviques sont interdits. Nombreuses arrestations, dont celle de Trotsky, et passage dans la clandestinité de Lénine.
- **24** : second gouvernement de coalition, Kerenski en est le président et le ministre de la Guerre. Il dispose encore de l'appui du soviet.
- **26** : VI^e Congrès du parti, dit « d'unification », avec l'adhésion de Trotsky et de l'organisation interrégionale. Il élit un comité central de 21 membres avec Lénine, Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Sverdlov, Staline, Kollontai, Dzerjinsky et Rykov...

Août

- **12** : convocation d'une conférence d'Etat consultative réunissant les délégués des groupes patronaux, des syndicats, des officiers des églises, conférence à laquelle refusent de participer les bolcheviks, qui organisent une grève générale... Kornilov s'y fait entendre, dessinant la perspective d'un coup d'Etat militaire
- **26** : Kornilov exige le remaniement du gouvernement et la crise se traduit par l'exigence tardive de Kerenski de résilier les fonctions de Kornilov, mais l'épreuve de force est déjà engagée
- **27** : Kornilov fait marcher ses troupes sur Petrograd. Le Parti bolchevique sera l'organisateur de la résistance. Il obtient la libération des prisonniers de juillet et le droit pour le peuple à s'armer.
- **31** : Kerenski se fait proclamer généralissime. Le soviet de Petrograd adopte, contre Tseretelli, la motion des bolcheviks concernant le passage du pouvoir aux soviets.

Septembre

- **5** : le soviet de Moscou passe sur les positions de Lénine.

● **8** : le présidium du soviet de Petrograd passe aux mains des bolcheviks et Trotsky est élu président.

● **14 au 22** : conférence démocratique convoquée par Kerenski, la résolution finale rejette le principe de la coalition avec les libéraux. Pendant toute cette période, Lénine lance des appels à l'insurrection, « la crise est mûre ».

● **Lénine rentre à Petrograd** dans la dernière semaine de septembre.

Octobre

● **10** : réunion du comité central bolchevique ; après dix heures de discussion, la résolution sur la nécessité de l'insurrection est votée, moins les deux voix de Zinoviev et de Kamenev. Un bureau politique de sept membres est formé (Lénine, Trotsky et Kamenev, Zinoviev, Staline, Sokolnikov et Boubnov).

● **16** : à la demande de Lénine, un comité central élargi (délégués du soviet de Petrograd, délégués des organes du parti, des syndicats, des organisations militaires et des comités d'usine) est convoqué. La résolution appelant « à la préparation minutieuse et intense de l'insurrection armée » est adoptée (moins deux voix). Un comité militaire révolutionnaire est créé.

● **25** : insurrection victorieuse ; Kerenski s'enfuit ; en quelques jours, la révolution triomphe.

● **25** : réunion du II^e Congrès panrusse des soviets.

● **26-27** : Lénine forme le gouvernement, il devient président du Conseil des commissaires du peuple élu par le deuxième congrès panrusse des soviets.

Novembre

● **4** : démission du comité central des dirigeants bolcheviques partisans d'un gouvernement socialiste de coalition (Zinoviev et Kamenev).

Décembre

● **2** : armistice germano-russe. Début des négociations de Brest-Litovsk.



1905 : barricades à Moscou.

- 1
1905
« Répétition générale »



DR



ARCHIVES/AFP

Manifestation d'étudiants à Petrograd.

1905 « Répétition générale »

Dans la préface de l'édition russe de 1922 de son ouvrage *1905*, Trotsky écrit : « Les événements de 1905 apparaissent comme le puissant prologue du drame révolutionnaire de 1917 (...). La révolution de 1905 est directement sortie de la guerre russo-japonaise et, de la même manière, la révolution de 1917 a été le résultat immédiat du grand massacre impérialiste. Ainsi, par ses origines comme par son développement, le prologue contenait tous les éléments du drame historique dont nous sommes aujourd'hui les spectateurs et les acteurs (...). Déjà, la grève chaotique de juillet 1903, dans le Midi de la Russie, nous avait fourni l'occasion de conclure que la méthode essentielle de la révolution russe serait une grève générale du prolétariat, transformée bientôt en insurrection. Les événements du 9 (22) janvier, en confirmant d'une manière éclatante ces prévisions, nous amenèrent à poser la question du pouvoir révolutionnaire » (1905 – Ed. de Minuit – 1969 – p. 7).

C'est pourquoi ce dossier commence par dégager les traits essentiels de la première révolution russe.

Quels événements historiques conduisirent à « l'octobre rouge » de 1905 ?

Des grèves de masse, mais locales et dispersées, se développèrent en Russie à partir de 1896-1897 (les grandes grèves dans le textile à Saint-Petersbourg), mais c'est en janvier 1905 qu'on assista à un tournant qui allait conduire à la mobilisation révolutionnaire des masses.

Le 3 (16) janvier, avait éclaté une grève à l'usine Poutilov de Saint-Petersbourg, grève pour des revendications économiques, mais qui, à la suite du renvoi de 2 ouvriers grévistes, s'étendit, et ce sont 140 000 ouvriers de la ville qui se mirent en grève les jours suivants.

Le 9 (22) janvier, une manifestation pacifique avec femmes et enfants, conduite par le pope Gapone, se dirigea vers le Palais d'Hiver pour porter une pétition au tsar. Cette pétition comportait toutes les revendications économiques : journée de 8 heures, amélioration des conditions de travail, augmentation des salaires, etc., mais aussi réclamait les libertés publiques et la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel.

La suite, on la connaît : les soldats tirèrent sur la foule, faisant des centaines et des centaines de morts...

« (...) Le massacre de janvier eut une influence particulièrement remarquable et profonde sur le prolétariat de toute la Russie. D'un bout à l'autre du pays passa le flot grandiose de grèves qui secouèrent le corps de la nation » (op. cit., p. 79).

Ainsi, à partir de janvier 1905, se développent dans toute la Russie des grèves revendicatives, qui, posant la question de la démocratie, se transforment en grèves politiques.

1905, c'est donc la démonstration que la grève générale est l'arme du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

Rosa Luxemburg, dans *Grève de masse, parti et syndicat*, a analysé en détail le développement de ces « grèves de masse » (document 1). Elle rappelle que si Marx et Engels ont combattu la théorie de la grève générale comme moyen révolutionnaire, c'est que Bakounine et les anarchistes considéraient la grève générale comme un mot d'ordre : il suffirait d'appeler à la grève générale pour que des milliers de prolétaires arrêtent le travail et déferlent dans la rue dans l'objectif de prendre le pouvoir.

« Si donc la révolution russe nous apprend quelque chose, c'est avant tout que la grève de masse n'est ni "fabriquée" artificiellement ni "décidée" ou "propagée", dans un éther immatériel et abstrait, mais qu'elle est un phénomène historique se produisant à un certain moment, par une nécessité historique résultant des conditions sociales » (op. cit. – Ed Maspero – Paris - 1968 - p. 13).

La grève générale, c'est le mouvement du prolétariat qui, luttant pour améliorer ses conditions d'existence, prend conscience de sa force et veut « briser ses chaînes ». Lutte économique et lutte politique se succèdent et s'entremêlent. Et dans ce mouvement où le prolétariat prend conscience de lui-même, il ressent la nécessité d'organiser son combat pour vaincre l'ennemi : le capital et ses représentants.

Les premières formes d'organisation dans les usines en grève furent les comités de grève se transformant en comités d'usine pour continuer à négocier avec les patrons.

Mais dès le printemps 1905 apparurent les premiers soviets, conseils des députés ouvriers, élus et révocables, conseils regroupant plusieurs comités d'usine, cherchant à associer les autres couches exploitées de la population (en particulier les paysans) pour défendre leurs revendications.

Dans *Les Soviets en Russie*, dont nous publions un extrait (document 2), Oskar Anweiler, économiste allemand, fait une étude approfondie du développement et du rôle des soviets, et montre que le « soviets » n'est pas une création des bolcheviks, mais une forme d'organisation que les ouvriers en lutte se donnèrent de façon autonome et dans laquelle les militants du POSDR (mencheviks, bolcheviks et socialistes-révolutionnaires) intervinrent sans pour autant en être à l'origine.

Ainsi, le soviet d'Ivanovo-Voznesensk (centre textile près de Moscou) se constitua mi-mai ; il comptait 110 députés et « entendait : "1° diriger le mouvement ; 2° s'opposer à toute action isolée ou négociations séparées ; 3° veiller à la bonne discipline des ouvriers ; 4° décider lui-même de la reprise du travail » (op. cit., p. ??????).

Il visait donc essentiellement à obtenir satisfaction sur les revendications économiques qui avaient été le point de départ de la grève, grève qui dura près de deux mois et au cours de laquelle les ouvriers furent amenés à poser des revendications démocratiques contradictoires avec le pouvoir tsariste.

Le soviet de Petrograd eut une autre dimension : il « **organisait les masses ouvrières, dirigeait les grèves et les manifestations, armait les ouvriers, protégeait la population contre les pogroms** », écrit Trotsky dans *1905* (document 3), le soviet fut « l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire ».

Trotsky, de par la position qu'il occupait à la direction du soviet, comprit la place des soviets dans la mobilisation révolutionnaire des masses,

mais il n'en fut pas de même pour les bolcheviks dans leur grande majorité : ils virent d'abord dans le soviet un organe « concurrent » du parti et essayèrent de lui faire adopter le programme de la social-démocratie.

Dans leur journal, *Novaja Žizn'*, se développa la discussion sur les rapports soviet-parti. Depuis Stockholm, **Lénine** polémiqua avec Radin, un des bolcheviks, membre de la direction du soviet de Petrograd, qui avait formulé la question sous la forme « *Soviet ou parti ?* ». Lénine envoya à la rédaction une lettre intitulée « *Nos tâches et le soviet des députés ouvriers* ». Cet article ne fut pas publié et son texte ne fut retrouvé qu'en... 1940.

Dans ce texte (document 4), Lénine répond : « *Il me paraît inutile d'exiger du soviet des députés ouvriers qu'il adopte le programme social-démocrate et adhère au parti ouvrier social-démocrate de Russie. Je pense que pour diriger la lutte politique, le soviet (...) comme le parti sont tous deux absolument nécessaires...* » Et plus loin : « *Il me semble que sous le rapport politique, le soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du gouvernement révolutionnaire provisoire.* »

Et Lénine insiste sur le fait que le soviet a l'avantage de rassembler « tout le prolétariat ». L'indépendance du parti, le travail de propagande au sein des masses sont indispensables, mais il faut aussi rassembler l'ensemble des forces révolutionnaires pour organiser l'insurrection et vaincre le tsarisme.

Evelyne Morel



Grèves et manifestations se développent dans toute la Russie.

● Document 1

Rosa Luxemburg

Grève de masses,
parti et syndicats
(extraits)Polémique entre marxistes et anarchistes
à propos du « mot d'ordre »
de grève générale

Jusqu'ici presque tous les écrits et les déclarations du socialisme international relativement à la question de la grève générale datent de l'époque antérieure à la révolution russe, la première expérience de ce moyen de combat qui ait historiquement été faite sur une grande échelle. Cela explique pourquoi ils sont pour la plupart vieillis. Dans leur conception, ils se placent essentiellement au même point de vue que Frédéric Engels, qui, en 1873, dans sa critique sur Bakounine et sa fabrique de révolution en Espagne, écrivait :

« La grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier employé à inaugurer la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de tous les ateliers d'un pays, ou même du monde entier, abandonnent le travail, et par là forcent, en quatre semaines au plus, les classes possédantes ou à capituler ou à se déchaîner contre les ouvriers, en sorte que ceux-ci ont alors le droit de se défendre et par la même occasion d'en finir avec la vieille société tout entière [...]. Au Congrès des Alliancistes, à Genève, le 1^{er} septembre 1873, la grève universelle joua également un grand rôle, sauf qu'on reconnut de tous les côtés qu'il fallait, pour la faire, une organisation complète de la classe ouvrière et une caisse pleine. Et justement, c'est là l'encolure. D'une part, les gouvernements, surtout si on les encourage par l'abstention politique, ne laisseront jamais arriver à ce point ni l'organisation ni la caisse des ouvriers ; et, d'autre part, les événements politiques et les entreprises des classes dominantes mettront en train l'affranchissement des travailleurs bien avant que le prolétariat en arrive à se donner cette organisation idéale et ce fonds de réserve gigantesque. Si, d'ailleurs, il les avait, il n'aurait pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir à son but. »

Nous avons là l'argumentation qui régla, dans les années qui suivirent, l'attitude de la social-démocratie internationale vis-à-vis de la grève en masse. Elle est faite à la mesure de la théorie anarchiste de la grève générale, c'est-à-dire la théorie de la grève générale comme moyen d'amener la révolution sociale,

par opposition avec la lutte politique quotidienne de la classe ouvrière. Elle tient tout entière dans ce dilemme simple : ou bien le prolétariat dans son ensemble n'est pas encore en possession d'organisations et de caisses puissantes, et alors il ne peut réaliser la grève générale, ou bien il est déjà assez puissamment organisé, et alors il n'a pas besoin de la grève générale. Cette argumentation est, il est vrai, si simple et si inattaquable à première vue que, pendant un quart de siècle, elle a rendu au mouvement ouvrier moderne des services signalés, soit comme arme logique contre les billevesées anarchistes, soit comme moyen auxiliaire de porter l'idée de la lutte politique dans les couches les plus profondes de la classe ouvrière. Les progrès gigantesques du mouvement ouvrier dans tous les pays modernes pendant les vingt-cinq dernières années sont le témoignage le plus éclatant en faveur de la tactique de la lutte politique, préconisée par Marx et Engels en opposition au bakounisme : et la social-démocratie allemande dans sa puissance actuelle, dans sa situation à l'avant-garde de tout mouvement ouvrier international, est, pour une très grosse part, le produit direct de l'application conséquente et rigoureuse de cette tactique.

Maintenant, la révolution russe a soumis l'argumentation ci-dessus à une révision fondamentale. Elle a, pour la première fois dans l'histoire des luttes de classes, rendu possible une réalisation grandiose de l'idée de la grève en masse et même – comme nous l'expliquerons plus en détail – de la grève générale, ouvrant ainsi une nouvelle époque dans l'évolution du mouvement ouvrier.

Il ne s'ensuit pas assurément que Marx et Engels aient soutenu à tort la tactique de la lutte politique, ou que la critique qu'ils faisaient de l'anarchisme fût fautive. Tout au contraire, ce sont les mêmes raisonnements, les mêmes méthodes qui servaient de base à la tactique de Marx et d'Engels, qui servent encore aujourd'hui à la pratique de la social-démocratie allemande et qui, dans la révolution russe, ont produit de nouveaux éléments et de nouvelles conditions de la lutte de classe [...].

Mais la patrie de Bakounine devait devenir le tombeau de sa doctrine. Non seulement, en Russie, ce

ne sont pas les anarchistes qui se sont trouvés et se trouvent à la tête du mouvement de grève en masse, non seulement la conduite de l'action révolutionnaire politique et aussi de la grève en masse est entièrement aux mains des organisations social-démocrates, combattues avec acharnement par les anarchistes comme « un parti bourgeois », ou aux mains d'organisations socialistes plus ou moins influencées par la social-démocratie et se rapprochant d'elle, comme le parti terroriste des « socialistes-révolutionnaires » –, mais les anarchistes n'existent pas du tout comme tendance politique sérieuse dans la révolution russe [...].

D'un autre côté, la grève en masse a été réalisée en Russie non comme un moyen de sauter d'emblée, par un coup de théâtre, dans la révolution sociale, en s'épargnant la lutte politique de la classe ouvrière et particulièrement le parlementarisme, mais comme un moyen de créer d'abord pour le prolétariat les conditions de la lutte politique quotidienne, et en particulier du parlementarisme. La lutte révolutionnaire en Russie, dans laquelle les grèves en masse sont appliquées comme l'arme la plus efficace, est menée par la population laborieuse et en première ligne par le prolétariat, précisément pour la conquête de ces droits et de ces conditions politiques dont la nécessité et l'importance dans la lutte de l'émancipation de la classe ouvrière ont été pour la première fois démontrées par Marx et Engels, qui les ont défendues de toutes leurs forces dans l'Internationale, en opposition à l'anarchisme. Ainsi, la dialectique de l'histoire, le roc sur lequel repose toute la doctrine du socialisme marxiste, a fait qu'aujourd'hui l'anarchisme, auquel l'idée de la grève en masse était indissolublement liée, est entré en contradiction avec la pratique de la grève en masse elle-même, tandis qu'au contraire la grève en masse, combattue naguère comme contraire à l'action politique du prolétariat, apparaît aujourd'hui comme l'arme la plus puissante de la lutte politique pour les droits politiques. Si donc la révolution russe rend indispensable une révision fondamentale de l'ancien point de vue marxiste à l'égard de la grève en masse, ce ne sont tout de même que les méthodes et les points de vue généraux du marxisme qui remportent à cet égard la victoire sous une nouvelle forme. La femme aimée de Moor (1) ne peut mourir que de la main de Moor.

(pp. 7 à 11)

La grève en masse, phénomène historique produit des conditions sociales

[...] La première révision qui résulte, pour la question de la grève en masse, des événements de Russie, se rapporte à la conception générale du problème.

[...] Si donc la révolution russe nous apprend quelque chose, c'est avant tout que la grève en masse n'est ni « faite » artificiellement, ni « décidée » ou « propagée » dans le bleu (2), mais qu'elle est un phénomène historique, se produisant à un certain

moment, par une nécessité historique sortant des conditions sociales.

Ce n'est donc point par des spéculations abstraites sur la possibilité ou l'impossibilité, sur l'utilité ou le danger de la grève en masse, c'est par l'étude des moments et des conditions sociales où la grève en masse surgit dans la phase actuelle de la lutte des classes ; en d'autres termes, ce n'est point par l'appréciation subjective de la grève générale au point de vue de ce qui est désirable, mais c'est par l'examen objectif des origines de la grève en masse au point de vue de ce qui est historiquement nécessaire que le problème peut seulement être envisagé et aussi discuté.

[...] Si quelqu'un s'avisait d'entreprendre de faire de la grève en masse comme forme de l'action prolétarienne, le sujet d'une agitation en règle, de colporter cette idée pour y gagner peu à peu la classe ouvrière, ce serait une occupation aussi oiseuse, mais d'ailleurs aussi vaine et insipide que si quelqu'un voulait faire de l'idée de la révolution ou du combat sur les barricades le sujet d'une agitation spéciale. Si la grève en masse est devenue, à l'heure qu'il est, le centre du vif intérêt de la classe ouvrière allemande et internationale, c'est qu'elle représente une nouvelle forme de lutte, et, comme telle, le symptôme certain d'un profond changement intérieur dans les rapports des classes et les conditions de la lutte des classes. Si la masse des prolétaires allemands – malgré la résistance obstinée de ses dirigeants de syndicats – s'applique avec un intérêt si ardent à ce problème nouveau, cela témoigne de son sûr instinct révolutionnaire et de sa vivace intelligence. Mais à cet intérêt, à cette noble soif intellectuelle, à cet élan dès ouvriers vers l'action révolutionnaire, on ne répondra pas en dissertant, par une gymnastique cérébrale abstraite, sur la possibilité ou l'impossibilité de la grève générale : on y répondra en leur expliquant la marche de la révolution russe, son importance internationale, l'accentuation des oppositions de classes dans l'Europe occidentale, les nouvelles perspectives politiques de la lutte des classes en Allemagne, le rôle et les devoirs de la masse dans les luttes à venir. Sous cette forme seulement la discussion sur la grève en masse conduira à élargir l'horizon intellectuel du prolétariat, à aiguïser sa conscience de classe, à approfondir ses idées et à fortifier son énergie pour l'action.

(pp. 13 à 17)

De la grève économique à la grève politique

[...] Les grèves générales advenues en Russie offrent une telle diversité de réalisation qu'il est absolument impossible de parler de « la » grève générale, d'une grève générale abstraite.

Chacun des éléments de la grève en masse, aussi bien que son caractère, ne diffèrent pas seulement selon les villes et les régions, mais surtout son caractère général s'est lui-même plusieurs fois modifié au cours de la révolution. Les grèves en masse ont eu

en Russie une certaine histoire et elles la poursuivront encore.

Ainsi, qui veut parler de la grève en masse en Russie doit avant tout avoir son histoire devant les yeux.

La période actuelle, pour ainsi dire officielle, de la révolution russe, est avec raison datée du soulèvement du prolétariat de Saint-Pétersbourg, le 22 janvier 1905, de ce défilé de 200 000 ouvriers devant le palais du tsar, qui se termina par un terrible massacre. La sanglante fusillade de Saint-Pétersbourg fut, comme on sait, le signal de l'explosion de la première série gigantesque de grèves en masse s'étendant en peu de jours sur toute la Russie et, de Saint-Pétersbourg, portant dans tous les coins de l'empire et les couches les plus étendues du prolétariat, le rappel de la révolution. Mais ce soulèvement de Saint-Pétersbourg au 22 janvier n'était que le point culminant d'une grève en masse qui avait embrassé tout le prolétariat de la capitale des tsars en janvier 1905. Or cette grève de janvier à Saint-Pétersbourg eut lieu incontestablement sous l'influence immédiate de la gigantesque grève générale qui avait éclaté peu auparavant, en décembre 1904, dans le Caucase, à Bakou, et tint longtemps toute la Russie haletante. Mais à leur tour, les événements de décembre à Bakou n'étaient qu'un dernier et vigoureux rejeton des grandes grèves qui, en 1903 et 1904, avaient, comme un tremblement de terre périodique, ébranlé tout le midi de la Russie, et dont le prologue fut la grève de Batoum, dans le Caucase, en mars 1902. Enfin, ce premier mouvement de grève en masse dans la chaîne continue des éruptions révolutionnaires actuelles n'est lui-même séparé que par cinq ou six années de la grève générale des ouvriers textiles de Saint-Pétersbourg, en 1896 et 1897. Et si le mouvement d'alors semble séparé de la révolution d'aujourd'hui par quelques années de calme apparent et de réaction énergique, tout homme qui connaît l'évolution politique intérieure du prolétariat russe jusqu'au degré actuel de conscience de classe et d'énergie révolutionnaire fera commencer l'histoire de la période présente de luttes en masses avec ces grèves générales de Saint-Pétersbourg. Elles ont, entre autres, pour le problème de la grève en masse, cette importance qu'elles contiennent déjà en germe tous les éléments principaux des grèves en masse qui suivirent.

(pp. 19 à 21)

La grève générale de 1905 en Russie

[...] Les nouvelles fantaisistes et confuses sur la grève générale de Bakou n'étaient pas encore parvenues à toutes les extrémités de l'empire lorsque, en janvier 1905, éclata la grève générale de Saint-Pétersbourg.

Là encore, l'occasion fut, comme on sait, minime. Deux ouvriers des chantiers Poutilov avaient été renvoyés parce qu'ils appartenaient à l'association « légale » de Zoubatov. Cette mesure de rigueur provoqua, le 16 janvier, une grève de solidarité de tous les ouvriers de ces chantiers, au nombre de 12 000.

Les socialistes-démocrates commencèrent, à l'occasion de la grève, une vive agitation pour l'extension des revendications, et posèrent celles de la journée de 8 heures, du droit de coalition, de la liberté de la parole et de la presse, etc. La fermentation des ateliers Poutilov gagna rapidement les autres prolétaires et, en peu de jours, 140 000 ouvriers étaient en grève. Des délibérations en commun et des discussions orageuses conduisirent à l'élaboration de cette charte prolétarienne des libertés civiques, portant en tête la journée de 8 heures, et avec laquelle, le 22 janvier, 200 000 ouvriers, conduits par le prêtre Gapone défilèrent devant le palais du tsar. En une semaine, le conflit des deux ouvriers renvoyés des chantiers de Poutilov s'est transformé en prologue de la plus grosse révolution des temps modernes.

Les événements qui suivirent sont connus : le massacre de Saint-Pétersbourg provoquait en janvier et février, dans tous les centres industriels et les villes de Russie, de Pologne, de Lituanie, des provinces baltiques, du Caucase, de la Sibérie, du nord au sud, de l'est à l'ouest, de gigantesques grèves en masse et grèves générales. Mais, si l'on y regarde de plus près, les grèves en masse se produisent dès lors sous d'autres formes que dans la période précédente. Celle fois, les organisations social-démocrates prirent partout les devants par des appels, partout c'est la solidarité révolutionnaire avec le prolétariat de Saint-Pétersbourg qui fut expressément marquée comme le motif et le but de la grève générale, partout il y eut aussitôt des manifestations, des discours, des combats avec la troupe. Pourtant, là non plus, il ne fut question ni de plan préalable ni d'action organisée, car les appels des partis pouvaient à peine aller du même pas que les soulèvements spontanés de la masse ; à peine les dirigeants avaient-ils le temps de formuler les mots d'ordre de la foule des prolétaires se ruait en avant. Autre différence : les grèves en masse et générales antérieures avaient leur origine dans le concours de diverses luttes pour les salaires, lesquelles, dans la tendance générale de la situation révolutionnaire et sous l'impulsion de l'agitation des social-démocrates, devenaient vite des manifestations politiques ; l'élément économique et la dispersion syndicale étaient le point de départ, l'action politique combinée et la direction politique étaient le résultat final. Ici, le mouvement se fait à rebours. Les grèves générales de janvier-février éclatèrent tout d'abord comme action révolutionnaire unie sous la direction de la social-démocratie ; mais cette action se rompit bientôt en une infinité de grèves locales, parcellaires, économiques, dans diverses régions, villes, professions, usines. Durant tout le printemps de 1905 jusqu'au plein été, fermenta dans l'empire géant une lutte économique infatigable de tout le prolétariat contre le capital, lutte qui gagne par en haut les professions libérales et petites-bourgeoises, employés de commerce, de banque, ingénieurs, comédiens, artistes, et pénètre par en bas jusque chez les gens de maisons, les agents subalternes de la police, jusque même dans les couches du « lumpenprolétariat »,

débordant en même temps de la ville dans les campagnes et frappant même aux portes des casernes.

[...] Le soudain soulèvement général du prolétariat en janvier, sous la forte impulsion des événements de Saint-Petersbourg, était, dans son action vers le dehors, un acte politique de déclaration de guerre révolutionnaire à l'absolutisme. Mais cette première action générale directe de classe n'en eut qu'un plus puissant contrecoup vers l'intérieur, en éveillant pour la première fois, comme par une secousse électrique, le sentiment et la conscience de classe chez des millions et des millions d'hommes. Et cet éveil du sentiment de classe se manifeste immédiatement en ce qu'une masse prolétarienne, se chiffant par millions, prit d'un seul coup, net et tranchant, conscience du caractère insupportable de l'existence sociale et économique qu'elle subissait depuis des années dans les chaînes des capitalistes. Alors commence spontanément un mouvement général pour secouer et briser ces chaînes. Sous mille formes, les souffrances du prolétariat moderne renouvellent le souvenir de ses vieilles plaies toujours saignantes. Ici, on lutte pour la journée de 8 heures, là contre le travail aux pièces ; ici, ce sont des maîtres brutaux que l'on « emballe » dans un sac sur une charrette à bras ; ailleurs, c'est contre l'infâme système des amendes ; partout, c'est pour de meilleurs salaires, ça et là pour la suppression du travail à domicile. Dans les grandes cités, des métiers arriérés et dégradés ; de petites villes provinciales, assoupies jusque-là dans un sommeil idyllique ; le village avec sa propriété sortie du servage – tout cela subitement éveillé par l'éclair de janvier, se ressouvient de ses droits et cherche fiévreusement à réparer le temps perdu. La lutte économique, en ce cas, fut donc en réalité, non pas un éparpillement, un émiettement de l'action, mais uniquement un changement de front, une transformation brusque et naturelle de la première bataille générale avec l'absolutisme en une explication générale avec le capital, laquelle, conformément à son caractère, revêtit la forme de lutte pour le salaire isolé et dispersé. Il ne faut pas dire que l'action politique de classe, en janvier, fut brisée parce que la grève générale se dispersa en grèves économiques, c'est le contraire : une fois épuisées, les possibilités contenues dans l'action politique dans la situation donnée et à l'étape donnée de la révolution, elle se divisa ou mieux se transforma en une action économique [...]. (pp. 26 à 29)

« La grève en masse n'est que la forme revêtue par la lutte révolutionnaire... »

[...] La grève en masse, telle que nous la fait voir la révolution russe, est un phénomène si muable qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution. Sa possibilité d'application, sa force d'action, ses causes originelles se transforment continuellement. Elle ouvre soudain à la révolution de larges perspectives nouvelles au moment où elle semblait engagée dans une impasse, et elle refuse le service au moment où l'on croit pouvoir compter sur elle en toute sécurité. Tantôt elle se répand comme une vaste marée sur tout l'empire, tantôt elle se fractionne en un réseau gigantesque de ruisseaux étroits, tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se perd dans la terre.

Grèves politiques et économiques, grèves en masse et partielles, grèves de démonstration et de combat, grèves générales d'une ville, luttes pacifiques pour les salaires et batailles de rues, combats de barricades – tout cela se croise, se côtoie, se traverse, se mêle, mer de phénomènes éternellement mouvante et changeante. Et la loi du mouvement de ces phénomènes devient claire : elle n'est pas dans la grève en masse elle-même, ni dans ses caractères techniques, mais bien dans les rapports politiques et sociaux des forces de la révolution. La grève en masse n'est que la forme revêtue par la lutte révolutionnaire, et toute modification dans les rapports des forces aux prises, dans le développement du parti et dans la séparation des classes, dans la position de la contre-révolution, agit immédiatement, par mille voies invisibles et incontrôlables, sur l'action de la grève. Mais avec cela, cette action même ne cesse presque pas un instant. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son plus puissant ressort. En un mot, la grève en masse, telle que nous la montre la révolution russe, n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne : elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la révolution. (pp. 41-42)

(1) Moor = Maure : « La femme aimée du Maure ne peut mourir que de la main du Maure. » (Référence à l'Othello de Shakespeare qui tue sa femme Desdémone).

(2) Le bleu du ciel, c'est-à-dire l'éther immatériel.

● Document 2

Oskar Anweiler

Naissance des soviets de 1905 (extraits)

Le mouvement ouvrier en 1905

[...] La révolution de 1905 fut déclenchée par un incident qui apparaît comme un symbole très net de la fin de la vieille Russie. Il est en effet permis de voir dans la procession (plutôt que manifestation) de la foule ouvrière porteuse d'images saintes et de portraits du tsar, qui, sous la conduite du pope Gapone, se dirigeait vers le Palais d'Hiver, le 9 (22) janvier 1905, l'ultime appel que les travailleurs russes adressaient au tsar sur le mode patriarcal, avant de se métamorphoser en prolétaires modernes et en révolutionnaires [...].

La vague révolutionnaire consécutive aux événements de janvier à Saint-Petersbourg balaya bientôt l'ensemble de la Russie pour battre son plein en octobre et décembre 1905.

On y décèle une juxtaposition déconcertante de courants politiques et sociaux comme d'initiatives isolées de nature la plus hétéroclite, à commencer par les pétitions et les députations libérales liées aux grèves et manifestations ouvrières, aux émeutes paysannes et aux mutineries de marins, pour finir avec le soulèvement armé de régions entières. Au cours de la grève générale d'octobre, les tendances révolutionnaires n'unirent vraiment leurs forces qu'en une occasion et une seule : pour approuver le « Manifeste d'octobre » et réclamer une Constitution, peu susceptible pourtant de bouleverser de fond en comble la structure politique et sociale du pays.

[...] Mais ce fut la vague de grèves qui constitua l'élément dynamique le plus vigoureux de la révolution de 1905. La formule de Rosa Luxemburg – « l'histoire de la grève de masse en Russie se confond avec l'histoire de la révolution » – présente un grand fond de vérité [...]. La somme énorme de petites grèves d'ampleur limitée, souvent même d'origine absolument spontanée, ne faisait que déboucher dans des affrontements dramatiques (1). Cette vague de grèves devait marquer le point culminant de la révolution en même temps qu'elle ouvrait la voie à la formation de soviets.

À l'apogée du mouvement de janvier à Saint-Petersbourg, on comptait environ 150 000 grévistes. Après le « Dimanche sanglant », comme en écho aux événements survenus dans la capitale, grèves et manifestations se multiplièrent dans les grands centres industriels et dans presque toutes les grandes villes. On enregistra en janvier et février 1905 plus de jour-

nées perdues par fait de grève qu'il n'y en avait eu pendant les dix années précédentes [...]. Si les ouvriers des industries du métal et du textile avaient déjà derrière eux toute une tradition de luttes, de nouvelles catégories de travailleurs, des semi-prolétaires dans la plupart des cas, se mirent quant à elles en grève pour la première fois. Ouvriers boulangers, dockers, employés municipaux (tramionts, éclusiers, allumeurs de réverbères, etc.), commis de magasin, employés de bureau et autres firent valoir leurs revendications, exigeant avant toutes choses une réduction de la durée du travail à 10, 9 et parfois même à 8 heures par jour.

La grève des cheminots eut une importance considérable. Pendant la première moitié de février, pas un train ne circula sur les six grandes lignes de Russie du Sud. Un comité de grève élu dirigeait le mouvement et la direction des chemins de fer dut se résoudre à traiter avec lui. Les cheminots réclamaient principalement l'élection d'une instance chargée de présenter les revendications des grévistes ; la tenue d'assemblées générales appelées à passer en revue tous les problèmes du travail ; des augmentations de salaires ; la journée de huit heures. En raison de l'état de guerre, le gouvernement consentit tout d'abord quelques promesses : diminution de la journée de travail et création de comités ouvriers habilités à négocier. Mais la grève se poursuivant de plus belle, il décida de réquisitionner les cheminots et frappa de lourdes peines toute participation à une grève. Au cours des mois suivants, les cheminots se mirent à s'organiser avec ardeur et, en avril, fut fondée l'Union panrusse des travailleurs du Rail, qui adhéra à l'« Union des unions » et joua un rôle notable dans la préparation de la grève d'octobre 1905 [...].

Les comités ouvriers, embryons de soviets

À l'origine des grèves qui se succédèrent à partir de janvier 1905 ne figurait pas la moindre organisation de type syndical ou politique née au cours de la révolution, voire dans le cadre de la grève elle-même, ou ne disposant que d'un mince rayon d'action à la façon des partis révolutionnaires. Ces grèves étaient spontanées dans toute l'acception du mot, en ce sens qu'elles éclataient par suite d'un conflit purement local, duraient quelques jours, une semaine au plus, pour s'éteindre après satisfaction de certaines reven-

dications ou en raison de l'épuisement des ressources financières des grévistes. Des comités ouvriers, élus sur la base de l'usine en grève, dirigeaient le mouvement.

[...] Au printemps de 1905, des comités ouvriers furent élus dans certains sièges miniers et entreprises métallurgiques de l'Oural, en particulier à la fabrique Nadezinekij, où il prit le nom de « conseil de députés ouvriers ».

Il s'agissait chaque fois de comités désignés dans une entreprise donnée et qui n'avaient entre eux que très peu de contacts, voire aucun. D'une certaine façon, ils devaient préfigurer les futurs « comités de fabrique », tout en n'ayant que dans de rares cas des fonctions clairement définies. Un pas de plus fut effectué vers l'organisation de type syndical lorsque certains comités ouvriers constituèrent, de concert avec d'autres comités de la même branche professionnelle, un organisme interentreprises. Des conseils de délégués de ce genre virent le jour en premier lieu à Moscou et à Kharkov parmi les ouvriers des industries du livre, du textile et du tabac. Le plus notable de ces organismes professionnels fut le « conseil des travailleurs du Livre » de Moscou, fondé à la fin de décembre au cours d'une grève générale. Rassemblant 264 délégués de 110 entreprises, il avait à sa tête un conseil exécutif de 15 membres et se réunit dix fois en tout. Le conseil entendait, disait-il, « convoquer des assemblées générales et des assemblées partielles des travailleurs du Livre, préparer les questions à débattre, soumettre à l'approbation des assemblées les décisions arrêtées par lui et veiller à leur bonne exécution, collecter des fonds pour soutenir les grévistes et mener les négociations avec les maîtres imprimeurs ». Il survécut à la grève et décida d'élaborer des statuts syndicaux. C'est sur cette base que naquit par la suite l'un des plus importants syndicats russes.

Les comités ouvriers d'usines et les conseils de délégués des branches professionnelles se trouvèrent dans bien des cas à l'origine des syndicats qui, pendant le printemps et l'été de 1905, firent leur apparition à Moscou, à Saint-Petersbourg et dans d'autres grandes villes. Mais une autre virtualité de développement s'affirma également. Dans la mesure où la grève était amenée à déborder le cadre d'une entreprise donnée et souvent même celui d'une branche professionnelle déterminée, la nécessité d'une direction unifiée à l'échelon local ne tarda pas à devenir impérieuse. C'est ainsi que les délégués des diverses usines arrivèrent à s'unir au sein d'un comité de grève couvrant toute une ville. Dès lors, chaque fois qu'un organisme élu et permanent, représentant les travailleurs de toutes les fabriques et doté d'objectifs généraux, se constitua sur la base d'un comité de grève de ce type, simplement chargé de diriger une action unique et limitée dans le temps, on devait se trouver face à un conseil (soviet) des députés ouvriers.

Il est toutefois impossible d'établir une distinction tranchée entre comité de grève et soviet, du moins en ce qui concerne la première phase du mou-

vement où l'on voit les conseils surgir isolément, les uns après les autres. De même, on ne saurait distinguer ces deux organismes d'après les fonctions qu'ils exerçaient à ce moment [...]. Il dépendait de multiples facteurs qu'un soviet, comité de grève à l'origine, se transformât en organe de lutte révolutionnaire ou qu'il se vouât essentiellement à faire valoir des revendications économiques. Dans chaque cas, c'est l'accélération de la lutte économique et politique qui reste la grande caractéristique de l'activité des soviets. La genèse des conseils, pendant la révolution de 1905, démontre irréfutablement que ces organismes eurent pour objet originaire de défendre les intérêts ouvriers sur la base de l'usine. C'est parce que les travailleurs cherchaient à réunir en un faisceau leurs luttes fragmentées et à leur donner une direction, et non parce qu'ils visaient la conquête du pouvoir par l'action politique, que les premiers soviets firent leur apparition.

Les premiers soviets (été 1905) (2)

Le premier soviet de la révolution russe fut fondé vers la mi-mai à Ivanovo-Voznesensk, centre textile de la région de Moscou. A cette époque, la zone industrielle de Russie centrale, qui n'avait jusqu'alors réagi que d'une manière relativement faible aux événements de Saint-Petersbourg, était devenue le théâtre d'une vague de grèves d'une durée et d'un acharnement sans précédent. Les conditions d'existence et de travail dans le « Manchester russe », comme on appelait la ville, étaient particulièrement dures. De petites grèves y éclataient souvent et les social-démocrates s'y étaient livrés de leur côté à un travail d'agitation. Ce fut à leur instigation que la grève de mai démarra. Une assemblée ouvrière, réunie le 9 mai, adopta une liste de revendications en vingt-deux points, qui, les trois jours suivants, circula parmi les travailleurs. Il s'agissait à peu près uniquement de questions concernant la vie intérieure des entreprises : suppression du travail de nuit et des heures supplémentaires ; salaire minimum mensuel ; dissolution de la « police » attachée à certaines usines, notamment. Seul l'un de ces points, exigeant « le droit de tenir des assemblées et de s'y exprimer en toute liberté, ainsi que de parler dans les journaux des difficultés des ouvriers, c'est-à-dire la liberté de parole et de réunion », avait un caractère nettement politique.

Le mouvement débuta le 12 mai et, quelques jours après, on comptait environ 40 000 grévistes. Le 13, une foule énorme se rassembla devant l'hôtel de ville et la liste hectographiée des revendications fut remise à l'Inspecteur des fabriques du gouvernement d'Ivanovo. Celui-ci invita les ouvriers à élire dans chaque fabrique des délégués chargés de négocier, par son entremise, avec le patronat. Les ouvriers se rallièrent à cet avis, mais demandèrent en échange qu'on leur garantisse qu'aucun délégué ne serait arrêté. Cette promesse faite, des élections eurent lieu sur-le-champ et, les jours suivants, dans les usines de la région.

Le 15, le « conseil des délégués d'Ivanovo-Voznesensk » tint à l'hôtel de ville sa première séance, à

laquelle l'Inspecteur des fabriques du gouvernement de Vladimir assista également. Se proclamant habilité à représenter les travailleurs, il prit l'engagement de ne se préoccuper que de l'amélioration de la situation économique des ouvriers, sans chercher à atteindre des buts politiques révolutionnaires. Mais le 17, un arrêté interdit tout rassemblement sur la voie publique et toute réunion à l'intérieur de l'hôtel de ville. Le conseil des députés fut donc contraint, pendant les semaines suivantes, d'aller siéger sur les rives de la Talka, une petite rivière, au milieu d'un grand concours de grévistes.

Le soviét, qui comptait 110 députés, [...] fit savoir qu'il entendait : 1^o diriger le mouvement ; 2^o s'opposer à toute action isolée ou négociations séparées ; 3^o veiller à la bonne discipline des ouvriers ; 4^o décider lui-même de la reprise du travail.

Pendant trois semaines, la grève se poursuivait dans le calme.

Le soviét organisa de nombreuses réunions publiques, certains essayèrent d'y lancer des mots d'ordre politiques – convocation d'une Assemblée constituante, notamment. Mais en général, les grévistes se montraient d'humeur pacifique et faisaient mauvais accueil aux slogans révolutionnaires. Les employeurs ayant repoussé les revendications ouvrières, le soviét soumit au ministère de l'Intérieur une liste de vœux qui allaient de la création d'un système de retraites pour les vieux travailleurs à celle d'une représentation populaire élue au suffrage universel à un seul degré.

L'intervention de l'armée devait provoquer, le 3 juin, des affrontements sanglants. Conjointement avec les effets d'une famine grandissante, il s'ensuivit un regain de tension qui aboutit, les 24 et 25 juin, à une vague d'incendies et de pillages de magasins [...]. Le 1^{er} juillet, il donna l'ordre de reprise du travail. Toutefois, les employeurs exigeant de chaque ouvrier l'engagement formel de reprendre le travail aux conditions anciennes, la grève se prolongea jusqu'au 18 juillet. Ce jour-là, les députés ouvriers – dont quelques-uns, parmi les plus écoutés, avaient été arrêtés entre-temps – proposèrent à l'Inspection des fabriques de négocier la reprise du travail aux conditions patronales. Le soviét décida de se dissoudre. Mais, au cours des semaines et des mois suivants, ses ex-membres continuèrent dans chaque entreprise de se comporter en porte-parole des travailleurs lors des conflits et des pourparlers avec la direction.

Quoique les ouvriers n'eussent pas obtenu le moindre avantage matériel, la grève d'Ivanovo-Voznesensk, par l'unité qui l'avait caractérisée un moment donné, par sa longue durée aussi, n'impressionna pas peu passagèrement l'opinion publique russe. Le mérite en revint indiscutablement au soviét. Simple comité de grève à l'origine, il ne tarda pas à changer de nature et à devenir le premier organisme représentatif du prolétariat à l'échelon d'une ville entière, et fut reconnu comme tel non seulement par les ouvriers, mais aussi par les employeurs et les autorités constituées. Il est vrai que le soviét ne songea guère qu'à la satisfaction

de revendications économiques et se borna à réclamer quelques droits politiques très généraux, mais il faut rappeler que, pendant l'été de 1905, on était loin encore de l'ardeur révolutionnaire qui se manifesta en octobre et à laquelle ni un degré de conscience peu élevé ni la situation dans son ensemble ne prédisposaient alors les ouvriers. En sa qualité d'organisme élu, il n'en constitua pas moins une forme nouvelle, une forme supérieure d'organisation prolétarienne, laquelle devait marquer de son empreinte le mouvement ouvrier révolutionnaire au cours des mois à venir.

Au début de juillet 1905, quelque 10 000 travailleurs de la région de Kostroma, voisine d'Ivanovo-Voznesensk, débrayèrent à leur tour. C'est le 6 de ce mois qu'une réunion se tint dans une fabrique de la ville, avec la participation de délégués d'autres usines en grève. Le jour d'après se créait une « Assemblée des députés grévistes » de 108 membres. Elle élut en son sein une commission exécutive (comité de grève) de 12 membres, et en outre une commission des finances. De concert avec le comité du Parti social-démocrate, la commission exécutive entreprit de publier un Bulletin qui rendait compte des incidents sérieux émaillant le cours de la grève. L'Inspecteur des fabriques du gouvernement de Kostroma accepta de traiter le soviét en organisme représentatif des grévistes, à condition toutefois que celui-ci écartât de ses rangs toute personne étrangère aux usines en grève ou ayant moins de vingt-cinq ans. Voilà qui signifiait ni plus ni moins l'éviction des agitateurs socialistes qui avaient pris une part notable à la fondation du soviét. Ce dernier refusa d'obtempérer et conserva sa forme première. De leur côté, les employeurs cherchèrent à court-circuiter le soviét en ne le reconnaissant pas comme un interlocuteur valable et en n'admettant que des négociations séparées avec les délégués de chaque usine. Après trois semaines de grève, le conseil des députés décida de mettre fin au mouvement ; aussi bien, les industriels avaient consenti à diminuer d'une heure la journée de travail et les ouvriers étaient à bout de force. Contrairement à ce qui s'était passé à Ivanovo-Voznesensk, la grève de Kostroma se termina par une grande manifestation dans les rues de la ville [...].

Si remarquables qu'aient été leurs activités et leur impact social, les soviets d'Ivanovo-Voznesensk et de Kostroma, de même que le conseil des travailleurs du Livre de Moscou dont nous avons parlé tout à l'heure, n'eurent pendant la grève qu'une importance d'ordre local. A l'image du mouvement de grève qui, depuis le mois de janvier, se perdait dans une nuée d'actions locales et partielles, ces organismes ne pouvaient guère exercer d'influence directe hors d'un cadre territorial restreint. Seule la grève générale d'octobre 1905 engendra dans la capitale, son épiscentre, un organe dont l'influence s'étendit à la Russie entière, l'organe de direction proprement dit de la révolution ouvrière : le conseil des députés ouvriers de Saint-Petersbourg.

La grève d'octobre et la formation du Soviet de Pétersbourg

[...] Le soviet, qui ne s'assignait nulle autre tâche que d'organiser et conduire la grève, se métamorphosa en l'espace de quelques jours, du fait de la grève elle-même, en un organisme assumant la représentation générale et politique des travailleurs, en centre du mouvement révolutionnaire du prolétariat de la capitale. Ses fonctions allant débordant rapidement celles d'un simple comité de grève, le soviet se transforma en un « parlement ouvrier », qui se chargeait de prendre position sur toutes les questions, les petites comme les grandes. Il s'agissait là d'un organisme tout bonnement sans le moindre précédent historique. Lorsque, à la fin de la grève d'octobre, il décida de se perpétuer, il paracheva du même coup sa mutation et, du stade du comité de grève, passa à celui d'organe général de la lutte révolutionnaire des ouvriers. Cette mutation ne fut ni délibérée ni consciemment ressentie : après avoir à son apogée engendré le soviet, le mouvement révolutionnaire se poursuivit avec plus d'impétuosité que

jamais, et l'organe qu'il avait créé l'accompagna dans cette voie. Pendant les « Jours de la liberté », le soviet de Pétersbourg revêtit le caractère qui devait faire de lui le prototype des autres conseils, ceux de 1905 comme, plus tard, ceux de 1917.

In *Les soviets en Russie* –
Ed. Gallimard – 1972 – pp. 37 à 57

(1) Selon des estimations récentes, les grèves de 1905 mobilisèrent 2 086 000 travailleurs, dont 640 000 cheminots, 473 000 tisserands et 37 000 ouvriers métallurgistes. Le total des grévistes, c'est-à-dire des travailleurs ayant pris part à plusieurs reprises à une grève, atteignit 5 010 100 personnes.

(2) Selon l'historien russe Nicolai Nicolaievitch Demotchkine, deux autres soviets précédèrent de peu celui d'Ivanovo-Voznesensk :

– celui d'Alapaïev (dans l'Oural) en février-mars 1905, où 27 députés de l'usine d'Alapaïev et 6 députés des mineurs se réunirent ; puis, cette assemblée étendit son activité aux paysans des villages voisins et, le 18 avril, se tint une assemblée commune des députés ouvriers et paysans ;

– celui de Nadejdine, fin avril.

Lire à ce sujet le n° 25 des *Cahiers du mouvement ouvrier* : « *La révolution russe de 1905* » (NDLR).

● Document 3 Léon Trotsky

Le rôle du soviet de Petrograd



DR

Trotsky, en Sibérie.

L'histoire du soviet des députés ouvriers de Petersburg, c'est l'histoire de cinquante journées.

Le 13 octobre, l'assemblée constitutive du soviet tenait sa première séance. Le 3 décembre, la séance du soviet était interrompue par les soldats du gouvernement.

Il n'y avait à la première séance que quelques dizaines d'hommes ; dans la seconde moitié de novembre, le nombre des députés s'élevait à cinq cent soixante-deux, dont six femmes. Ils représentaient cent quarante-sept entreprises et usines, trente-quatre ateliers et seize syndicats. La majorité des députés – trois cent cinquante et un – représentaient l'industrie métallurgique. Ils jouaient un rôle décisif dans le soviet. L'industrie textile donna cinquante-sept députés, celle du papier et de l'imprimerie trente-deux ; les employés de commerce étaient représentés par douze députés, les comptables et les pharmaciens par sept. Le comité exécutif du soviet, lui, servait de ministère. Lorsque ce comité fut constitué, le 17 octobre, il se composa de trente et un membres : vingt-deux députés et neuf représentants des partis (six pour les deux fractions de la social-démocratie, trois pour les socialistes-révolutionnaires).

Quel était le caractère essentiel de cette institution, qui, très vite, conquiert une place si importante dans la révolution et marqua d'un trait distinctif l'apogée de sa puissance ?

Le soviet organisait les masses ouvrières, dirigeait les grèves et les manifestations, armait les ouvriers, protégeait la population contre les pogroms. Mais d'autres organisations révolutionnaires remplirent la même tâche avant lui, à côté de lui et après lui : elles n'eurent pourtant pas l'influence dont jouissait le soviet. Le secret de cette influence réside en ceci que cette assemblée sortit organiquement du prolétariat au cours de la lutte directe, prédéterminée par les événements, que mena le monde ouvrier pour la conquête du pouvoir. Si les prolétaires, d'une part, et la presse réactionnaire, de l'autre, donnèrent au soviet le titre de « gouvernement prolétarien », c'est qu'en fait cette organisation n'était autre que l'em-

bryon d'un gouvernement révolutionnaire. Le soviet personnalisait le pouvoir dans la mesure où la puissance révolutionnaire des quartiers ouvriers le lui garantissait ; il lutta directement pour la conquête du pouvoir, dans la mesure où celui-ci restait encore entre les mains d'une monarchie militaire et policière.

Avant l'existence du soviet, nous trouvons parmi les ouvriers de l'industrie de nombreuses organisations révolutionnaires à direction surtout social-démocrate. Mais ce sont des formations à l'intérieur du prolétariat : leur but immédiat est de lutter pour acquérir de l'influence sur les masses. Le soviet devient immédiatement l'organisation même du prolétariat : son but est de lutter pour la conquête du pouvoir révolutionnaire.

En devenant le foyer de concentration de toutes les forces révolutionnaires du pays, le soviet ne se laissait pas dissoudre dans l'élément de la démocratie révolutionnaire : il était et restait l'expression organisée de la volonté de classe du prolétariat. Dans sa lutte pour le pouvoir, il appliquait les méthodes qui procèdent naturellement du caractère du prolétariat considéré en tant que classe – ces méthodes sont liées au rôle du prolétariat dans la production, à l'importance de ses effectifs, à son homogénéité sociale. Bien plus, en combattant pour le pouvoir à la tête de toutes les forces révolutionnaires, le soviet n'en guidait pas moins à chaque instant et de toutes les manières l'action spontanée de la classe ouvrière : non seulement il contribuait à l'organisation des syndicats, mais il intervenait même dans les conflits particuliers entre ouvriers et patrons. Et c'est précisément parce que le soviet, en tant que représentation démocratique du prolétariat pendant la période révolutionnaire, se tenait à la croisée de tous ses intérêts de classe qu'il subit dès le début l'influence toute-puissante de la social-démocratie. Ce parti eut là, du premier coup, la possibilité de réaliser les immenses avantages que lui donnait son initiation au marxisme : capable d'orienter sa pensée politique dans le vaste « chaos », il n'eut pour ainsi dire aucun effort à faire pour transformer le soviet, qui n'appartenait formellement pas à tel ou tel parti, en appareil de propagande et d'organisation.

La principale méthode de lutte appliquée par le soviet fut la grève politique générale. L'efficacité révolutionnaire de ce genre de grève réside en ceci que, dépassant le capital, elle désorganise le pouvoir gouvernemental. Plus l'« anarchie » qu'elle entraîne

est multiple et variée en ses objectifs, plus la grève se rapproche de la victoire. Il y faut cependant une condition indispensable : cette anarchie ne doit pas être suscitée par des moyens anarchiques. La classe qui, en suspendant momentanément tout travail, paralyse l'appareil de production et en même temps l'appareil centralisé du pouvoir, en isolant l'une de l'autre les diverses régions du pays et en créant une ambiance d'incertitude générale, cette classe doit être par elle-même suffisamment organisée pour ne pas être la première victime de l'anarchie qu'elle aura provoquée. Dans la mesure où la grève abolit l'organisation gouvernementale existante, les organisateurs mêmes de la grève sont forcés d'assumer les fonctions gouvernementales. Les conditions de la grève générale, en tant que méthode prolétarienne de lutte, étaient les conditions mêmes qui permirent au soviet des députés ouvriers de prendre une importance illimitée.

Par la pression de la grève, le soviet réalise la liberté de la presse. Il organise un service régulier de patrouilles dans les rues pour la protection des citoyens. Il s'empare plus ou moins des postes, des télégraphes et des chemins de fer. Il intervient d'autorité dans les conflits économiques entre ouvriers et capitalistes. Il tente, par l'action révolutionnaire directe, d'établir le régime des huit heures. En paralysant l'activité de l'autocratie par l'insurrection gréviste, il instaure un ordre nouveau, un libre régime démocratique dans l'existence de la population laborieuse des villes.

Après le 9 janvier, la révolution avait montré qu'elle avait pour elle les masses ouvrières conscientes. Le 14 juin, par la révolte du Potemkine, elle montrait qu'elle pouvait devenir une force matérielle. Par la grève d'octobre, elle prouvait qu'elle était en mesure de désorganiser l'ennemi, de paralyser sa volonté et de le réduire au dernier degré de l'humiliation. Enfin, en organisant de tous côtés des soviets ouvriers, elle démontrait qu'elle savait constituer un pouvoir.

Le pouvoir révolutionnaire ne peut s'appuyer que sur une force révolutionnaire active. Quelque opinion que nous ayons du développement ultérieur de la révolution russe, c'est un fait que, jusqu'à présent, aucune classe sociale, à l'exception du prolétariat, ne s'est montrée capable de servir d'appui au pouvoir révolutionnaire ni disposée à le faire. Le premier acte de la révolution, ce fut l'affrontement dans la rue entre le prolétariat et la monarchie ; la première victoire sérieuse de la révolution fut remportée par un moyen d'action qui appartient exclusivement au prolétariat, par la grève politique ; enfin, comme premier embryon du pouvoir révolutionnaire, on voit apparaître une représentation du prolétariat. Le soviet, c'est le premier pouvoir démocratique dans l'histoire de la nouvelle Russie. Le soviet, c'est le pouvoir organisé de la masse même au-dessus de toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux chambres, sans bureaucratie professionnelle, qui conserve aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent

leurs députés. Le soviet, par l'intermédiaire de ses membres, les députés que les ouvriers ont élus, préside directement à toutes les manifestations sociales du prolétariat dans son ensemble ou dans ses groupes, organise son action, lui donne un mot d'ordre et un drapeau [...].

La période des cinquante jours marqua l'apogée de cette révolution. Le soviet fut son organe de lutte pour la conquête du pouvoir. Le caractère de classe du soviet était déterminé par le fractionnement de la population urbaine et par le profond antagonisme politique qui se manifestait entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste, même dans l'étroit cadre historique de la lutte contre l'autocratie. La bourgeoisie capitaliste, après la grève d'octobre, entreprit consciemment de réfréner la révolution ; la petite bourgeoisie était trop insignifiante pour jouer un rôle indépendant ; le prolétariat exerçait une hégémonie indiscutable sur la ville : son organisation de classe était l'organe de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

Le soviet était d'autant plus fort que le gouvernement était plus démoralisé. Il attirait d'autant plus à lui les sympathies des groupes non prolétariens que l'ancien pouvoir gouvernemental se révélait plus impuissant et plus affolé.

La grève politique générale fut l'arme principale du soviet. Comme il faisait de tous les groupes du prolétariat un seul élément révolutionnaire par une liaison directe et comme il apportait à chaque ouvrier et à chaque entreprise le soutien de toute l'autorité et de toute la force du prolétariat entier, il eut la possibilité de suspendre en temps voulu la vie économique du pays. Bien que la propriété des moyens de production soit restée comme précédemment entre les mains des capitalistes et de l'Etat, bien que le pouvoir gouvernemental soit demeuré entre les mains des bureaucrates, ce fut le soviet qui disposa des ressources nationales de production et des moyens de communication, dans la mesure du moins où il le fallait pour interrompre le train régulier de la vie économique et politique. Et ce fut ce pouvoir qu'eut le soviet, et qui se manifesta par des faits, de paralyser l'économie et d'introduire l'anarchie dans l'existence de l'Etat qui fit de lui précisément ce qu'il fut. Dans ces conditions, chercher des voies de coexistence pacifique pour le soviet et l'ancien gouvernement eût été la plus déplorable de toutes les utopies. Et cependant, toutes les objections qui furent faites à la tactique du soviet, si l'on en dépouille le véritable contenu, procèdent précisément de cette idée fantastique qu'après octobre, sur le terrain arraché à l'absolutisme, il aurait dû uniquement s'occuper de l'organisation des masses, et s'abstenir de toute offensive [...].

La force du soviet était celle du prolétariat dans l'économie capitaliste. Sa tâche ne consistait pas à se transformer en une parodie de parlement ni à organiser une représentation proportionnelle des intérêts des différents groupes sociaux : sa tâche était de

donner de l'unité à la lutte révolutionnaire du prolétariat. L'instrument principal de lutte qui s'est trouvé entre les mains du soviét, c'était la grève politique, méthode propre au prolétariat et à lui seul, en tant que classe de salariés. L'homogénéité de sa composition supprimait tout conflit à l'intérieur du soviét et le rendait capable d'une initiative révolutionnaire [...].

Si la défaite de décembre eut pour cause l'insuffisance des forces du prolétariat, la faute n'était-elle pas précisément en ceci que, ne disposant pas de la force nécessaire pour la victoire, le prolétariat avait accepté la bataille ? On peut répondre à cela : si l'on n'entraînait dans les combats qu'en étant sûr de la victoire, aucune bataille n'aurait jamais lieu sur cette terre [...].

Et quelque soin que l'on mette à tout calculer d'avance, chaque grève suscite une multitude de faits nouveaux, matériels et moraux, qu'il est impossible de prévoir et qui, en définitive, décident du résultat de la lutte. Ecartez maintenant de votre pensée le syndicat avec ses méthodes précises de calcul ; étendez la grève à tout le pays, fixez-lui un grand but politique ; opposez au prolétariat le pouvoir de l'Etat qui sera son ennemi direct ; que l'un et l'autre parti aient

leurs alliés réels, possibles, imaginaires — comptez aussi avec les groupes indifférents que l'on se disputera avec acharnement, l'armée, de laquelle se détachera, dans le tourbillon des événements, un groupe révolutionnaire ; faites état des espoirs exagérés qui naissent d'un côté, des craintes exagérées que l'on ressent de l'autre, et sachez que ces craintes et ces espoirs, à leur tour, deviendront les facteurs réels des événements ; ajoutez enfin les crises extrêmes de la Bourse et le chassé-croisé des influences internationales, et vous saurez alors dans quelles circonstances se déroule la révolution. Dans ces conditions, la volonté subjective du parti, même du parti « dirigeant », n'est qu'une force entre mille et elle est bien loin d'apparaître comme la plus importante [...].

Si, au jour de l'attaque, le parti entraîne les masses derrière lui, cela ne veut pas dire qu'il puisse à volonté les arrêter et leur faire faire marche arrière au moment de l'assaut. Ce n'est pas seulement le parti qui mène les masses, ce sont elles qui le poussent en avant. Et cela se renouvellera dans toutes les révolutions, si fortement organisées qu'elles soient.

1905 – « Conclusions »
– pp. 222 et suivantes.
Ed. de Minuit – 1969



Les députés du soviét de Petrograd envoyé en Sibérie.

● Document 4

Lénine

Nos tâches et le soviet
des députés ouvriers

Camarades (1),

La question du rôle et de la portée du soviet des députés ouvriers s'inscrit maintenant à l'ordre du jour de la social-démocratie de Pétersbourg et de l'ensemble du prolétariat de la capitale. Je prends la plume pour exposer certaines idées sur cette question brûlante, mais avant de l'aborder, je tiens pour absolument nécessaire de faire une réserve essentielle. Je me prononce sur ce point à titre *d'absent*. Force m'est d'écrire toujours du fond de ce maudit lointain, de l'odieux exil en pays étranger. Et il est presque absolument impossible de se faire une idée exacte sur cette question pratique et concrète sans avoir été à Pétersbourg, sans avoir jamais vu le soviet des députés ouvriers, sans avoir échangé nos idées avec les camarades de travail [...].

Et maintenant, au fait. Il me semble que le camarade Radine a tort quand il pose dans le n° 5 de la *Novaja Jizn* (je n'ai vu que cinq numéros de notre organe central de fait du POSDR) cette question : le soviet des députés ouvriers ou le Parti ? Je pense qu'on ne saurait poser ainsi la question ; qu'il faut aboutir *absolument* à cette solution : *et* le soviet des députés ouvriers et le parti. La question – très importante – est seulement de savoir comment partager et comment coordonner les tâches du soviet et celles du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Il me semble que le soviet aurait tort de se joindre sans réserve à un parti quelconque * [...].

Le soviet des députés ouvriers est né de la grève générale, à l'occasion de la grève, au nom des objectifs de la grève. Qui a conduit et fait aboutir la grève ? *Tout* le prolétariat, au sein duquel il existe aussi, heureusement en minorité, des non-social-démocrates. Quels buts poursuivait la grève ? Économiques et politiques, tout ensemble. Les buts économiques concernaient tout le prolétariat, tous les ouvriers et en partie même tous les travailleurs, et pas seulement les ouvriers salariés. Les buts politiques concernaient tout le peuple, plutôt tous les peuples de la Russie. Les buts politiques consistaient à libérer tous les peuples de la Russie du joug de l'autocratie, du serfage, de l'arbitraire et des abus de la police.

Poursuivons. Le prolétariat doit-il continuer la lutte économique ? Assurément, il ne saurait y avoir là-dessus deux opinions parmi les social-démocrates. Faut-il que ce combat soit livré par les seuls social-

démocrates ou uniquement sous le drapeau social-démocrate ? Il me semble que non ; je continue à m'en tenir à l'opinion que j'ai émise (en des circonstances, il est vrai, tout à fait différentes, déjà dépassées) dans *Que faire ?*, à savoir qu'il n'est pas utile de limiter l'effectif des syndicats et, par conséquent, l'effectif des participants à la lutte revendicative, économique, aux seuls membres du Parti social-démocrate. Il me semble qu'en qualité d'organisation professionnelle, le soviet des députés ouvriers doit *tendre* à s'incorporer les députés de *tous* les ouvriers, employés, gens de service, salariés agricoles, etc., de *tous* ceux qui veulent et peuvent lutter ensemble pour améliorer la vie du peuple laborieux, de *tous* ceux qui sont doués d'une honnêteté politique élémentaire, de tous sauf les Cent-Noirs.

Quant à nous, social-démocrates, nous tâcherons à notre tour, d'abord, de faire entrer toutes nos organisations du parti au grand complet (autant que possible) dans tous les syndicats, et, en second lieu, de lutter en commun avec les camarades prolétaires, sans distinction d'opinions, pour développer une propagande inlassable, opiniâtre, de la conception *seule* conséquente, seule réellement prolétarienne, du *marxisme*. Pour ce travail, pour cet effort de propagande et d'agitation, nous conserverons absolument, nous consoliderons et développerons notre parti de classe, tout à fait indépendant, fidèlement attaché aux principes, le parti du prolétariat conscient, c'est-à-dire le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Chaque progrès de la lutte prolétarienne, indissolublement lié avec notre activité social-démocrate, méthodique et organisée, rapprochera de plus en plus les *masses* de la classe ouvrière de Russie et la social-démocratie.

Mais cette moitié du problème, celle qui concerne la lutte économique, est relativement simple et ne suscite guère de désaccords particuliers. Il n'en va pas de même pour l'autre moitié, relative à la direction politique, à la lutte politique. Au risque d'étonner encore davantage les lecteurs, je dois dire tout de suite que sous ce rapport également il me paraît inutile d'exiger du soviet des députés ouvriers qu'il adopte le programme social-démocrate et adhère au Parti ouvrier social-démocrate de Russie. **Je pense que pour diriger la lutte politique, le soviet (transformé dans le sens dont il va être question tout à l'heure) comme le parti sont tous deux absolument nécessaires à l'heure actuelle.**

Je me trompe peut-être, mais (sur la foi de renseignements incomplets dont je dispose, renseignements « par écrit » seulement) il me semble que sous le rapport politique le soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du gouvernement révolutionnaire provisoire. Je pense que le soviet doit se proclamer au plus tôt *gouvernement révolutionnaire provisoire* de l'ensemble de la Russie ou bien (ce qui revient au même, mais sous une forme différente) il doit *créer* un gouvernement révolutionnaire provisoire.

La lutte politique aujourd'hui a justement atteint un degré de développement tel que les forces de la révolution et les forces de la contre-révolution se trouvent à peu près équilibrées ; que le gouvernement tsariste est *déjà* impuissant à écraser la révolution, et que la révolution n'est pas encore suffisamment forte pour balayer net le gouvernement des Cent-Noirs. Le gouvernement tsariste est en pleine décomposition. Mais en pourrissant sur pied, il empoisonne la Russie de son odeur de cadavre. A la décomposition des forces tsaristes, contre-révolutionnaires, il importe assurément d'opposer dès maintenant, sans délai, sans le moindre atermoiement, l'*organisation* des forces révolutionnaires. Cette organisation, depuis quelque temps surtout, progresse avec une superbe rapidité. Témoin la formation de détachements de l'armée révolutionnaire (groupes de défense, etc.), le développement rapide, des organisations social-démocrates de masse du prolétariat, la constitution de comités paysans par la paysannerie révolutionnaire, les premières réunions libres de nos frères prolétaires revêtus de l'uniforme du matelot et du soldat qui s'ouvrent un chemin pénible et difficile, mais sûr et lumineux, vers la liberté et le socialisme.

Ce qui manque aujourd'hui, c'est l'union de toutes les forces vraiment révolutionnaires, de toutes les forces agissant en tant que telles. Ce qui manque, c'est un centre politique pour toute la Russie, un centre vivant, jeune, fort par ses racines profondes dans le peuple et qui jouirait de la confiance absolue des masses ; qui posséderait une énergie révolutionnaire bouillonnante et serait étroitement lié aux partis révolutionnaires et socialistes organisés. Un tel centre ne peut être formé que par le prolétariat révolutionnaire qui a brillamment conduit la grève politique et organise maintenant l'insurrection armée de tout le peuple, qui a conquis pour la Russie une demi-liberté et conquerra la liberté complète.

La question se pose : pourquoi le soviet des députés ouvriers ne serait-il pas l'embryon d'un tel centre ? Parce que les social-démocrates ne sont pas les seuls à y siéger ? Ce n'est pas un inconvénient, c'est un avantage. Nous avons constamment affirmé qu'une union de combat est nécessaire entre social-démocrates et démocrates bourgeois révolutionnaires. Nous en avons parlé, et ce sont les ouvriers qui l'ont réalisée. Et ils ont bien fait. Lorsque je lisais dans la *Novaïa Jizn* la lettre des *camarades ouvriers* appartenant au parti socialiste-révolutionnaire et qui pro-

testaient contre l'intégration du soviet dans un des partis, je ne pouvais pas m'empêcher de penser que ces camarades ouvriers ont à maints égards pratiquement raison. Certes, nos points de vue divergent, et il ne peut certes être question de fusion entre social-démocrates et socialistes-révolutionnaires, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Les ouvriers qui partagent le point de vue des socialistes-révolutionnaires et qui combattent dans les rangs du prolétariat, nous en sommes profondément convaincus, font preuve d'inconséquence, car tout en accomplissant une œuvre véritablement prolétarienne, ils conservent des conceptions non prolétariennes. Nous sommes tenus de combattre sur le terrain idéologique ce défaut de conséquence de la façon la plus énergique, mais de telle sorte que l'œuvre révolutionnaire immédiate, pressante, vivante, reconnue de tous et qui a rallié tous les gens honnêtes, n'ait pas à en souffrir. Nous tenons comme par le passé les conceptions des socialistes-révolutionnaires pour des conceptions non socialistes, mais démocratiques révolutionnaires. Mais dans le combat, nous sommes obligés de marcher ensemble, en conservant notre pleine indépendance politique ; le soviet, lui, est justement une organisation de combat et doit demeurer tel [...].

A mon sens, le soviet des députés ouvriers, comme centre révolutionnaire de direction politique, n'est pas une organisation trop large, mais au contraire trop étroite. Le soviet doit se proclamer gouvernement révolutionnaire provisoire, ou bien en constituer un, en attirant absolument à cet effet de nouveaux députés, non pas seulement désignés par les ouvriers, mais d'abord par les matelots et les soldats qui partout tendent déjà à la liberté ; en second lieu, par les paysans révolutionnaires ; en troisième lieu, par les intellectuels bourgeois révolutionnaires. Le soviet doit doter le gouvernement révolutionnaire provisoire d'un noyau ferme et le compléter par des représentants de tous les partis révolutionnaires et de tous les démocrates révolutionnaires (mais, bien entendu, seulement révolutionnaires, et non libéraux). Nous ne craignons pas une composition aussi étendue et aussi diverse, nous la souhaitons même, car sans alliance du prolétariat et de la paysannerie, sans un rapprochement combatif des social-démocrates et des démocrates révolutionnaires, le plein succès de la grande révolution russe serait impossible. Ce serait une alliance provisoire pour des tâches précises, immédiates et pratiques, et c'est le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti indépendant et fidèlement attaché aux principes, qui veillera constamment aux intérêts plus essentiels encore, aux intérêts majeurs du prolétariat socialiste, à ses buts finaux.

[...] On m'objectera : est-il possible de formuler le programme de ce gouvernement en termes suffisamment complets pour assurer la victoire de la révolution, et suffisamment larges pour pouvoir réaliser une alliance de combat, libre de toutes sortes de réticences, d'équivoques, de silence et d'hypocrisie ? Je

répondrai : ce programme, la vie l'a déjà entièrement formulé. Il a été reconnu en principe par tous les éléments conscients de toutes les classes et de toutes les couches de la population sans exception, jusques et y compris des prêtres orthodoxes. Ce programme doit comporter en premier lieu la réalisation complète et pratique de la liberté politique, si hypocritement promise par le tsar. L'abrogation de toutes les lois qui restreignent la liberté de parole, de conscience, de réunions, de la presse, d'associations, de grèves et l'abolition de toutes les institutions qui limitent cette liberté, doivent être immédiates, réelles, assurées et appliquées en fait. Ce programme doit comporter la réunion d'une Assemblée constituante vraiment nationale, s'appuyant sur le peuple libre et armé, et qui ait tout le pouvoir et toute la force pour instituer un nouveau régime en Russie. Le programme doit comporter l'armement du peuple. La nécessité de cet armement a été reconnue de tous. Il reste à mener jusqu'au bout, à coordonner l'œuvre déjà mise en route partout. Le programme du gouvernement révolutionnaire provisoire doit ensuite comporter l'octroi immédiat d'une liberté réelle et totale aux nationalités opprimées par le monstre tsariste. La Russie libre est née. Le prolétariat est à son poste. Il ne permettra pas que la Pologne héroïque soit encore une fois écrasée. Il se jettera lui-même au combat, non plus seulement par une grève pacifique, mais il se dressera pour défendre, les armes à la main, la liberté de la Russie et de la Pologne. Ce programme doit comporter la consécration de la journée de 8 heures, dont les ouvriers « s'emparent » déjà, ainsi que d'autres mesures pressantes tendant à maîtriser l'exploitation capitaliste. Ce programme enfin doit absolument comporter la remise de toute la terre aux paysans, le soutien de toutes les mesures révolutionnaires de la paysannerie pour la confiscation de toute la terre (sans le soutien, bien entendu, des illusions d'une « égalisation » en matière de jouissance du sol) et la constitution en tous lieux de comités paysans révolutionnaires qui ont déjà commencé et continuent à se former spontanément.

En est-il qui, en dehors des Cent-Noirs et de leur gouvernement, ne reconnaissent pas maintenant la nécessité impérieuse et pratique de ce programme ?

Il n'est pas jusqu'aux libéraux bourgeois qui ne soient prêts à le reconnaître en paroles ! Et il nous faut le réaliser par les forces du peuple révolutionnaire, dans les faits ; il nous faut pour cela grouper au plus vite ces forces en faisant proclamer par le prolétariat un gouvernement révolutionnaire provisoire. Certes, l'appui réel d'un tel gouvernement ne peut être que l'insurrection armée. Or le gouvernement projeté ne sera pas autre chose que l'organe de cette insurrection qui grandit et mûrit déjà. Il était impossible de procéder pratiquement à la formation du gouvernement révolutionnaire tant que l'insurrection n'avait pas pris une ampleur évidente pour tout le monde, perceptible pour ainsi dire par tous. Et maintenant, justement, il est nécessaire de souder politiquement cette insurrection, de l'organiser, de la doter d'un programme clair, de faire en sorte que les détachements déjà nombreux et sans cesse croissants de l'armée révolutionnaire deviennent l'appui et l'instrument de ce gouvernement nouveau, réellement libre et réellement populaire. La lutte est inéluctable, l'insurrection est certaine, la bataille décisive est imminente. L'heure est venue de lancer un défi direct, d'opposer au tsarisme pourrissant le pouvoir organisé du prolétariat, d'adresser à l'ensemble du peuple un manifeste au nom du gouvernement révolutionnaire provisoire institué par les ouvriers d'avant-garde [...].

Écrit du 2 au 4 (15 au 17) novembre 1905.

Publié pour la 1^{re} fois le 5 novembre 1940
dans le n° 308 de la « *Pravda* ».

Œuvres, t. 10 – pp. 11 à 18
Ed. Sociales – Paris
Ed. du Progrès – Moscou

* Souligné par nous

(1) Cette lettre était adressée à la rédaction du journal *Novaïa Jizn* par Lénine alors qu'il séjournait à Stockholm. Elle ne fut pas publiée. Le manuscrit ne fut retrouvé qu'à l'automne 1940. *Novaïa Jizn* fut le premier journal bolchevique « légal » et parut à Pétersbourg du 27 octobre (9 novembre) au 3 (16) décembre 1905 (NDLR).



• 2

Le paradoxe de Février
et la situation
de double pouvoir



DR

8 mars 1917, manifestation des femmes à Petrograd.

Le paradoxe de Février et la situation de double pouvoir

La révolution de Février se déroule sur une semaine, du 23 au 27. Depuis le début de l'année, la capitale, Petrograd, est au bord de l'explosion. Ainsi, le 9 janvier, à l'occasion du 12^e anniversaire de la révolution de 1905, les grèves touchent près du tiers de la classe ouvrière de la ville, soit 145 000 travailleurs... La première journée révolutionnaire est celle de la journée internationale de la femme, le 23 février. Les rassemblements se transforment en manifestations qui protestent contre la guerre et réclament « *du pain et nos hommes* ». Les femmes passent d'usine en usine, appelant au débrayage : 130 000 ouvriers répondent à leur appel. Le lendemain, la police ouvre le feu et la grève devient générale sur toute la ville. Le 26, le tsar appelle au rétablissement de l'ordre, 100 militants révolutionnaires sont arrêtés, mais la situation a déjà basculé. Les soldats du régiment Pavlosk, ayant reçu l'ordre de tirer sur la foule, retournent leurs armes contre la police et rejoignent les manifestants.

La journée du 27 est décisive. Les députés de la Douma d'Empire, alarmés par la situation, se réunissent et apprennent que le tsar vient de décider la dissolution de la Douma. Toutes les tractations secrètes pour trouver une issue « dynastique » à la crise ayant échoué, la Douma refuse de se dissoudre et élit un comité provisoire.

Constitution du soviet de Petrograd

Parallèlement, les dirigeants des différents partis socialistes : mencheviks, socialistes-révolutionnaires et bolcheviks, présents à Petrograd, décident de constituer un comité exécutif provisoire du soviet des députés ouvriers. Ils invitent les ouvriers à élire leurs représentants et la première réunion a lieu le soir même. Les délégués des régiments soulevés les rejoignent (Trotsky : *La constitution du soviet*, document 1). L'une des décisions essentielles prises par le soviet fut l'ordre (prikaz) n° 1 (seul document estimable de la révolution de Février, selon Trotsky). Il appelle à la constitution de comités de soldats dans tous les régiments et à l'élection des délégués pour participer au soviet de Petrograd.

Quelques jours plus tard, un gouvernement provisoire est mis en place par le comité exécutif de la Douma, gouvernement dans lequel entre Kerenski. Une commission de contact est établie entre les deux comités, et, le soir du 1^{er} mars, les dirigeants « socialistes démocrates » présentent

les revendications du soviet, afin d'envisager un soutien éventuel au gouvernement provisoire. Le programme « démocratique » passait sous silence les questions suivantes : la question de la guerre, la proclamation de la république, la répartition des terres et la journée de huit heures... La présence de Milioukov aux Affaires étrangères annonçait clairement la volonté de continuer la guerre jusqu'à la victoire des alliés... Toutes les questions sociales intérieures étaient ainsi refoulées jusqu'à la victoire...

La question de la guerre est le nœud de la situation : sous la direction menchevique, le soviet continue de se taire et développe cet argument : « *Allons-nous ne pas défendre notre révolution contre les Hohenzollern ?* »

Pour les dirigeants mencheviques du comité exécutif, la révolution est terminée : « *Pour la classe ouvrière, les questions sociales, actuellement, ne se posent pas au premier plan. En ce moment, elle conquiert sa liberté politique.* » Ils appellent les ouvriers à rejoindre leurs usines et les soldats leurs casernes.

De Suisse, où il suit la situation, Lénine l'analyse ainsi autrement : « *A côté de ce gouvernement – qui n'est au fond qu'un simple commis de la firme des milliardaires d'Angleterre-France dans la guerre actuelle – a surgi un gouvernement ouvrier, gouvernement principal, non officiel, encore embryonnaire, relativement faible, qui représente les intérêts du prolétariat et de toutes les couches pauvres de la population des villes et des campagnes. C'est le soviet des députés ouvriers de Petrograd, qui recherche des liaisons avec les soldats et les paysans, ainsi qu'avec les ouvriers agricoles...* » (*Lettre de loin*, n° 1, p. 332, *Œuvres de Lénine* - tome 23, Editions sociales - 1959).

En effet, les soviets se sont reconstitués comme cadre d'organisation de la grève, puis de l'insurrection. L'expérience de 1905 est encore très présente dans la conscience ouvrière. C'est la conjonction de la grève générale et de l'insurrection militaire qui explique l'effondrement rapide de la monarchie tsariste et la victoire de la révolution. Mais à la différence des soviets directement issus de la grève de masse, en février 1917, les soldats vont jouer un rôle de premier plan dans l'organisation soviétique.

Durant le mois de mars jusqu'au retour de Lénine en Russie, la position des bolcheviks présents dans

la capitale ne se distingue pas vraiment de la position conciliatrice menchevique. Staline et Kamenev reviennent à la mi-mars à Petrograd, ils conservent la vieille conception bolchevique selon laquelle la révolution dans sa première phase est « démocratique bourgeoise », ils ne remettent pas en cause le gouvernement du prince Lvov et lui apportent un soutien critique. Comme les désaccords semblent s'atténuer entre les mencheviks et les bolcheviks, une fusion leur semble possible et une réunion est fixée au 4 avril pour l'organiser. Staline réaffirme son accord à cette réunification sur « la ligne Zimmerwald-Kiental ».

Lénine envoie lettres et télégrammes, mais la direction de la *Pravda* édulcore, voire censure ces lettres. A la conférence du Parti bolchevique, à Petrograd, Staline présente le rapport, où il définit les tâches respectives du soviet et du gouvernement.

« Les rôles se sont partagés entre eux. Le soviet a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires, le soviet est le chef révolutionnaire du peuple insurgé, l'organe qui contrôle le gouvernement provisoire. Le gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolideur des conquêtes du peuple révolutionnaire » (Cahier du CERMTRI, n° 26).

Pour un gouvernement d'ouvriers et de paysans

Dans la *Lettre de loin*, n° 5, que nous publions (document 2), Lénine fait une synthèse claire des tâches d'organisation du prolétariat, au centre de laquelle il place le gouvernement des soviets d'ouvriers et de paysans. C'est dans le train qui le ramène vers la Russie qu'il rédige les *Thèses d'avril*. Son retour fait l'effet d'un véritable séisme. Soukhanov, socialiste « zimmerwaldien », raconte (document 3) la stupéfaction et l'isolement politique complet de Lénine après son premier discours. Lénine participe à la réunion de fusion, qu'il fait capoter, et avertit ses propres camarades : « *Vous faites confiance à ce gouvernement. S'il en est ainsi, nous ne marcherons pas ensemble, je préfère rester en minorité.* »

Commence alors le combat politique pour le réarmement du parti : clarifier la position à l'égard du gouvernement provisoire qu'il faut renverser, conquérir la majorité des ouvriers et des paysans des soviets pour conquérir le pouvoir, et pour cela fonder un parti communiste prolétarien (document 4 : « *Sur la dualité du pouvoir* »).

Le combat n'est pas gagné : Lénine ne parvient pas à faire adopter ses positions, ni par la conférence bolchevique, ni par le comité central réuni le 6 avril. Mais il y a un écho à la base du parti : le

comité bolchevique du quartier ouvrier de Vyborg avait (début mars), lors d'un meeting rassemblant plusieurs milliers d'ouvriers et de soldats, fait adopter la nécessité de la prise du pouvoir par le soviet. Lénine s'appuiera sur cette résolution, alors que le comité de Petrograd l'avait censurée en réaffirmant dans le premier numéro de la *Pravda* que « *la tâche essentielle... était d'instituer un gouvernement démocratique* ». Lors de la conférence nationale du parti (du 24 au 29 avril), Lénine réussit à convaincre la majorité des délégués contre la direction, en particulier sur l'affirmation de la totale méfiance à l'égard du gouvernement provisoire, mais il est archi-minoritaire sur la création d'une nouvelle Internationale et le changement de nom du parti. Il écrit beaucoup pour réarmer le parti (document 5 : *Lettre sur la tactique : le réarmement du parti*).

La situation politique en Russie évolue également, c'est la première grande crise qui confirme pleinement l'analyse de Lénine sur le gouvernement de coalition. Ce fut Milioukov qui mit le feu aux poudres. Devant un parterre de journalistes, le jour de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, le ministre des Affaires étrangères développa les objectifs et les buts de guerre comme l'annexion de Constantinople, de l'Arménie et de la Perse orientale. Il soulignait les bienfaits de la guerre libératrice... Un peu plus tard, pour obtenir un emprunt de la part de ses créanciers alliés, il rédige une note pour les gouvernements de l'Entente où il envisage une expédition vers les Dardanelles... Cela entraîne immédiatement des manifestations de soldats : 35 000 d'entre eux défilent en armes, aux cris de « *A bas Milioukov ! A bas la guerre !* ».

Une crise gouvernementale s'ouvre. Les libéraux ne voulaient plus gouverner sans un engagement supplémentaire des socialistes. Ceux-ci acceptent d'entrer dans un gouvernement de coalition en échange du départ de Milioukov (6 portefeuilles socialistes sur 15). Ce n'est pas un hasard si Kerenski devient ministre de la Guerre. Le 11 mai, il part pour le front, ouvrant ainsi une campagne d'agitation pour l'offensive militaire.

Les positions des bolcheviks progressent dans les quartiers ouvriers, et, au début du mois de mai, lors des élections pour le renouvellement des députés ouvriers au soviet, les bolcheviks représentent le tiers du prolétariat de Petrograd et la partie la plus active, évidemment.

Une autre question essentielle est restée sans réponse : c'est la question paysanne. La généralisation des soviets à toute la Russie posait évidemment ce problème. La révolution de Février n'eut d'abord qu'un écho relatif dans les campagnes. Le mouvement avait certes du retard, mais les soldats permissionnaires et les ouvriers des soviets

urbains vont intervenir. A l'initiative des zemstvos, des coopératives agricoles, des instituteurs, des comités se constituent et prennent la place des autorités défailtantes. Le 21 avril, le gouvernement prend l'initiative de créer un comité central coiffant tous les comités, avec l'objectif affirmé de préparer la réforme agraire. A côté des comités officiels, reconnus par le gouvernement, des soviets de paysans révolutionnaires voient le jour. Ils n'hésitent pas à prendre des mesures radicales contre les propriétaires fonciers soutiens du tsar et de l'Eglise : réquisitions des denrées, appropriation des terres. La révolution paysanne est en marche... Du 4 au 8 mai 1917, se tient le premier congrès panrusse des députés paysans. Dirigés par les S-R, les conseils sont rarement des conseils de salariés agricoles

(que Lénine avait vigoureusement défendus). Ils se méfient encore des soviets d'ouvriers et de soldats, qu'ils jugent extrémistes...

C'est ce congrès que nous décrit Trotsky dans *l'Histoire de la Révolution russe* (document 6). Il souligne et définit la position bolchevique sur la question de la terre : transmission immédiate de la terre aux paysans, et cela sans attendre la Constituante. Il y définit clairement sa position : « Pour nous, ce qui importe, c'est l'initiative révolutionnaire, dont la loi doit être le résultat. Si vous attendez que la loi soit mise par écrit et si vous ne développez pas vous-mêmes une énergie révolutionnaire, vous n'aurez ni la loi ni la terre. » L'essence même de la révolution.

Liliane Fraysse



Février 1917 : manifestation à Vladivostok.

ARCHIVES/AFP

● Document 1 Léon Trotsky

La constitution du soviet

Adater du moment où il s'est constitué, le soviet, par le truchement de son comité exécutif, commence à agir en tant que pouvoir gouvernemental. Il élit une commission provisoire pour les approvisionnements et la charge de s'occuper d'une façon générale des besoins des insurgés et de la garnison. Il organise son état-major révolutionnaire provisoire (tout, en ces jours-là, est déclaré provisoire), dont nous avons parlé précédemment. Pour enlever aux fonctionnaires de l'ancien régime la faculté de disposer des ressources financières, le soviet décide que des corps de garde révolutionnaires occuperont immédiatement la Banque d'Empire, la Trésorerie, la Monnaie et les services de fabrication des papiers-valeurs d'Etat. Les tâches et les fonctions du Soviet s'accroissent constamment sous la pression des masses. La révolution trouve son centre incontesté. Les ouvriers, les soldats et bientôt les paysans ne s'adresseront plus désormais qu'au soviet, qui devient, à leurs yeux, le point de concentration de tous les espoirs et de tous les pouvoirs, l'incarnation même de la révolution. Mais les représentants des classes possédantes viendront aussi demander au soviet, quoiqu'en grinçant des dents, une protection, des directives, des solutions de conflits.

Cependant, dès ces premières heures de victoire, alors que le nouveau pouvoir révolutionnaire se constituait avec une rapidité fabuleuse et une force irrésistible, les socialistes qui se trouvèrent à la tête du soviet jetaient autour d'eux des regards inquiets, cherchant un véritable « patron ». Ils estimaient chose toute naturelle que le pouvoir passât à la bourgeoisie. Ici se forme le nœud politique principal du nouveau régime : d'une part, le fil conduit à la salle de l'exécutif des ouvriers et des soldats ; par l'autre bout, il mène au centre des partis bourgeois.

Le Conseil des doyens de la Douma, vers trois heures, alors que la victoire dans la capitale était déjà tout à fait décisive, élit un « Comité provisoire des membres de la Douma », constitué avec des éléments des partis du bloc progressiste, en y joignant Tchkhéidzé et Kerenski. Tchkhéidzé refusa. Kerenski tergiversait. Le nom du comité indiquait, en termes circonspects, qu'il ne s'agissait pas d'un organe officiel de la Douma d'Empire, qu'il se formait seulement, à titre privé, un organe de la conférence des membres de la Douma. Les leaders du bloc progressiste ne méditèrent jusqu'au bout qu'une seule question : comment échapper aux responsabilités en gardant les mains libres ?

La tâche du comité était déterminée en termes ambigus, soigneusement choisis : « rétablissement de l'ordre et rapports avec les institutions et les personnalités ». Pas un mot sur la nature de l'ordre que ces messieurs entendent rétablir, sur les institutions avec lesquelles ils désirent entrer en rapport. Ils ne tendent pas encore la main vers la peau de l'ours... il se pourrait que l'animal eût été mal tué, seulement grièvement blessé ! C'est seulement à onze heures du soir, le 27 février, lorsque, de l'aveu de Milioukov, « le mouvement révolutionnaire se manifesta dans toute son ampleur », que « le Comité provisoire décida de faire un pas de plus et de prendre en main le pouvoir que laissait échapper le gouvernement », imperceptiblement, le Comité des membres de la Douma se transforma en Comité de la Douma : quand on veut conserver les apparences juridiques d'une succession du pouvoir, il n'y a pas de meilleur moyen que de commettre un faux.

In *Histoire de la Révolution russe*

1. La Révolution de Février

Ed. du Seuil – 1950 – pp. 203-204

● Document 2

Lénine

Lettres de loin, n° 5

Les tâches de l'organisation prolétarienne révolutionnaire de l'Etat

Dans les lettres précédentes, les tâches actuelles du prolétariat révolutionnaire de Russie ont été formulées comme suit : savoir aborder par la voie la plus sûre l'étape suivante de la révolution ou la deuxième révolution, qui doit faire passer le pouvoir d'Etat des mains du gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes (les Goutchkov, les Lvov, les Milioukov, les Kerenski) dans celles du gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres. Ce gouvernement doit s'organiser sur le modèle des soviets des députés ouvriers et paysans, autrement dit il doit démolir, éliminer totalement la vieille machine d'Etat propre à *tous* les pays bourgeois – armée, police, corps des fonctionnaires – en la remplaçant par une organisation du peuple en armes qui n'aurait pas seulement un caractère de masse, mais engloberait le peuple entier. *Seul* un tel gouvernement, « tel » par sa nature de classe (« la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ») et par ses organes d'administration (« la milice prolétarienne ») *est en mesure* de résoudre efficacement le problème essentiel de l'heure, problème extrêmement difficile et absolument urgent, qui consiste à obtenir la *paix*, non pas une paix impérialiste, ni un marché conclu entre puissances impérialistes pour le partage du butin pillé par les capitalistes et leurs gouvernements, mais une paix vraiment durable et démocratique, qui ne peut être réalisée sans que la révolution prolétarienne n'éclate dans plusieurs pays.

En Russie, la victoire du prolétariat n'est possible dans l'avenir le plus proche *que* si sa première démarche permet d'assurer aux ouvriers l'appui de l'immense majorité des paysans en lutte pour la confiscation de toute la grande propriété foncière (et la nationalisation de toute la terre, si l'on admet que le programme agraire des « 104 » est resté, quant au fond, celui de la *paysannerie*). C'est en liaison avec cette révolution paysanne et sur sa base que deviennent possibles et indispensables les initiatives ultérieures du prolétariat, allié aux éléments *pauvres* de la paysannerie, en vue de *contrôler* la production et de répartir les produits les plus importants, d'introduire le « service obligatoire du travail », etc. Ces mesures sont imposées, avec une nécessité absolue, par la situation résultant de la guerre et que l'après-guerre ne fera qu'aggraver encore à maints égards ; envisa-

gées dans leur ensemble et dans leur évolution, elles constitueraient une *transition vers le socialisme*, lequel ne saurait être instauré en Russie directement, d'emblée, sans mesures transitoires, mais est parfaitement réalisable et s'impose impérieusement à la suite de telles dispositions. La tâche de former spécialement et sans délai *dans les campagnes* des soviets de députés ouvriers, c'est-à-dire des soviets d'ouvriers *salariés* agricoles, *distincts* de ceux des autres députés paysans, est d'une nécessité pressante.

Tel est, en bref, le programme que nous avons esquissé, compte tenu des forces de classe dans la révolution russe et mondiale, et aussi de l'expérience de 1871 et de 1905.

Essayons maintenant de jeter un coup d'œil d'ensemble sur ce programme et analysons, chemin faisant, la position en cette matière de Kautsky, le plus grand théoricien de la « II^e » Internationale (1889-1914) et le représentant le plus en vue de la tendance, observée dans tous les pays, du « centre », du « marais », qui oscille entre les social-chauvins et les internationalistes révolutionnaires. Kautsky a abordé ce sujet dans sa revue *Temps Nouveaux* (*Die Neue Zeit*, n° du 6 avril 1917 nouveau style), dans l'article intitulé « Perspectives de la révolution russe ».

« Nous devons avant tout, écrit Kautsky, élucider les tâches qui se posent au régime prolétarien révolutionnaire » (en ce qui concerne l'organisation de l'Etat).

« Deux choses, poursuit l'auteur, sont extrêmement urgentes au prolétariat : la démocratie et le socialisme. »

Cette thèse absolument incontestable, Kautsky la présente malheureusement sous une forme si générale qu'en fait, elle n'apporte et n'élucide rien du tout. Milioukov et Kerenski, membres d'un gouvernement bourgeois et impérialiste, souscriraient volontiers à cette thèse générale, l'un à sa première partie, l'autre à la seconde...

Rédigé le 26 mars (8 avril) 1917
Publié pour la première fois en 1924
dans le n° 3-4 de la revue *Bolchevik*
Conforme au manuscrit

Œuvres – t. 23 – pp. 369-371
Ed. Sociales – Paris
Ed. du Progrès – Moscou – 1959



DR

● Document 3

Nicolas Soukhanov

L'arrivée de Lénine

Dans l'escalier, on me montra Zinoviev, qui était passé inaperçu jusqu'alors.

En bas, dans une grande salle, l'assemblée était nombreuse, composée d'ouvriers, de révolutionnaires professionnels et de jeunes filles. Les discours de bienvenue commencèrent, c'était assez monotone et ennuyeux. Mais, au cours de cette réunion, je pus observer quelques traits curieux des mœurs bolcheviques, quant aux méthodes de travail du parti. Il était évident que l'activité des militants était soumise à un « centre spirituel » établi à l'étranger, auquel les meilleurs d'entre eux se dévouaient corps et âme comme des chevaliers du Saint-Graal. Kamenev dit des choses assez vagues, on applaudit Zinoviev qui ne dit rien. Enfin le Grand Maître de l'ordre se leva pour répondre. Je n'oublierai jamais ce discours tonnant qui surprit et secoua, non seulement un hérétique de mon espèce, mais les fidèles eux-mêmes. Personne ne s'y était attendu. C'était comme si toutes les forces de la nature s'étaient déchaînées, comme si l'esprit de la destruction universelle s'était précipité dans les salles du palais de la Ksechinskaia, par-dessus les têtes des disciples envoûtés.

En général, Lénine était un excellent orateur ; il décomposait les systèmes les plus compliqués et les rendait accessibles à tous. Il secouait, martelait, harcelait le cerveau de ses auditeurs, jusqu'à ce qu'ils fussent convaincus. Il refusait la phrase bien polie, le pathétique et le mot d'esprit.

Un an et demi plus tard, écoutant le chef du gouvernement, je devais regretter cet orateur, cet « agitateur irresponsable », ce démagogue. Devenu un homme d'État, Lénine, orateur, avait perdu tout son souffle et toute sa personnalité, jusqu'à devenir banal. Ses discours se ressemblaient comme des gouttes d'eau.

Lénine parla ce jour-là sans doute près de deux heures, mais il serait tout à fait vain de tenter de recréer ce que fut ce discours, cela paraîtrait aujourd'hui une banalité alors que c'était sur le moment une éloquence vive et bouillante. Sans doute, ce discours improvisé manquait-il de densité, de plan d'ensemble ; mais chaque idée, chaque période était parfaitement élaborée, soutenue par une étonnante variété de vocabulaire, une cascade de définitions, de notions explicatives. Ce que, seul, un travail intellectuel approfondi pouvait créer, et ce qui prouvait la richesse de la pensée de Lénine.

Gouvernement des soviets de députés des ouvriers, des soldats et des travailleurs agricoles

Il commença par annoncer la révolution socialiste mondiale, qui découlait de la crise de l'impérialisme suscitée par la guerre : « La guerre impérialiste se transformera en guerre civile, et ne prendra fin que par cette guerre civile ! »

Il se gaussa de la « politique de paix du soviét. Il nia que la démocratie soviétique, dirigée par Tséretéli, Tchkhéidzé et Stéklov, ayant adopté le défaitisme révolutionnaire, pût agir pour la paix révolutionnaire et universelle.

C'était bien à la révolution socialiste mondiale qu'appelaient le manifeste du soviét du 14 mars. Mais quelles notions bourgeoises ! On n'appelle pas à la révolution, on ne la conseille pas. Les révolutions naissent des conditions créées par l'Histoire ; les révolutions mûrissent, grandissent... Le manifeste du 24 mars insulte devant l'Europe les succès obtenus.

Puis, il parla de la puissance révolutionnaire de la démocratie, de « liberté politique totale ». « Mais qu'est cette puissance quand la bourgeoisie impérialiste gouverne ? Qu'est la liberté politique quand les documents diplomatiques secrets ne sont pas publiés ? Qu'est la liberté d'expression quand les imprimeries se trouvent aux mains de la bourgeoisie et sont gardées par le gouvernement bourgeois ? »

« Lorsque, avec mes camarades, je roulais vers la Russie, je pensais que, de la gare, on nous mènerait directement à la citadelle de Pierre et Paul. Mais ne perdons pas encore tout espoir d'y entrer ! »

« Le soviét défensiste révolutionnaire, dirigé par des opportunistes, des sociaux-patriotes, ne peut être que l'instrument de la bourgeoisie. Pour qu'il serve la révolution socialiste mondiale, il faut qu'il soit conquis, qu'il devienne prolétarien. La puissance des bolcheviks n'est pas encore grande et ne suffit pas pour cette conquête. Mais quoi ! Apprenons à être en minorité, éclairons, expliquons, convainquons... oublions de reconnaître la nécessité d'un gouvernement bourgeois, lors de l'insurrection, en tant que successeur immédiat du tsarisme, le jugeant désormais intolérable. »

« Nous n'avons pas besoin d'une république parlementaire, nous n'avons pas besoin d'une démocratie bourgeoise, nous n'avons besoin d'aucun gouvernement en dehors des soviets de députés des ouvriers, des soldats et des travailleurs agricoles ! »

Le système de Lénine, sur le plan du droit constitutionnel, retentit comme un coup de tonnerre dans un ciel tout bleu. Personne, parmi ceux qui écoutaient le maître dans cette salle du palais de la Ksé-chinskaia, n'avait jamais laissé entendre quelque chose de pareil. Pour tous les auditeurs quelque peu cultivés, la formule de Lénine, lancée sans commentaire, apparut comme un schéma purement anarchique.

D'abord, les soviets des députés ouvriers, organes de combat de la classe ouvrière, étaient historiquement issus, tout simplement, du « comité de grève » de 1905. Si grande que fût leur puissance au sein de l'Etat, personne ne les avait considérés jusqu'alors en tant qu'institutions de droit public. Ils pouvaient facilement être une source de pouvoir étatique dans la révolution, mais ils n'apparaissaient en aucune manière comme des organes du pouvoir étatique, exclusifs et permanents.

De plus, il n'existait aucun lien tant soit peu solide entre les soviets ouvriers, qui ne bénéficiaient d'aucun statut constitutionnel.

Un « gouvernement des soviets » apparaissait, dans ces conditions, comme un transfert de tous les pouvoirs aux organes locaux, comme une absence de tout Etat dans le sens général de ce terme, comme un système de communautés ouvrières libres et indépendantes. Enfin, Lénine ne parlait pas de « soviets paysan » ; quant aux soviets de travailleurs agricoles, il n'en existait pas et il ne pouvait pas en exister aux yeux de qui était averti de la structure agraire russe.

Certes, ce système, qui signifiait l'établissement d'une dictature ouvrière, l'élimination totale de la bourgeoisie, la destruction complète de l'édifice existant et l'extirpation du capitalisme, devint plus tard compréhensible à l'intérieur des principes léninistes. Mais, pendant longtemps, les bolcheviks les plus savants s'y embrouillèrent, et Trotsky plus qu'aucun autre, interprétant le mot d'ordre : « Le pouvoir aux soviets » de façon contradictoire. Et cela parce que, le soir de son arrivée, Lénine jusqu'alors connu comme social-démocrate acceptant le « programme du deuxième congrès », en lançant la célèbre formule, stupéfia et confondit les plus instruits de ses fidèles disciples.

Poursuivant son discours, Lénine rejeta une réforme agraire sur le plan législatif. Ce marxiste préconisa une « saisie organisée » sans plus tarder. Dans les villes, en l'absence de tout autre gouvernement, les ouvriers armés devaient monter la garde auprès des usines.

Lénine s'en prit ensuite aux faux socialistes qu'étaient les dirigeants des soviets et la majorité des socialistes européens. Il avait analysé totalement les comptes rendus de Zimmerwald et de Kienthal. Seule, l'aile gauche de Zimmerwald défendait les intérêts des prolétaires et la révolution mondiale ; le socialiste contemporain était l'ennemi du prolétariat international. Le nom même de social-démocratie était déshonoré par la trahison ; on ne pouvait avoir rien de commun avec elle, ni même tenter de la purifier. Il fallait la rejeter comme symbole de trahison envers

la classe ouvrière. On devait se défaire du « linge sale » et prendre le nom de Parti communiste !

En deux heures, Lénine avait dit beaucoup. Mais je remarquai qu'il avait omis d'analyser les conditions économiques du socialisme en Russie et de présenter un programme économique. Certes, il expliquait le déclenchement de la révolution par la contradiction née entre l'intense effort de guerre demandé au pays et les structures archaïques de l'économie. Mais comment concilier cette économie arriérée, la structure petite-bourgeoise et paysanne de la société, avec une transformation socialiste hors de l'Occident, avant une révolution mondiale ?

Comment les soviets d'ouvriers et de travailleurs agricoles, instruments de la dictature du prolétariat et minoritaires, pourraient-ils établir le socialisme contre la volonté et les intérêts d'une majorité ?

Comment pouvait-il rattacher sa conception aux principes élémentaires du marxisme ?

Lénine resta silencieux sur ces aspects du problème appartenant à ce qu'on appelait alors le socialisme scientifique. Il se contentait de pulvériser le programme fondamental et la tactique social-démocrate.

Il reçut une longue ovation quand il termina son discours.

Mais on devinait de la perplexité chez les plus instruits en voyant leur regard étrange et fixe. Le maître imposait à ses élèves un sérieux travail intellectuel !

Je cherchai des yeux Kamenev, l'homme de la Pravda. Mais à ma question sur ce qu'il pensait de tout cela, il se contenta de répondre par un geste de la main qui signifiait « Attendez ! ».

Hérétique comme j'étais, je m'adressai successivement à d'autres fidèles. Il me fallait quand même comprendre ce qu'il y avait au fond de tout cela. Mais mes interlocuteurs souriaient, secouaient la tête et ne savaient absolument pas quoi me répondre.

Je sortis, la tête fiévreuse, certain que le chemin de Lénine ne pouvait être le mien. Je respirai avec avidité une grande bouffée de l'air frais du printemps. Il faisait déjà tout à fait clair. La matinée commençait.

Lénine isolé

Ce 4 avril, une réunion de tous les socialistes, bolcheviks, mencheviks et sans-parti avait lieu. Ceux qui l'avaient organisée voulaient unir tous les courants socialistes en un seul parti et considéraient cette unification comme urgente.

Quand j'arrivai, Lénine parlait depuis déjà plus d'une heure. Il avait déclaré nettement au début de son discours qu'il n'intervenait qu'en son nom personnel sans avoir consulté son parti. Il répétait son discours de la veille, mais cette fois devant ses vieux adversaires idéologiques. Aussi en avait-il modifié la forme. Il expliquait comment sa position et celle de la majorité étaient inconciliables. Il indiquait ce qu'il avait l'intention de faire et soulignait son intention d'inviter son parti à agir en dehors de la majorité présente.

Ainsi, Lénine se déclarait comme le héraut du schisme, et son intervention renvoyait aux calendes grecques toute idée d'unification.

D'abord stupéfait, son auditoire s'indigna vite. A chaque phrase nouvelle de Lénine, s'élevaient des protestations. Près de moi, Bogdanov s'écriait, pâle de colère et de mépris : « Mais c'est du délire ! C'est du délire de fou ! C'est honteux d'applaudir ce galimatias ! Vous vous couvrez de honte. Et vous vous prétendez marxistes ! »

Bien sûr, les interventions qui suivirent oublièrent l'ordre du jour fixé afin de riposter à Lénine. Je n'ai gardé que le souvenir de trois orateurs.

Tsérétiéli sauta sur cette occasion pour attaquer. Soutenu par la majorité écrasante de l'auditoire, y compris plusieurs bolcheviks, le leader menchevik souligna avec raison l'absence de « prémisses objectives » pour l'établissement du socialisme en Russie. Mais, n'ayant pas bien compris la position de Lénine, sa réponse s'en ressentit.

I. P. Goldenberg, actif promoteur de l'unification, vieux social-démocrate, historiquement bolchevik, mais théoriquement défensiste, déclara :

« Lénine vient de déposer sa candidature à un trône qui reste vacant en Europe depuis trente ans : le trône de Bakounine ! Dans les mots nouveaux de Lénine, on entend quelque chose d'ancien ; on entend les vérités dépassées d'un anarchisme primitif. Lénine a

levé le drapeau de la guerre civile au sein du socialisme. Il serait vain de parler d'unification avec ceux dont la devise est : scission, et qui se placent eux-mêmes en dehors de la social-démocratie. »

Enfin, le futur barde et idéologue de la politique léniniste, Stéklov, répondit : « Votre discours repose sur des constructions abstraites qui démontrent que la révolution russe est passée à côté de vous. Étudiez l'état des choses en Russie et vous abandonnez vous-même vos constructions. »

Les véritables bolcheviks ne se gênaient pas, du moins dans les conversations privées, pour parler des « abstractions » de Lénine. L'un d'eux déclara même que ce discours n'avait pas aggravé les divergences au sein de la social-démocratie, mais les avait au contraire supprimées, car il ne pouvait y avoir qu'un accord entre bolcheviks et mencheviks face à la position de Lénine.

Le parti bolchevique restait plongé dans l'étonnement et la perplexité. Lénine était un isolé, même au sein de son propre parti. Seule, la Kolontai, récente transfuge du menchevisme, repoussant l'unité, appuya Lénine, provoquant rires, lazzis et tumulte.

Soukhanov Nicolas N.,
La Révolution russe de 1917,
Ed. Le cercle du nouveau livre d'histoire,
1966 – pp. 165 à 171



ARCHIVES/AFP

● Document 4

Lénine

Sur la dualité du pouvoir

Le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir. Tant que ce problème n'est pas élucidé, il ne saurait être question de jouer consciemment son rôle dans la révolution, et encore moins de la diriger.

Notre révolution a ceci de tout à fait original qu'elle a créé une *dualité* du pouvoir. C'est là un fait dont il faut saisir la portée avant tout ; il est impossible d'aller de l'avant sans l'avoir compris. Il faut savoir compléter et corriger les vieilles « formules », par exemple celles du bolchevisme, car si elles se sont révélées justes dans l'ensemble, leur application concrète s'est *révélée* différente. *Personne* autrefois ne songeait, ni ne pouvait songer, à une dualité du pouvoir.

En quoi consiste la dualité du pouvoir ? En ceci qu'à côté du gouvernement provisoire, du gouvernement de la *bourgeoisie*, s'est formé un *autre gouvernement*, faible encore, embryonnaire, mais qui n'en a pas moins une existence réelle, incontestable, et qui grandit : ce sont les soviets des députés ouvriers et soldats.

Quelle est la composition de classe de ce deuxième gouvernement ? Le prolétariat et la paysannerie (sous l'uniforme de soldat). Quel en est le caractère politique ? C'est une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire un pouvoir qui s'appuie directement sur un coup de force révolutionnaire, sur l'initiative directe, venant d'en bas, des masses populaires, et *non sur une loi* édictée par un pouvoir d'Etat centralisé. Ce pouvoir est tout différent de celui qui existe généralement dans une république démocratique bourgeoise parlementaire du type habituel et qui prévaut jusqu'à présent dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. C'est une chose qu'on oublie souvent, à laquelle on ne réfléchit pas assez, alors que c'est là l'essentiel. Ce pouvoir est *du même type* que la Commune de Paris de 1871, type dont voici les principales caractéristiques : 1) la source du pouvoir n'est pas la loi, préalablement discutée et votée par un Parlement, mais l'initiative des masses populaires, initiative directe, locale, venant d'en bas, un « coup de force » direct, pour employer une expression courante ; 2) la police et l'armée, institutions séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple tout entier ; sous ce pouvoir, ce sont les ouvriers et les paysans armés, c'est le peuple en armes qui veillent *eux-mêmes* au maintien de l'ordre public ; 3) le corps des fonctionnaires, la bureaucratie sont, eux aussi, remplacés par le pouvoir direct du peuple, ou du moins placés sous un contrôle spécial ; non

seulement les postes deviennent électifs, mais leurs titulaires, ramenés à l'état de simples mandataires, sont *révocables* à la première demande du peuple ; de corps privilégié jouissant de « sinécures » à traitements élevés, bourgeois, ils deviennent les ouvriers d'une « arme spéciale », dont les traitements *n'excèdent pas* le salaire habituel d'un bon ouvrier.

Là, et là *seulement*, est l'essence de la Commune de Paris en tant que type d'Etat particulier. C'est cette essence qu'ont oubliée et dénaturée MM. les Plekhanov (chauvins avoués qui ont trahi le marxisme), les Kautsky (hommes du « centre », c'est-à-dire qui balancent entre le chauvinisme et le marxisme), et d'une façon générale tous les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et leurs pareils qui dominent aujourd'hui.

On s'en tire avec des phrases, on se cantonne dans le silence, on se dérobe, on se congratule mille fois à l'occasion de la révolution, et l'on ne veut pas *réfléchir* à ce que sont les soviets des députés ouvriers et soldats. On ne veut pas voir cette vérité évidente que, pour autant que ces soviets existent, *pour autant* qu'ils sont le pouvoir, il existe en Russie un Etat *du type* de la Commune de Paris.

J'ai bien souligné : « pour autant ». Car ce n'est qu'un pouvoir embryonnaire. Par un accord direct avec le gouvernement provisoire bourgeois, et par diverses concessions de fait, il a lui-même *livré et continue de livrer* ses positions à la bourgeoisie.

Pourquoi ? Serait-ce que Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklov et Cie commettent une « erreur » ? Allons donc ! Un philistin pourrait le penser, mais non un marxiste. La raison en est le *degré insuffisant de conscience* et d'organisation des prolétaires et des paysans. L'« erreur » de ces chefs, c'est leur position petite-bourgeoise, c'est qu'ils obscurcissent la conscience des ouvriers au lieu de l'éclairer, qu'ils *propagent* les illusions petites-bourgeoises au lieu de les réfuter, qu'ils *renforcent* l'influence de la bourgeoisie sur les masses au lieu de soustraire celles-ci à cette influence.

Cela doit déjà suffire à faire comprendre pourquoi nos camarades, eux aussi, commettent tant d'erreurs en posant « simplement » la question : faut-il renverser tout de suite le gouvernement provisoire ?

Je réponds : 1) il faut le renverser, car c'est un gouvernement oligarchique, bourgeois et non populaire, qui *ne peut* donner ni la paix, ni le pain, ni la liberté complète ; 2) on ne peut pas le renverser en ce moment, car il repose sur un *accord* direct et indi-

rect, formel et de fait, avec les soviets des députés ouvriers et, tout d'abord, avec le soviet principal, celui de Petrograd ; 3) on ne peut, d'une façon générale, le « renverser » par la méthode habituelle, car il bénéficie du « soutien » prêté à la bourgeoisie par le *second* gouvernement, le soviet des députés ouvriers ; or ce dernier gouvernement est le seul gouvernement révolutionnaire possible, le seul qui exprime directement la conscience et la volonté de la majorité des ouvriers et des paysans. L'humanité n'a pas encore élaboré, et nous ne connaissons pas jusqu'à ce jour, de type de gouvernement supérieur et préférable aux soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats.

Pour devenir le pouvoir, les ouvriers conscients doivent conquérir la majorité : *aussi longtemps* qu'aucune violence n'est exercée sur les masses, il n'existe pas d'autre chemin pour arriver au pouvoir. Nous ne sommes pas des blanquistes, des partisans de la prise du pouvoir par une minorité. Nous sommes des marxistes, des partisans de la lutte de classe prolétarienne ; nous sommes contre les entraînements petits-bourgeois, contre le chauvinisme jusqu'au-boutiste, la phraséologie, la dépendance à l'égard de la bourgeoisie.

Fondons un parti communiste prolétarien ; les meilleurs partisans du bolchevisme en ont déjà créé les éléments ; groupons-nous pour une action de

classe prolétarienne, et les prolétaires, les paysans *pauvres* se rallieront à nous, toujours plus nombreux. Car la *vie* dissipera chaque jour davantage les illusions petites-bourgeoises des « social-démocrates », des Tchkhéidzé, Tsérééli, Stéklov et autres, des « socialistes-révolutionnaires », des petits-bourgeois plus « purs » encore, etc., etc.

La bourgeoisie est pour le pouvoir unique de la bourgeoisie.

Les ouvriers conscients sont pour le pouvoir unique des soviets de députés des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats, pour un pouvoir unique préparé non par des aventures, mais en *éclairant* la conscience du prolétariat, en *l'affranchissant* de l'influence de la bourgeoisie.

La petite bourgeoisie – « social-démocrates », socialistes-révolutionnaires, etc., etc. – *entrave* par ses hésitations cet éclaircissement, cet affranchissement.

Tel est le véritable rapport des forces entre les classes en présence. C'est lui qui détermine nos tâches.

Pravda, n° 28, 9 avril 1917.

Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la *Pravda*

Œuvres – t. 24 – pp. 28 à 31

Ed. Sociales – Paris

Ed. du Progrès – Moscou – 1976

● Document 5

Lénine

Lettre sur la tactique

Analyse sur la situation actuelle Le réarmement du parti

Voyons à présent comment le camarade I. Kamenev, dans son article du n° 27 de la *Pravda*, formule ses « divergences » avec mes thèses et la position que j'ai exposée plus haut. Cela nous permettra de mieux les préciser.

« Quant au schéma général du camarade Lénine, écrit le camarade Kamenev, il nous semble inacceptable, étant donné qu'il part de ce principe que la révolution démocratique bourgeoise est terminée, et qu'il table sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste... »

Ici, deux grosses erreurs.

Première erreur. La question de savoir si la révolution démocratique bourgeoise est ou non « terminée » est mal posée. On lui confère un aspect abstrait, simpliste, pour ainsi dire unicolore, et qui ne correspond pas à la réalité objective. Quiconque pose ainsi la question, quiconque demande *aujourd'hui* : « La révolution démocratique bourgeoise est-elle terminée ? », sans plus, se prive de la possibilité de comprendre une réalité extrêmement complexe et pour le moins « bicolore ». Cela, pour la théorie. Et, en pratique, il capitule piteusement devant le *révolutionnarisme petit-bourgeois*.

En effet, la réalité nous montre *et* le passage du pouvoir à la bourgeoisie (« achèvement » d'une révolution démocratique bourgeoise du type habituel) *et* l'existence, à côté du véritable gouvernement, d'un second gouvernement, qui est une « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». Ce « gouvernement-bis » a *de lui-même* cédé le pouvoir à la bourgeoisie, s'est *de lui-même* enchaîné au gouvernement bourgeois.

La formule du camarade Kamenev, inspirée du « vieux bolchevisme » : « La révolution démocratique bourgeoise n'est pas terminée », tient-elle compte de cette réalité ?

Non, cette formule a vieilli. Elle n'est plus bonne à rien. Elle est morte. C'est en vain que l'on tentera de la ressusciter.

Secundo. Une question pratique. On ne saurait dire si une forme particulière de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », détachée du gouvernement bourgeois, est encore possible à présent en Russie. Or on ne saurait fonder la tactique marxiste sur l'inconnu.

Mais *si* cela peut encore se produire, il n'est pour *y* parvenir qu'une voie, et une seule : les éléments prolétariens, communistes, du mouvement doivent se séparer immédiatement, résolument, sans retour, d'avec les éléments petits-bourgeois.

Pourquoi ?

Parce que ce n'est pas par hasard, mais d'une manière inévitable, que toute la petite bourgeoisie s'est tournée vers le chauvinisme (= jusqu'au-boutisme), vers le « soutien » de la bourgeoisie, vers la dépendance à l'égard de celle-ci, vers la crainte d'avoir à se passer d'elle, etc., et ainsi de suite.

Comment « pousser » la petite bourgeoisie au pouvoir si elle *ne veut pas* le prendre, bien qu'elle en ait déjà la possibilité ?

Uniquement par la constitution d'un parti prolétarien, communiste, séparé d'elle par une lutte de classe prolétarienne *exempte* de la timidité de ces petits-bourgeois.

Seule l'union des prolétaires libérés en fait, et non seulement en paroles, de l'influence de la petite bourgeoisie peut rendre le terrain si « brûlant » sous les pieds de la petite bourgeoisie qu'elle se verra *obligée*, dans certaines conditions, de prendre le pouvoir ; il n'est même pas exclu que Goutchkov et Milioukov se montrent favorables – dans certaines circonstances, je le répète – au pouvoir intégral et sans partage de Tchkhéidzé, de Tséréféli, des socialistes-révolutionnaires, de Stéklov, car ce sont, malgré tout, des « *jusqu'au-boutistes* » !

Quiconque s'emploie à séparer dès aujourd'hui, immédiatement et sans retour, les éléments prolétariens des soviets (c'est-à-dire le parti prolétarien, communiste) d'avec les éléments petits-bourgeois sert les intérêts bien compris du mouvement pour les deux cas possibles : *et* pour le cas où la Russie connaîtrait encore une « dictature du prolétariat et de la paysannerie » revêtant une forme particulière, indépendante, non subordonnée à la bourgeoisie, *et* pour le cas où la petite bourgeoisie ne parviendrait pas à se détacher de la bourgeoisie et demeurerait éternellement (c'est-à-dire jusqu'au socialisme) hésitante entre elle et nous.

Quiconque ne s'inspire dans son activité que de la simple formule « la révolution démocratique bourgeoise n'est pas terminée » se porte par là même en quelque sorte garant que la petite bourgeoisie est capable d'indépendance à l'égard de la bourgeoisie.

Par là même, à l'heure actuelle, il se livre piteusement à la merci de la petite bourgeoisie.

A propos. Il serait quand même bon, lorsqu'il est question de la « formule » : dictature du prolétariat et de la paysannerie, de se rappeler que, dans *Deux tactiques* (juillet 1905), je soulignais tout spécialement ceci :

« La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, comme tout ce qui existe, a un passé et un avenir. Son passé, c'est l'autocratie, le servage, la monarchie, les privilèges... Son avenir, c'est la lutte contre la propriété privée, la lutte de l'ouvrier salarié contre le patron, la lutte pour le socialisme... »

Le camarade Kamenev commet l'erreur de ne considérer, en 1917 également, que le *passé* de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Or, *en fait*, l'avenir a déjà commencé pour elle, car déjà les intérêts et la politique de l'ouvrier salarié et du petit patron sont *en fait* divergents, et cela dans une question aussi capitale que celle du « jusqu'au-boutisme », de l'attitude à l'égard de la guerre impérialiste.

Et j'en arrive ici à la seconde erreur du raisonnement déjà cité du camarade Kamenev. Il me reproche de « tabler » dans mon schéma sur une « transformation immédiate de cette révolution (démocratique bourgeoise) en révolution socialiste ».

C'est faux. Loin de « tabler » sur une « transformation immédiate » de notre révolution en révolution *socialiste*, je mets expressément en garde contre cette manière de voir, je déclare expressément dans la thèse n° 8 : « Notre tâche *immédiate* est *non pas* d'« introduire » le socialisme »...

N'est-il pas évident qu'un homme qui table sur une transformation immédiate de notre révolution en révolution socialiste ne saurait s'élever contre l'introduction du socialisme considérée comme une tâche immédiate ?

Mieux. Il est même *impossible* d'instaurer « immédiatement » en Russie un « Etat-Commune » (c'est-à-dire un Etat organisé sur le type de la Commune de Paris), car il faut pour cela que la *majorité* des députés de tous les soviets (ou de la plupart d'entre eux) prenne nettement conscience du caractère foncièrement erroné et préjudiciable de la tactique et de la politique des socialistes-révolutionnaires, des Tchkhéidzé, Tsérétéli, Stéklou et consorts. Quant à moi, j'ai déclaré sans la moindre équivoque que je « table » dans ce domaine uniquement sur un « patient » travail d'explication (quel besoin a-t-on d'être patient pour obtenir un changement que l'on peut réaliser « immédiatement » ?) !

Le camarade Kamenev a, quelque peu « impatientement », forcé de la note et fait siens les préjugés bourgeois au sujet de la Commune de Paris, qui, prétend-on, voulait introduire « immédiatement » le socialisme. Il n'en est rien. La Commune a malheureusement trop tardé à introduire le socialisme. L'es-

sence véritable de la Commune n'est pas là où la cherche d'ordinaire les bourgeois, mais dans la création d'un type *d'Etat* particulier. Or un Etat de ce genre est *déjà* né en Russie : ce sont les soviets des députés ouvriers et soldats !

Le camarade Kamenev n'a pas réfléchi à ce *fait* que les soviets *existent*, à leur signification, à leur similitude de type, de caractère social et politique, avec l'Etat de la Commune ; et, au lieu d'étudier ce *fait*, il s'est mis à parler de ce sur quoi, à l'en croire, je « table » dans l'« immédiat ». Le résultat, c'est, malheureusement, qu'il a repris à son compte un procédé dont usent bien des bourgeois : au lieu de se demander *ce que sont* les soviets des députés ouvriers et soldats, s'ils sont d'un type *plus élevé* que la république parlementaire, s'ils sont *plus utiles* au peuple, *plus démocratiques*, *plus aptes* à combattre, par exemple, la pénurie de blé, etc., au lieu de se poser cette question essentielle, réelle, que la vie met à l'ordre du jour, il détourne l'attention vers une question stérile, pseudo-scientifique, vide de sens, d'un schématisme tout professoral : celle de savoir si l'on « table sur une transformation immédiate ».

Question vaine et mal posée. Je « table » *uniquement, exclusivement*, sur ceci que les ouvriers, les soldats et les paysans sauront mieux que les fonctionnaires, mieux que la police, résoudre les difficiles problèmes *pratiques* que pose la nécessité d'accroître la production du blé, d'assurer une meilleure répartition de celui-ci, d'améliorer le ravitaillement des soldats, etc., et ainsi de suite.

Je suis profondément convaincu que les soviets des députés ouvriers et soldats sauront mieux et plus rapidement que la république parlementaire mettre en œuvre l'initiative de la *masse* du peuple (on trouvera dans une autre lettre une comparaison plus détaillée des deux types d'Etat). Ils décideront mieux, d'une façon plus pratique et plus sûre, comment prendre des *mesures*, et lesquelles, pour marcher au socialisme. Le contrôle de la banque, la fusion de toutes les banques en une seule ne sont *pas encore* le socialisme, mais *un pas vers* le socialisme. Des mesures de ce genre, les hobereaux et les bourgeois en prennent aujourd'hui en Allemagne contre le peuple. Le soviets des députés soldats et ouvriers les réalisera beaucoup mieux demain en faveur du peuple s'il a en main tout le pouvoir.

Qu'est-ce qui *oblige* à prendre des mesures de ce genre ?

La famine. La désorganisation de la vie économique. La faillite imminente. Les horreurs de la guerre. Les plaies hideuses que la guerre inflige à l'humanité.

Le camarade Kamenev termine en déclarant qu'« il espère défendre et faire prévaloir dans une large discussion son point de vue comme le seul possible pour la social-démocratie révolutionnaire, si elle veut et si elle doit rester jusqu'au bout le parti des masses révolutionnaires du prolétariat, et non se transformer en un groupe de propagandistes communistes ».

M'est avis que ces paroles dénotent une appréciation profondément erronée de la situation actuelle. Le camarade Kamenev oppose le « parti des masses » au « groupe de propagandistes ». Or aujourd'hui, précisément, les « masses » sont intoxiquées par le jusqu'au-boutisme « révolutionnaire ». Ne conviendrait-il pas mieux, surtout à des internationalistes, de savoir à pareil moment s'opposer à cette intoxication « massive » plutôt que de « vouloir rester » avec les masses, autrement dit de céder à la contagion générale ? N'avons-nous pas vu dans tous les pays belligérants d'Europe les chauvins chercher à se justifier en invoquant leur désir de « rester avec les masses » ? Ne doit-on pas savoir rester un certain temps en minorité pour combattre une intoxication « massive » ? L'activité des propagandistes n'est-elle pas, surtout à l'heure actuelle, le facteur essentiel qui doit permettre à la ligne prolétarienne de *se dégager* de l'in-

toxication jusqu'au-boutiste et petite-bourgeoise où sont plongées les « masses » ? L'une des causes de l'épidémie jusqu'au-boutiste est précisément que les masses, prolétariennes et non prolétariennes, ont fait bloc sans égard aux différences de classes qui existent au sein de ces masses. Il me semble plutôt déplacé de parler avec mépris du « groupe de propagandistes » de la ligne *prolétarienne*.

Écrit entre le 8 et le 13 (21 et 26) avril 1917.
Paru en brochure en avril 1917
aux Editions Priboi.

Conforme au texte de la brochure.

Œuvres – t. 24 – pp. 40 à 45
Ed. Sociales – Paris
Ed. du Progrès – Moscou - 1976



1^{er} mai 1917, Moscou.

ARCHIVES/AFP



ARCHIVES/AFP

Juillet 1917 à Petrograd. Sur la banderole on peut lire
« A bas les ministres capitalistes. Tout le pouvoir aux députés des travailleurs, des soldats et des paysans. »

- **3**
**Vers la centralisation
du pouvoir prolétarien
(juin-octobre 1917)**

Vers la centralisation du pouvoir prolétarien (juin-octobre 1917)

La révolution russe a essayé autant de falsifications haineuses et de déformations propagandistes que la révolution française. Mais elle partage avec cette dernière un atout historique : tout comme les assemblées représentatives françaises, les soviets russes restent reconnus comme le lieu exclusif de la représentation populaire. Il n'en existait pas d'autres qu'on puisse dresser en concurrence.

En face de l'Assemblée de la Nation française, il n'y avait que l'aristocratie émigrée de Coblenze et les cours d'Europe ; en face de la démocratie soviétique, née de la haine de la guerre (« *Du pain et nos hommes* », disent les femmes dès le premier jour), il n'y avait que la bourgeoisie, l'état-major et leurs alliés impérialistes d'Europe.

Les bolcheviks encore minoritaires dans les soviets

C'est dans les organes soviétiques que s'affrontent les partis, *tous les partis* de la démocratie ; le parti bourgeois des cadets, écarté comme assimilé au régime tsariste, attend précisément son salut d'un coup de force militaire, fusillant les représentants, liquidant les soviets et leur démocratie révolutionnaire, ce que tentera le général Kornilov, nommé à son poste par Kerenski.

Cette indiscutable légitimité des institutions soviétiques, des deux congrès panrusses des soviets, celui de juin et celui d'octobre, créera une sérieuse difficulté pour les faussaires des XX^e et XXI^e siècles. S'ils admettent la représentativité du premier congrès de la démocratie soviétique, représentant vingt millions d'ouvriers, paysans et soldats, et où le rapport de force politique est de 5 contre 1, la minorité de gauche étant composée des bolcheviks, mencheviks internationalistes et S-R de gauche, comment peuvent-ils récuser la représentativité du second, exactement inverse, les mêmes électeurs, prolétaires, soldats, paysans ayant proprement *renversé la majorité*, dans des proportions aussi écrasantes ? Car le principe, non parlementaire, mais ouvrier, de révocabilité et de remplacement des élus administre ici la preuve de sa redoutable efficacité révolutionnaire !

Le premier congrès s'ouvre donc, le 3 juin, avec une suprématie considérable des socialistes conciliateurs et patriotes, partisans de la coalition avec la bourgeoisie (document 1), à la grande décep-

tion du menchevik internationaliste Sukhanov (document 2). Mais ce témoin, comme l'historien Anweiler, note la prépondérance de la province et de représentants issus des classes petites-bourgeoises, aptes aux belles paroles démagogiques.

En outre, les normes de représentations soviétiques, en relation avec la place du soulèvement des soldats, sont très inégales (document 3). La réalité de la lutte des classes est déformée par le congrès. Ainsi, Anweiler illustre son propos sur « *l'audience considérable, dès ce moment, des bolcheviks à Petrograd* » par un fait : le 31 mai, à la veille du congrès, la section ouvrière du soviet de Petrograd adoptait par 173 voix contre 144 une résolution bolchevique.

Les bolcheviks gagnent la majorité dans les comités d'usine

Trotsky est plus explicite : « *La croissance des grèves et, en général, de la lutte de classe, augmentait presque automatiquement l'influence des bolcheviks. Toutes les fois qu'il s'agissait de leurs intérêts vitaux, les ouvriers comprenaient bien que les bolcheviks n'avaient pas d'arrière-pensée, qu'ils ne cachaient rien et que l'on pouvait compter sur eux. Aux heures de conflits, tous les ouvriers, sans parti, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, se dirigeaient vers les bolcheviks.*

Ainsi s'explique le fait que les comités d'usine et de fabrique, qui menaient la lutte pour l'existence de leurs établissements contre le sabotage de l'administration et des propriétaires, passèrent aux bolcheviks beaucoup plus tôt que le soviet. A la conférence des comités de fabrique et d'usine de Petrograd et de la banlieue, au début de juin, 335 voix sur 421 se prononcèrent pour la révolution bolcheviste. Ce fait passa complètement inaperçu de la grande presse » (*Histoire de la Révolution russe* – 3 – t. 1 – Ed. du Seuil – p. 471).

La grande presse, à ce moment, ricane des propos du minoritaire Lénine au congrès : notre parti est prêt à prendre le pouvoir. Cent ans après, ces paroles sont toujours citées avec dérision. Or comme on le voit, si les conciliateurs, ivres de leur majorité, repoussent la revendication ouvrière de la journée de huit heures, s'ils ignorent les protestations sur la stagnation de l'Instruction publique, la bureaucratie tsariste restant en place, la mentalité dans les bastions ouvriers est tout autre.

Prêtons donc attention au mouvement des comités de fabrique et d'usine, distincts des soviets.

Ils sont, dit Anweiler, « *les vrais protagonistes de l'affrontement du capital et du travail* » (document 4). Ils imposent aux patrons et au gouvernement, dès mars, la journée de huit heures (1). Ils répondent, de façon organisée, au péril exprimé par Lénine d'une désorganisation délibérée de la production, à laquelle doit parer le contrôle ouvrier (document 5).

Toujours au moment du « triomphe » des socialistes patriotes et conciliateurs, la même radicalisation s'opère dans les syndicats : « *A la conférence des syndicats, en juin, il se trouva qu'il existait à Petrograd plus de cinquante syndicats, comptant au moins 250 000 membres. Le syndicat des métallurgistes réunissait environ cent mille ouvriers. Pendant le seul mois de mai, le nombre de ses membres avait doublé. L'influence des bolcheviks dans les syndicats s'accroissait encore plus rapidement* » (Léon Trotsky – *op. cit.*, p. 471).

Ainsi, malgré les ricanements, au moment où Lénine, à la surprise générale, énonce le programme de la révolution devant le premier congrès, les organes de la dictature prolétarienne sont bien en train de faire mouvement vers le parti révolutionnaire.

Cette montée des périls pour les classes dominantes et pour l'état-major, donc pour le gouvernement patriote de Kerenski, qui relance la guerre, les conduit aux provocations et au complot des *journées de juillet*.

La réaction relève la tête, les masses sont exposées aux coups, les bolcheviks sont traqués, arrêtés, Lénine se cache. L'état-major exige et obtient le rétablissement de la peine de mort pour réprimer et terroriser les soldats. Rappelons pour mémoire qu'au même moment, dans les armées de l'allié français de la Russie, les semblables des généraux tsaristes, avec Pétain, répriment les mutineries par des fusillades.

Ces complots et cette répression créent, de la part de la réaction, une demande de calomnies violentes contre les bolcheviks, et l'offre ne manque pas de se présenter. C'est la fameuse « révélation » de l'or allemand, faisant de Lénine un espion de l'ennemi. La preuve suffisante n'était-elle pas, pour les capitalistes et pour les généraux, dans le soutien des révolutionnaires bolcheviks aux soldats, ouvriers, paysans rejetant la guerre impérialiste ?

Ces calomnies, appuyées sur des révélations d'agents doubles corrompus, de canailles condamnées de longue date par toutes les fractions socialistes, sont immédiatement jugées « *extrêmement sérieuses* », forment un « *dossier judiciaire suffisamment convaincant contre l'état-major bolche-*

vique », pour Kerenski. La mesure suivante de Kerenski, conforme à ce dossier judiciaire contre l'avant-garde ouvrière, est de nommer généralissime le tsariste Kornilov, qui s'attèle immédiatement à la préparation de son coup d'État contre la révolution.

Notons qu'au sujet des calomnies, nous ne sommes plus dans l'histoire, mais dans l'actualité... de 2017.

En effet, c'est par une relance de la calomnie contre Lénine, son train d'avril 1917 et « l'or allemand », qu'une partie de l'historiographie officielle a décidé de célébrer le centenaire ! Nous renvoyons cette résurgence nauséabonde en fin de revue, et poursuivons notre examen avec des historiens sérieux, et des témoins honnêtes.

Que font les dirigeants conciliateurs du comité exécutif élu par le premier congrès ? Ils accompagnent docilement leurs amis politiques du gouvernement Kerenski : le 13 juillet, le menchevik Dan fait adopter à la séance unifiée des comités exécutifs du soviet cette motion : « *Toutes personnes inculpées par le pouvoir judiciaire sont écartées des comités exécutifs jusqu'au jugement du tribunal.* » C'est la mise hors la loi des bolcheviks par la direction des soviets, Kerenski de son côté interdisant toute leur presse.

En juillet-août, devant cette complicité de fait entre le comité exécutif des soviets et le gouvernement Kerenski, lui-même complice de l'état-major, le Parti bolchevique opère un net infléchissement dans ses mots d'ordre. Il serait désormais impolitique, absurde, de réclamer « *tout le pouvoir aux soviets* » avec cette direction des soviets ! Sans abandonner l'orientation stratégique — la dictature prolétarienne au moyen des soviets —, Lénine combat désormais pour inverser la majorité soviétique, la rendre conforme aux aspirations des masses. Ce sont ses « *Quatre thèses* » (document 6) et son explication « *A propos des mots d'ordre* » (document 7).

Le torrent de calomnies, le bâillonnement de la presse révolutionnaire, les poursuites et les arrestations font fléchir durant quelques semaines l'influence bolchevique ; la démocratie bat en retraite, capitalistes et officiers s'enhardissent pour frapper les masses, les délégués des soldats, des ouvriers. Mais dès la fin de juillet, la confiance dans les bolcheviks se rétablit dans les usines. Dans chaque usine, dit Trotsky, il y avait un bolchevik qui avait fait ses preuves dans la lutte de classe : « *Eh les gars, est-ce que j'ai une tête d'espion allemand ?* », lançait-il à ses camarades.

« Marée montante »

Le tournant majeur est le moment où, en août, le parti révolutionnaire prend la tête de la mobilisation contre le coup d'État de Kornilov.

Nous renvoyons le lecteur aux ouvrages historiques, notamment *l'Histoire de la Révolution russe*, de Léon Trotsky, sur ce tournant décisif de la levée en masse contre le putsch de Kornilov et sur la « marée montante » bolcheviste dans les soviets de tout le pays, mais aussi les municipalités, progression spectaculaire dont Anweiler donne le tableau (document 8).

Par la création, le 27 août, d'un comité de combat *ad hoc* contre Kornilov, réunissant les trois partis soviétiques (bolcheviks, mencheviks, S-R), « on reconnaissait en somme que les institutions soviétiques dirigeantes se sentaient elles-mêmes caduques, et, pour les tâches révolutionnaires, avaient besoin de sang frais » (Léon Trotsky – *op. cit.* – t. 2 – p. 237). Cette régénérescence, ce sang frais à la tête des soviets, était l'objectif défini par Lénine dans ses thèses de juillet ; seuls les bolcheviks ont établi avec les masses les liens de confiance permettant la mobilisation : « *Bien que les bolcheviks fussent en minorité, écrit Sukhanov, il est absolument clair que dans le Comité militaire révolutionnaire, l'hégémonie leur appartenait.* »

Ainsi, déjà largement majoritaires dans les conseils et comités ouvriers (en octobre, à la conférence panrusse des comités de fabrique, 96 délégués sur 167 sont bolcheviks, le groupe suivant des S-R n'en compte que 24 !), les bolcheviks acquièrent la même popularité chez les soldats.

On lira ici avec intérêt (document 9) le récit de Sukhanov : les assemblées de la garnison de Petrograd, écartant les interdictions du Comité exécutif central (CEC), votent qu'elles n'obéiront qu'au soviet, et que tout ordre des généraux non approuvé par le soviet sera ignoré. Jusque dans la forteresse

Pierre-et-Paul, où s'installe un commissaire, la garnison se rassemble autour de ses conseils révolutionnaires, hostiles au gouvernement provisoire et à l'état-major. Le double pouvoir installé dans l'armée laisse ainsi place au pouvoir sans partage, absolu, des conseils de soldats.

Sukhanov témoigne des assemblées qui précèdent l'insurrection, farouchement résolues à arracher « *le pain, la terre, la liberté* » :

« *Je voyais ces mains levées, les yeux brûlants des hommes, des adolescents, des ouvriers, des soldats, des femmes, des paysans et des petits-bourgeois typiques.* » « *La même chose se déroulait un peu partout dans Saint-Petersbourg et ailleurs, devant des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'hommes. L'insurrection était déjà engagée.* »

L'observateur menchevique est consterné par une révolution prolétarienne qui heurte ses convictions politiques : « *Je contemplais ce spectacle grandiose, avec un sentiment poignant de tristesse.* »

Les organes du pouvoir prolétarien, désormais centralisés, soudés avec l'aide des bolcheviks sur leurs intérêts de classe, donnent une écrasante majorité de 70 % et plus, à l'ouverture du II^e Congrès panrusse, au mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* ».

Le premier gouvernement ouvrier de l'histoire, héritier politique de la Commune de Paris, est fondé.

(1) Le soviet de Moscou proclama le 21 mars la journée de huit heures, et les ouvriers l'appliquèrent à la lettre en quittant tous le travail au terme exact de la huitième heure.

● Document 1

Oskar Anweiler

Le congrès des soviets, organe de la démocratie révolutionnaire

La diffusion toujours plus ample du mouvement des conseils rendit indispensable la création d'un organe représentatif suprême, incarnant la volonté politique de la « démocratie révolutionnaire » et coiffant l'ensemble des soviets locaux. A quoi vint s'ajouter au début de mai le besoin impérieux que ressentaient les dirigeants des partis majoritaires dans les soviets, qui soutenaient à fond le gouvernement provisoire, de faire approuver leur politique par une représentation douée d'une large base nationale. C'est pourquoi le comité exécutif élargi du soviet de Petrograd, par une proclamation en date du 9 mai, invita les conseils à élire leurs délégués à un I^{er} Congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats dont les assises devaient se tenir dans la capitale. Les modalités électorales étaient on ne peut plus simples : les proportions fixées furent en effet de 2 délégués pour les soviets représentant de 25 000 à 50 000 habitants, 3,75 pour 100 000, 4 pour 100 000 à 150 000, 5 pour 150 000 à 200 000, 6 pour 200 000 et 8 au-dessus de ce chiffre. Les soviets de moindre importance se virent proposer soit de s'unir à d'autres, soit d'envoyer des délégués à voix seulement consultative. Quant aux délégués de front, ils seraient désignés par les congrès d'armée.

Sur la base de ces normes, qui ne furent pas strictement respectées, il est vrai, le congrès représenta quelque vingt millions d'hommes, la moitié tout juste du nombre de citoyens qui plus tard prirent part aux élections à l'Assemblée constituante. Ouvert le 3 juin, le congrès siégea jusqu'au 24 du même mois ; dans les conditions du moment, à défaut d'un Parlement élu au suffrage universel, il constitua le corps représentatif indiscutablement le plus démocratique de Russie.

Sur les 1 090 délégués, qui représentaient 305 soviets locaux d'ouvriers et de soldats, 53 organes sovié-

tiques régionaux et 21 organisations d'armée, 822 avaient voix pleinement délibérative. On comptait parmi eux 283 S-R et 248 mencheviks, soit une majorité écrasante par rapport aux 105 bolcheviks, à quelques membres de groupuscules socialistes et à 73 sans parti. C'est à la prépondérance qu'ils exerçaient dans les soviets de province et les organisations de front que les deux formations modérées étaient surtout redevables de leur suprématie écrasante au congrès. A Petrograd même, les bolcheviks disposaient en effet, dès ce moment, d'une audience considérable. La majorité modérée n'eut pas de mal à imposer ses vues, et le jour où Lénine proclama, pour la première fois en public, que son parti visait à prendre seul le pouvoir, il déclencha une vague d'hilarité.

Avant de se séparer, les congressistes élurent un Comité exécutif central de Russie, organe suprême des soviets pour l'ensemble du pays. Le Comité exécutif central (CEC), avec plus de 250 membres, constituait lui-même un petit soviet. Il était habilité à trancher toutes les questions politiques qui vendraient à se poser, sur la base des directives fixées par le congrès panrusse. Par sa composition politique, il correspondait au rapport de force existant au sein du congrès : 104 de ses membres étaient mencheviks, 100 S-R, 35 bolcheviks et 18 socialistes d'autres tendances. Lors de sa première séance, le CEC se dota d'un présidium de neuf personnes, avec Ckheidze à sa tête, et d'un bureau de cinquante membres, en nombre également proportionnel à la puissance respective des partis.

In *Les Soviets en Russie*
Ed. Gallimard – 1972
pp. 152 à 154.

● Document 2

Nicolas Soukhanov

Large majorité des socialistes-révolutionnaires au congrès des soviets

Hélas ! la réalité déçut même les pessimistes : sur 777 délégués, les bolcheviks n'en avaient que 105. Quant aux mencheviks internationalistes, ils ne totalisaient même pas 35 mandats. Toute la fraction de Martov ne représentait même pas le sixième de l'ensemble des mencheviks !

Ajoutons une fraction d'« internationalistes unifiés » de 35 à 40 délégués, qui comprenait les « inter-districtistes », Trotsky et Lounatcharski en tête.

La force décisive de ce congrès appartient au parti socialiste révolutionnaire, qui disposait, en ajoutant ceux des mencheviks de droite, des cinq sixièmes des mandats. La gauche, elle, groupait au grand maximum 150 à 160 mandats. Dans la salle des séances, l'opposition se devinait physiquement par les vête-

ments civils et les vareuses d'ouvriers presque exclusivement.

La majorité, elle, était faite presque totalement de militaires : véritables « paysans-soldats » et surtout intellectuels mobilisés, officiers subalternes qui représentaient l'armée du front. Tous étaient évidemment des « socialistes » ! Cette étiquette étant un laissez-passer nécessaire. Mais c'était un monde bien eclectique, qui allait des cadets clandestins, des « octobristes » et des antisémites aux libéraux et pseudo-libéraux tels que avocats, médecins, enseignants, fonctionnaires...

In *La Révolution russe, 1917 –*
Le Cercle du nouveau livre d'histoire – 1966
pp. 187-188

● Document 3

Oskar Anweiler

Normes de représentation au congrès

La norme officielle de représentation à la section ouvrière du soviet était d'un député à raison de mille travailleurs, mais les entreprises de moins de mille personnes avaient droit, elles aussi, à un délégué. En d'autres termes, tandis que les grandes entreprises (plus de 400 personnes), où travaillaient 85 % des ouvriers de Petrograd, étaient représentées par 424 délégués, les entreprises employant moins de 400 personnes (soit en tout 13 % de l'effectif ouvrier de la capitale) avaient la faculté d'être un nombre presque égal de députés, à savoir 422. Certaines voix valaient par conséquent plus que d'autres et cette inégalité du droit de vote suscitait parfois des protestations au sein même du soviet.

Une situation analogue prévalait dans la section des soldats. Chaque compagnie, ou unité équivalente, était représentée par un délégué, mais aucune norme chiffrée n'ayant été prévue, des unités squelettiques

avaient droit à autant de députés que les plus nombreuses. La section des soldats repoussa à diverses reprises des projets visant à fixer comme norme électorale la proportion d'un pour mille. Sur la base actuelle, en effet, non seulement une liaison étroite était maintenue entre le soviet et les unités militaires les plus petites, mais encore la prépondérance numérique injustifiée des députés soldats par rapport aux députés ouvriers se trouvait sauvegardée. On comptait parmi les premiers un nombre relativement élevé d'« intellectuels » : écrivains, aspirants aux idées socialistes ou libérales, chirurgiens militaires et autres. Les « paysans en uniforme », sans expérience politique et souvent illettrés, votaient en masse pour les candidats faisant bruyamment état d'opinions révolutionnaires.

In *Les Soviets en Russie –*
Ed. Gallimard – 1972
pp. 134-135

● Document 4

LES COMITÉS DE FABRIQUE

Oskar Anweiler

« Les véritables protagonistes de l'affrontement du capital et du travail »

Au moment même où les conseils de députés ouvriers faisaient leur apparition en tant qu'organes représentatifs généraux de la classe laborieuse, des comités particuliers, les comités de fabrique, surgissaient à l'échelon le plus élémentaire.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, il s'agissait là de la forme la plus ancienne du mouvement ouvrier russe autant que de la base sur laquelle les soviets de 1905 s'étaient édifiés. Pourtant, à l'exception des dispositions très restrictives de la loi de 1903 sur les doyens de fabrique, jamais ces comités n'avaient fait l'objet d'une reconnaissance légale.

La révolution de Février fit sauter ces obstacles à la formation de comités de fabrique. Dès le 5 mars, le soviet de Petrograd lançait un appel en ce sens et, le 10, il signait avec le patronat un accord consacrant l'entrée en vigueur de la journée de huit heures et la mise en place de « conseils d'anciens » dans les usines. Le 13 avril, le gouvernement provisoire réglementait l'institution nouvelle. Celle-ci se voyait fixer comme attributions de représenter les travailleurs auprès de la direction des entreprises dans les questions de salaires, de temps et de conditions de travail, etc., de faire valoir leurs intérêts face aux services étatiques et sociaux, de veiller à leur formation professionnelle et culturelle. Des chambres de conciliation étaient chargées d'arbitrer les différends entre employeurs et comités de fabrique.

Les comités de fabrique de Petrograd se constituèrent avec le temps en une organisation solide, qui, à certains égards, faisait concurrence au conseil des députés ouvriers. Ils fusionnèrent avec les conseils de rayon, qui élurent leurs représentants à un conseil central coiffé par une commission exécutive. Il n'existait aucune délimitation de fonctions entre le soviet et le conseil central des comités de fabrique, mis à part le fait que le premier s'occupait surtout de questions politiques et les seconds de problèmes économiques et autres affaires internes aux entreprises. Toutefois, comme les comités de fabrique se trouvaient en liaison constante et directe, sur les lieux de travail, avec les ouvriers, leur rôle révolutionnaire s'accrut dans la mesure même où le soviet s'institutionnalisait et perdait petit à petit le contact avec les

masses. Aux yeux de la majorité non bolcheviste du soviet, la stabilité moindre des comités, dont la composition se renouvelait sans cesse, démontrait l'immaturité des travailleurs russes, encore visiblement inaptes à la « dictature du prolétariat » ; mais, pour les bolcheviks, ces mêmes comités constituaient un instrument de propagande idéal.

Les comités de fabrique se transformèrent donc en bastions du Parti bolchevique bien avant les conseils des députés. C'est ce que révélèrent déjà, par exemple, les élections qui eurent lieu à la mi-avril aux importantes usines Poutilov : sur 22 élus, on comptait 6 bolcheviks et 7 sans-parti sympathisant avec eux.

La I^e Conférence des comités de fabrique de Petrograd-ville réunit 499 délégués, dont 261 métallurgistes désignés par 172 comités formaient le groupe professionnel le plus nombreux.

Elle adopta par 297 voix contre 21 et 44 abstentions une motion de clôture qui, présentée par Zinoviev, réclamait l'établissement du contrôle ouvrier dans les organes économiques centraux de l'Etat et dans les usines. Les bolcheviks obtinrent aussi la majorité au conseil central élu par la conférence. Par la suite, lors de la II^e Conférence de ville (7-12 août), la résolution du VI^e Congrès du Parti bolchevique sur le contrôle ouvrier recueillit 213 voix contre 26 et 22 abstentions. A Moscou, en revanche, cette même résolution ne fut approuvée que par 191 délégués sur les 682 qui participèrent en juillet à la conférence de ville des comités de fabrique, où les mencheviks avaient toujours la prépondérance.

Ce fut à la veille de la révolution, du 17 au 22 octobre, qu'à l'initiative des comités de Petrograd se tint la première et la seule conférence panrusse des comités de fabrique. Celle-ci refléta par sa composition le triomphe de l'extrême gauche dans les rangs de la classe ouvrière des grandes villes : sur 167 délégués, on recensa 96 bolcheviks, 24 S-R, 13 anarchistes, 7 mencheviks, 5 maximalistes, 1 menchevik-internationaliste et 21 sans-parti.

La révolution eut pour conséquence naturelle d'exacerber les luttes économiques. Dans ce cadre, les comités de fabrique devaient être les véritables protagonistes de l'affrontement du capital et du tra-

vail. Ils reléguèrent à l'arrière-plan les syndicats qui, après la révolution de Février, cherchaient de leur côté à se reconstituer. Mais les syndicats avaient besoin de délais plus longs pour s'implanter vigoureusement et ne touchaient qu'une partie des travailleurs. En outre, leurs dirigeants, des mencheviks en grande majorité, se gardaient d'intervenir carrément dans le domaine de la production. Ce furent donc les comités de fabrique qui s'en chargèrent d'emblée, sans guère se soucier des limites que la loi assignait à leurs compétences. Les ouvriers d'un grand nombre d'usines avaient commencé de s'ingérer dans les questions d'administration et de direction technique, voire de chasser de l'entreprise le patron et les ingénieurs.

Lorsque l'employeur décidait de mettre la clé sous la porte, il était fréquent de voir le comité de fabrique prendre en main la gestion de l'établissement. Et l'on pouvait entendre déclarer dès mai 1917 : « *Les comités ne reculent pas devant des empiétements sur la vie économique. En vérité, ils y ont même été contraints, car, s'ils ne l'avaient pas fait, autant de fabriques auraient dû fermer. Des masses énormes d'ouvriers se seraient retrouvées sur le pavé et l'armée toujours plus nombreuse des chômeurs aurait sans cela grossi encore plus.* »

In *Les Soviets en Russie*
Ed. Gallimard – 1972 -
pp. 155 à 158



DR

Délégués à la première conférence des comités d'usine.

● Document 5

Lénine

Contre la désorganisation de la vie économique : le contrôle des comités d'usine

(Résolution sur les mesures à prendre
contre la débâcle économique)

1 La désorganisation complète de toute la vie économique de la Russie a atteint un tel degré qu'une catastrophe d'une ampleur inouïe, arrêtant complètement le travail de toute une série de branches essentielles de la production, empêchant les cultivateurs d'exercer leurs activités à l'échelle nécessaire, interrompant les communications ferroviaires, privant de blé les villes et une population industrielle de nombreux millions d'âmes, est devenue imminente. Plus encore, le délabrement économique se fait déjà sentir et a gagné diverses branches de la production. Il n'est possible de le combattre avec succès qu'en faisant appel à toute l'énergie du peuple et en adoptant des mesures révolutionnaires immédiates, tant en province que dans la capitale.

2 On ne peut conjurer la catastrophe ni par des moyens bureaucratiques, c'est-à-dire en créant des institutions au sein desquelles prédomineraient les capitalistes et les fonctionnaires, ni en sauvegardant les bénéfices des capitalistes, leur toute-puissance dans la production, l'emprise du capital financier, le secret commercial dans les domaines bancaire, commercial et industriel. L'expérience de nombreuses manifestations partielles de la crise dans différentes branches de la production l'a démontré avec une évidence absolue.

3 On ne peut conjurer la catastrophe que par l'établissement d'un véritable contrôle ouvrier de la production et de la répartition. Pour appliquer ce contrôle, il est nécessaire que :

– 1° dans toutes les institutions importantes, les ouvriers aient une majorité garantie des trois quarts des voix au moins, les patrons qui n'ont pas cessé leur activité et le personnel technique compétent étant obligatoirement tenus de participer au travail de ces institutions ;

– 2° les comités de fabrique et d'usine, les soviets centraux et locaux des députés ouvriers, soldats et paysans, ainsi que les syndicats reçoivent le droit de participer au contrôle, tous les livres de banque et de commerce leur étant soumis, tous les renseignements devant leur être obligatoirement communiqués ;

– 3° les représentants de tous les grands partis démocratiques et socialistes jouissent du même droit.

4 Le contrôle ouvrier, déjà reconnu par les capitalistes lors de divers conflits, doit être transformé sans délai par une série de mesures mûrement réfléchies, appliquées graduellement mais sans aucune perte de temps, en une réglementation complète de la production et de la répartition par les ouvriers.

5 Le contrôle ouvrier doit être étendu de la même façon avec les mêmes prérogatives, à toutes les opérations financières et bancaires, la situation financière devant être examinée dans son ensemble, et cela avec le concours des soviets et des congrès des employés de banques, de syndicats patronaux, etc., qui seront organisés immédiatement.

6 Le salut du pays acculé à la catastrophe exige avant tout que la population ouvrière et paysanne ait la certitude la plus entière, la plus absolue, inspirée non par des paroles, mais par des actes, que les institutions dirigeantes et pleinement habilitées à cet effet, en province comme dans la capitale, n'hésiteront pas à transmettre au peuple la majeure partie des profits, des revenus et des biens des gros et très gros magnats capitalistes de la banque, de la finance, du commerce et de l'industrie. Sans cela, on ne saurait ni exiger ni attendre l'application de mesures véritablement révolutionnaires, pas plus qu'une tension véritablement révolutionnaire des énergies de la masse ouvrière et paysanne.

7 En raison du délabrement complet de tout le système financier et monétaire, en raison aussi de l'impossibilité de l'assainir tant que durera la guerre, l'organisation étatique doit viser à mettre sur pied par grandes régions d'abord, puis dans le pays tout entier, un système d'échange d'outillage agricole, de vêtements, de chaussures et autres produits manufacturés contre le blé et autres produits de l'agriculture. Les coopératives urbaines et rurales doivent être appelées à y collaborer largement.

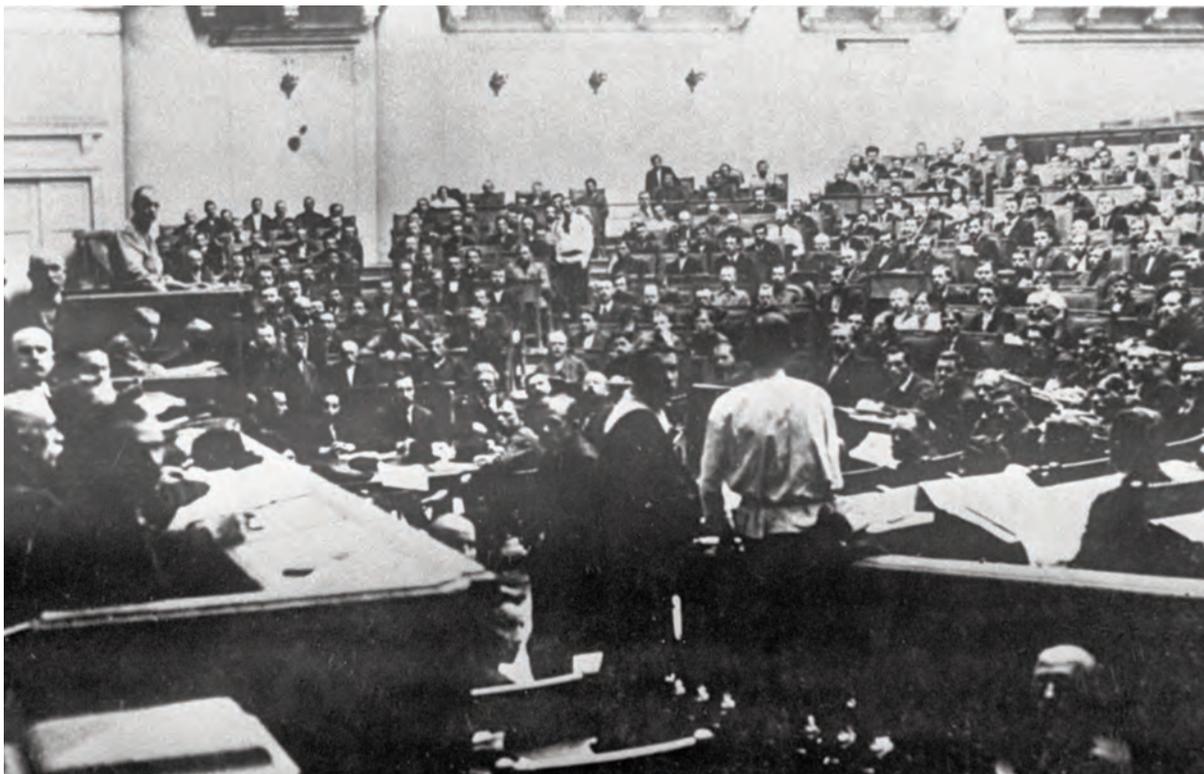
8 L'obligation générale du travail ne sera rendue possible et nécessaire qu'après l'application des mesures indiquées plus haut. Elle exigera à son tour l'institution d'une milice ouvrière, dans laquelle les ouvriers feront leur service gratuitement, en dehors de la journée de travail de 8 heures, en attendant la formation d'une milice embrassant la population entière, où les jours de service seront payés aux ouvriers et aux employés par les capitalistes [...].

9 L'une des tâches essentielles, parmi les mesures indispensables pour sauver le pays de la catastrophe, doit consister à transférer une grande quantité de main-d'œuvre à la production de houille, de matières premières et aux transports. Il n'est pas moins nécessaire d'affecter graduellement à la fabrication des produits indispensables au relèvement économique la main-d'œuvre actuellement occupée dans l'industrie de guerre.

10 L'application méthodique et efficace de toutes ces mesures n'est possible que si le pouvoir passe entièrement aux prolétaires et aux semi-prolétaires.

« *Social-démocrate* »,
n° 64, 25 mai (7 juin) 1917
Conforme au manuscrit

Œuvres – t. 24 – pp. 529 à 531
Ed. Sociales – Paris
Ed. du Progrès – Moscou - 1976



ARCHIVES/AFP

Conférence des comités d'usine, Palais Tauride, Petrograd.

● Document 6

Lénine

La situation politique (quatre thèses)

1 Organisée, consolidée, la contre-révolution s'est emparée, en fait, du pouvoir d'Etat. Cette véritable organisation et cette consolidation de la contre-révolution consistent dans l'union, remarquablement préparée, et déjà réalisée, des trois forces principales de la contre-révolution :

– 1° en sortant du ministère, le parti cadet, c'est-à-dire le véritable chef de la bourgeoisie organisée, a adressé un ultimatum à ce dernier, déblayant ainsi le terrain pour son renversement par la contre-révolution ;

– 2° l'état-major général et le commandement supérieur de l'armée, consciemment ou à demi consciemment secondés par Kerenski, que les socialistes-révolutionnaires même les plus en vue traitent maintenant de Cavaignac, se sont pratiquement emparés du pouvoir d'Etat et ont déclenché la répression contre les unités révolutionnaires du front. Ils ont commencé à désarmer les troupes et les ouvriers révolutionnaires de Petrograd et de Moscou, à étouffer et mater le mouvement de Nijni Novgorod, à arrêter les bolcheviks et à fermer leurs journaux, non seulement sans décision des tribunaux, mais encore sans décret du gouvernement. En fait, le pouvoir d'Etat en Russie est essentiellement aujourd'hui une dictature militaire ; ce fait est encore masqué par l'existence d'organismes révolutionnaires en paroles, mais pratiquement impuissants. Cependant, c'est un fait indéniable et décisif : sans l'avoir assimilé, on ne peut rien comprendre à la situation politique ;

– 3° la presse monarchiste des Cent-Noirs et la presse bourgeoise, qui sont déjà passées de la campagne acharnée contre les bolcheviks à une campagne contre les soviets, contre l'« incendiaire » Tchernov, etc., ont montré avec la plus grande évidence l'objet véritable de la dictature militaire qui règne aujourd'hui sur la Russie avec l'appui des cadets et des monarchistes : préparer la dissolution des soviets. Nombre de leaders socialistes-révolutionnaires et mencheviques, c'est-à-dire de chefs de la majorité actuelle des soviets, en sont déjà convaincus et l'ont déclaré ces jours derniers, mais, en vrais petits-bourgeois, ils éludent cette réalité redoutable par un verbiage ronflant et creux.

2 Les chefs des soviets et des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, Tsérétéli et Tchernov en tête, ont définitivement trahi la cause de la révolution en la livrant aux contre-révolutionnaires et en transformant leurs propres personnes, leurs partis et les soviets en feuilles de vigne de la contre-révolution.

En voici la preuve : socialistes-révolutionnaires et mencheviks ont livré les bolcheviks à la réaction et tacitement approuvé le sac des journaux bolcheviques, sans même avoir le courage de dire nettement et carrément au peuple qu'ils le faisaient et pourquoi ils le faisaient.

En légalisant le désarmement des ouvriers et des régiments révolutionnaires, ils se sont privés de tout pouvoir réel. Devenus les discoureurs les plus vains, ils aident la réaction à « retenir » l'attention du peuple tandis qu'elle met la dernière main à ses préparatifs de dissolution des soviets. Si l'on ne se rend pas compte de cette banqueroute totale et définitive des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, et de l'actuelle majorité des soviets, si l'on ne reconnaît pas le caractère entièrement fictif de leur « directoire » et autres mascarades, on ne peut absolument rien comprendre à toute la situation politique actuelle.

3 Tous les espoirs fondés sur le développement pacifique de la révolution russe se sont à jamais évanouis. La situation objective se présente ainsi : ou la victoire complète de la dictature militaire ou la victoire de l'insurrection armée des ouvriers. Cette victoire n'est possible que si l'insurrection coïncide avec une effervescence profonde des masses contre le gouvernement et la bourgeoisie, par suite de la débâcle économique et de la prolongation de la guerre [...].

4 Le parti de la classe ouvrière doit, sans renoncer à l'action légale, mais sans en exagérer un seul instant l'importance, *associer* le travail légal au travail illégal, comme en 1912-1914.

N'interrompons pas une heure l'action légale. Mais ne nous laissons pas séduire le moins du monde par les illusions constitutionnelles et « pacifistes ». Créons partout, sans délai, des organisations ou des cellules clandestines pour la publication de tracts, etc. Réorganisons-nous sans délai avec fermeté et sang-froid, sur toute la ligne.

Agissons comme en 1912-1914, quand nous savions parler du renversement du tsarisme par la révolution et l'insurrection armée sans perdre nos bases légales ni à la Douma d'Etat, ni dans les caisses d'assurances, ni dans les syndicats.

Rédigé le 23 (10) juillet 1917

Publié le 2 août (20 juillet) 1917

dans le journal *Proletarskoïé Diélo*, n°6

Œuvres – t. 24 – pp. 189 à 192

Ed. Sociales – Paris, Ed. du Progrès – Moscou, 1976

● Document 7

Lénine

À propos des mots
d'ordre

(extraits)

Il est arrivé trop souvent, aux tournants brusques de l'histoire, que des partis même avancés ne puissent, pendant plus ou moins longtemps, s'assimiler la nouvelle situation et répètent des mots d'ordre justes la veille, mais qui ont perdu tout sens aujourd'hui, qui ont perdu leur sens tout aussi « soudainement » que l'histoire a « soudainement » tourné.

Quelque chose d'analogue peut, semble-t-il, se répéter avec le mot d'ordre du passage de tout le pouvoir d'Etat aux soviets. Ce mot d'ordre fut juste pendant la période à jamais révolue de notre révolution qui va, disons, du 27 février au 4 juillet. Ce mot d'ordre a manifestement cessé d'être juste à présent [...].

Le pouvoir était alors en équilibre instable. Le gouvernement provisoire et les soviets se le partageaient par un accord librement consenti. Les soviets étaient formés par les délégués de la masse des ouvriers et des soldats libres, c'est-à-dire ne subissant aucune contrainte extérieure, et armés. Les armes entre les mains du peuple, l'absence de toute contrainte extérieure pesant sur le peuple, tel était *le fond* des choses. Voilà ce qui permettait et assurait le développement pacifique de toute la révolution. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » était le mot d'ordre de l'étape immédiate, du tout premier pas à réaliser dans cette voie pacifique de développement. C'était un mot d'ordre du développement pacifique de la révolution, possible, et, naturellement, souhaitable, du 27 février au 4 juillet, et qui est devenu maintenant absolument impossible [...].

Le 4 juillet marque justement un tournant en ce sens qu'après lui, la situation objective apparaît brusquement modifiée. L'instabilité du pouvoir a pris fin : le pouvoir est passé, à l'endroit décisif, à la contre-révolution. Le développement des partis sur la base de la politique d'entente des partis petits-bourgeois, socialiste-révolutionnaire et menchevique, avec les cadets contre-révolutionnaires, a pratiquement fait de ces deux partis les complices et les auxiliaires d'une sanglante répression contre-révolutionnaire. L'inconsciente confiance des petits-bourgeois envers les capitalistes les a amenés, par le développement même de la lutte entre les partis, à soutenir sciemment les contre-révolutionnaires. Le cycle du développement des rapports entre les partis est clos. Le 27 février,

toutes les classes étaient unies contre la monarchie. Après le 4 juillet, la bourgeoisie contre-révolutionnaire, marchant avec les monarchistes et les Cent-Noirs, s'est adjoint, en partie par l'intimidation, les petits-bourgeois socialistes-révolutionnaires et mencheviques, et a confié le pouvoir d'Etat effectif aux Cavaignac, à la clique militaire qui fusille les récalcitrants sur le front et massacre les bolcheviks à Petrograd.

Réclamer la transmission du pouvoir aux soviets serait aujourd'hui du donquichottisme ou une dérision. Lancer ce mot d'ordre reviendrait, objectivement, à tromper le peuple, à lui inspirer l'illusion qu'il suffit *aujourd'hui encore* aux soviets de vouloir prendre le pouvoir ou d'en décider ainsi pour l'obtenir, qu'il y a encore au soviet des partis non compromis par leur complicité avec les bourreaux et qu'on peut faire en sorte que ce qui fut n'ait pas été [...].

Tant pis pour le gouvernement et pour les soviets ! répondrons-nous, car en ce cas ce sont des zéros, des marionnettes ; le pouvoir réel ne leur appartient pas.

Le peuple doit, avant tout et par-dessus tout, savoir *la vérité*, savoir en quelles mains se trouve réellement le pouvoir d'Etat. Il faut lui dire toute la vérité : le pouvoir est aux mains de la clique militaire des Cavaignac (Kerenski, certains généraux et autres officiers, etc.), que la bourgeoisie soutient en tant que classe, le parti cadet en tête, avec tous les monarchistes agissant par l'entremise de tous les journaux ultrarévolutionnaires comme le *Novoïe Vremia*, le *Jivoïe Slovo*, etc.

Ce pouvoir, il faut le renverser. Faute de quoi, toutes les phrases sur la lutte avec la contre-révolution resteront creuses et ne serviront qu'à « se tromper soi-même et tromper le peuple ».

Ce pouvoir est actuellement soutenu à la fois par les ministres Tsérétéli et Tchernov, et par leurs partis : leur rôle de bourreaux doit être expliqué au peuple, ainsi que le caractère inévitable de cet « aboutissement » de ces partis après leurs « erreurs » du 21 avril, du 5 mai, du 9 juin, du 4 juillet, après l'approbation qu'ils ont donnée à la politique de l'offensive, politique qui décidait à l'avance, pour les neuf dixièmes, de la victoire des Cavaignac en juillet [...].

La seconde objection se réduit, elle aussi, à substituer des raisonnements trop généraux à des vérités concrètes. Rien, aucune force, sinon celle du

prolétariat révolutionnaire, ne peut renverser la contre-révolution bourgeoise. Après l'expérience de juillet 1917, c'est précisément le prolétariat révolutionnaire qui doit prendre lui-même le pouvoir : hors de là, *pas de victoire possible* pour la révolution. Le pouvoir aux prolétaires soutenus par les paysans pauvres ou les semi-prolétaires, voilà la seule solution, et nous avons déjà vu quelles circonstances peuvent la hâter grandement.

Les soviets pourront et devront faire leur apparition dans cette nouvelle révolution ; *pas* les soviets d'aujourd'hui, pas ces organes d'entente avec la bourgeoisie, mais des organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Nous resterons, alors aussi, partisans d'un Etat bâti sur le type des soviets, c'est certain. Il ne s'agit pas de disserter sur les soviets en général, mais de combattre la contre-révolution *actuelle* et la trahison des soviets *actuels*.

Substituer l'abstrait au concret est un des péchés les plus grands et les plus dangereux en temps de révolution. Les soviets actuels ont échoué, ont fait complètement faillite, parce que les partis socialiste-

révolutionnaire et menchevique y dominant. A l'heure actuelle, ces soviets ressemblent à des moutons conduits à l'abattoir, et qui, poussés sous la hache, bêlent lamentablement. Les soviets sont *maintenant* débiles et impuissants en face de la contre-révolution victorieuse, qui poursuit ses succès. Le mot d'ordre de la remise du pouvoir aux soviets peut être compris comme un « simple » appel réclamant le passage du pouvoir précisément aux soviets actuels ; or tenir ce langage, lancer de semblables appels, ce serait maintenant tromper le peuple. Rien n'est plus dangereux que la tromperie.

Le cycle du développement de la lutte des classes et des partis en Russie qui va du 27 février au 4 juillet est clos. Un nouveau cycle commence, où entrent les classes, les partis, les soviets, non pas anciens, mais rénovés au feu des combats, aguerris, instruits, régénérés à travers la lutte [...].

In *Œuvres* – t. 25 – pp. 198 à 205
Ed. Sociales – Paris
Ed. du Progrès – Moscou

● Document 8

Oskar Anweiler

« Marée montante » :
majorité bolchevique
dans les soviets

L'échec de l'insurrection de Juillet parut tout d'abord mettre un frein à la progression du bolchevisme ; au bout de quelques semaines, celui-ci faisait de nouveaux bonds en avant. Grâce à l'énergie qu'il avait déployée pour déjouer la conspiration de Kornilov, le Parti avait recouvré et bien au-delà, son prestige aux yeux des masses. La crise permanente au sommet de l'Etat, la misère sans cesse accrue dans les villes, les demi-mesures en matière de réforme agraire et, avant tout, l'absence d'une politique de paix autre que velléitaire avaient eu pour effet de sensibiliser une grande partie du peuple russe aux mots d'ordre extrêmement simples des bolcheviks : la paix, la terre et le pain.

Fin août-début septembre, le bolchevisme se transforma en mouvement de masse. Encore relativement faible du point de vue numérique, le parti jouissait de l'appui de millions d'hommes à la fois aigris et pleins d'espoir. Pour chaque militant actif, on comptait vingt, trente, voire cinquante « bolcheviks », qui, sans adhérer formellement au parti, se rangeaient au nombre de ses sympathisants.

Cette montée en flèche de l'influence bolchevique pouvait se lire dans les résultats des élections, quasi quotidiennes un peu partout dans le pays, aux soviets, aux directions syndicales, aux comités de fabrique, aux organes d'auto-administration municipale et rurale, etc., quoique d'une manière inégale selon les moments et les régions. Comme cela va de soi, tel fut le cas, en

premier lieu, au sein des organismes ouvriers. Dès l'été, les comités de fabrique de Petrograd et de Moscou, de l'Oural et du bassin du Donetz étaient la plupart du temps à majorité bolcheviste. Mais, au cours de l'automne, les syndicats, jusqu'alors chasse gardée des mencheviks, se mirent à leur tour à tomber les uns après les autres sous la coupe des bolcheviks. Alors que 36,4 % seulement des délégués à la conférence panrusse des syndicats avaient en juin voté bolchevik, 58 % des 117 délégués syndicaux à la conférence démocratique de septembre étaient bolcheviks, contre 38,4 % mencheviks et S-R de droite. A la veille d'Octobre, presque tous les syndicats des grands centres industriels suivaient le parti de Lénine ; seules exceptions, mais de taille : l'Union des cheminots et les syndicats des postiers et des travailleurs du Livre.

Les élections aux doumas de ville, qui permettaient de déceler dans quelle mesure le corps électoral votait bolchevik, révélaient, elles, aussi un revirement massif de la population. Après les élections d'août à la douma de Petrograd, les bolcheviks virent le nombre de leurs sièges passer de 37 à 67, ce qui les mettait en deuxième position derrière les socialistes-révolutionnaires (S-R), avec leurs 75 élus, et loin devant les 42 cadets (constitutionnels-démocrates) et les 8 mencheviks (contre 40 précédemment !). Les résultats les plus spectaculaires furent enregistrés lors des élections aux doumas d'arrondissement de Moscou (fin septembre). Si on les compare à ceux des élections à la douma de Moscou-ville (juin), on obtient le tableau suivant :

<i>Partis</i>	<i>Nombre de voix Juin</i>	<i>Nombre de voix Septembre</i>	<i>Pourcentage Juin</i>	<i>Pourcentage Septembre</i>
S-R	374 885	54 374	58	14
Menchevique	76 407	15 887	12	4
Cadet	168 781	101 106	17	26
Bolchevique	75 409	198 320	12	51

C'était la première fois que, dans une grande ville, les bolcheviks remportaient la majorité absolue des suffrages, encore qu'il faille noter à ce propos que la participation électorale avait fortement baissé par rapport à la consultation précédente et que seule la moitié des électeurs inscrits avait voté. Trotski dit tenir

ces résultats pour caractéristiques de la situation d'avant Octobre : « L'érosion des groupes intermédiaires, la stabilité considérable du camp bourgeois et la croissance gigantesque du parti prolétarien le plus détesté et persécuté [?] — tout cela présentait les symptômes infaillibles de la crise révolutionnaire. » Les journaux

de ce qui était encore la majorité des soviets aboutissaient à des conclusions analogues quand ils écrivaient que la poussée à gauche encouragerait les bolcheviks à redoubler de menées subversives et risquait d'amener la guerre civile [...].

Dès lors, les principaux points stratégiques des environs de la capitale se trouvaient *de facto* aux mains des bolcheviks. Et, au début de septembre, ceux-ci parvinrent à l'emporter au sein du soviet de Petrograd lui-même. Dans la nuit du 31 août, le soviet, encore traumatisé par la tentative de Kornilov, adopta par 79 voix contre 115 et 51 abstentions une motion de défiance contre le gouvernement provisoire présentée par les bolcheviks. Ce qui amena, le 5 septembre, le présidium mencheviques - S-R du soviet à résigner ses pleins pouvoirs. Alléguant que le vote du 31 août avait été obtenu par surprise, en l'absence d'un grand nombre de députés favorables à la majorité, il décida qu'un nouveau vote aurait lieu le 9 septembre.

Les *Izvestia* invitèrent les députés à vaincre l'indifférence de plus en plus marquée dont ils faisaient preuve envers les travaux du soviet, et à prendre clairement position. Tandis que les mencheviks mettaient l'accent sur l'importance de ce scrutin du point de vue des principes, les bolcheviks disaient ne vouloir voter que sur la question technique du mode de répartition des sièges au présidium : ou bien la représentation proportionnelle, comme ils le proposaient, ou bien l'actuel système majoritaire.

Ils pouvaient compter à cet égard sur le soutien du groupe de Martov et même sur celui de la fraction des socialistes populistes, située pourtant bien plus à droite. Lorsque Ceretelli rappela au cours des débats que Kerenski lui-même était membre du présidium du soviet, Trotski sauta sur l'occasion pour attaquer vivement le chef du gouvernement. Il déclara aux députés qu'en votant, ils voteraient en même temps pour ou contre la politique de Kerenski.

Cette manœuvre, qui tablait sur la mentalité assez nébuleuse des masses, mais qu'un retournement graduel d'opinion caractérisait néanmoins depuis Février, remplit son but : la motion bolcheviste fut adoptée par 519 voix contre 414 et 67 abstentions. Les jours suivants, la section des ouvriers et la section des soldats désignèrent leurs représentants au comité exécutif et au présidium du soviet : la première envoya 13 bolcheviks, 6 SR et 3 mencheviks siéger à l'exécu-

tif, et la seconde, 10 S-R, 9 bolcheviks et 3 mencheviks. Trotski fut élu le 25 septembre président permanent du soviet de Petrograd ; incarnation de l'héritage révolutionnaire du soviet de 1905, et reconnu comme tel, il exerçait en fait cette fonction depuis le vote du 9.

Au même moment qu'à Petrograd, les bolcheviks acquirent aussi la majorité au soviet des députés ouvriers de Moscou, ainsi qu'aux assemblées générales rassemblant députés ouvriers et députés soldats. L'influence prépondérante des bolcheviks sur les travailleurs de la ville devint manifeste dès la mi-août, date à laquelle, en pleine session de la conférence d'Etat, les syndicats, bafouant une décision des deux soviets, lancèrent avec succès un ordre de grève de protestation.

Le 5 septembre, par 355 voix contre 254, le conseil d'ouvriers et de soldats réuni en séance plénière adopta une résolution bolcheviste sur la situation politique. Du même coup, le présidium, qui avait à sa tête le menchevik Khincuk, fut contraint de démissionner. Les réélections du 19 septembre donnèrent aux bolcheviks 32 sièges à l'exécutif du conseil ouvrier, 16 aux mencheviks, 9 aux SR et 3 aux social-démocrates unifiés ; la présidence revint à Nogin, le dirigeant bolcheviste.

En revanche, en ce qui concerne l'exécutif des soldats, les S-R, avec 26 sièges contre 16 aux bolcheviks et 9 aux mencheviks, virent confirmer une suprématie qu'ils gardèrent jusqu'aux événements d'Octobre. De la sorte, si les forces en présence s'équilibraient à peu près lors des réunions communes des deux exécutifs, où les bolcheviks se trouvaient même souvent mis en minorité, ceux-ci réussissaient à imposer leurs décisions aux séances plénières des deux soviets. Au soviet du cercle comme à celui du gouvernement de Moscou, les bolcheviks disposaient de la majorité des voix dès la fin de mai.

Ainsi majoritaires dans les deux capitales, ils relancèrent avec une vigueur et aussi avec un succès accrus la campagne en faveur du pouvoir soviétiste qu'ils avaient passagèrement interrompue [...].

In *Les Soviets en Russie* –
Ed. Gallimard – 1972
pp. 222 à 227

● Document 9

Nicolas Soukhanov

**Démocratie soviétique
dans l'armée**

Le 18 octobre, la section militaire du soviét de Saint-Petersbourg adressa un télégramme à toutes les unités, leur prescrivant de s'abstenir de toute action indépendante et de n'exécuter les ordres de l'état-major de région *qu'après leur approbation par la section militaire*. Les destinataires étaient invités à se rendre le jour même au Smolny pour y recevoir des éclaircissements verbaux.

Le Comité exécutif central retint ce télégramme, mais les représentants des unités se réunirent quand même au Smolny. La réunion au cours de laquelle Trotski prit la parole fut reconnue sans pouvoir par le CEC. Il s'agissait cette fois moins d'agiter les unités que de les faire parler. Les hommes de l'Izmaïlovski, les chasseurs, les grenadiers, les hommes du Volhynski, les soldats du bataillon Electro-technique, ceux du régiment de Moscou, les marins de la Baltique et d'autres dirent à peu près la même chose : le pouvoir aux soviets ; ils se mettront en mouvement au premier appel ; ils n'ont que méfiance et mépris pour le gouvernement et pour le CEC. Seules les unités de cavalerie proclamèrent soit leur passivité, soit leur refus de participer à toute action. En tout cas, ils observaient la neutralité, un terme souvent employé à l'époque. Le lendemain 19 octobre, le CEC convoqua une autre réunion des représentants de la garnison, « ayant pouvoir de prendre des décisions » ; les convoqués reprirent leur position de la veille : *ils obéiraient sans réserve au soviét de Saint-Petersbourg et n'agiraient que sur ses ordres*.

Le samedi 21 eut lieu une réunion des comités de régiments et de compagnies de toutes les unités. Trois résolutions y furent votées à l'unanimité moins 57 abstentions.

Premièrement, le congrès qui allait se réunir prendrait le pouvoir afin de donner la terre, la paix et le pain. La garnison s'engageait à mettre la disposition du congrès toutes ses forces, jusqu'au dernier homme.

Deuxièmement, un comité militaire révolutionnaire avait été formé et s'était mis au travail. La garnison saluait ce comité et promettait de le soutenir pleinement dans toutes ses initiatives.

Troisièmement, le lendemain, dimanche 22 octobre, aurait lieu un inventaire pacifique des forces. Sans aucune démonstration, la garnison assurerait le maintien de l'ordre et, en cas de nécessité, repousserait les tentatives de la bourgeoisie de semer le trouble dans les rangs révolutionnaires.

Ainsi, le 21 octobre, la garnison de Saint-Petersbourg reconnut définitivement le soviét de Saint-Petersbourg comme le seul pouvoir existant et le comité militaire révolutionnaire comme son organe de commandement direct.

[...] Quelques heures après la réunion des représentants de la garnison au soir du 21 octobre, des délégués du comité militaire révolutionnaire allèrent à l'état-major, chez le commandant de région Polkovnikov, exiger le droit de contresigner tous les ordres de l'état-major à la garnison. Polkovnikov refusa catégoriquement et les représentants du Smolny revinrent bredouilles [...].

Entre-temps, les membres du soviét se réunissaient au Smolny pour une assemblée extraordinaire. Avec eux vinrent les représentants des régiments, convoqués à nouveau d'urgence. Trotski leur expliqua la situation : l'état-major refusait de se soumettre au contrôle du comité militaire révolutionnaire. Cette attitude étrange nécessitait des « mesures nouvelles ». On les prit et on les envoya par téléphone immédiatement à toutes les unités de la garnison.

« A la réunion du 21 octobre, la garnison révolutionnaire s'était unie autour du comité militaire révolutionnaire, le considérant comme son organisme dirigeant. Mais l'état-major de la région militaire de Petrograd, refusant de le reconnaître, n'a pas voulu travailler en contact avec les représentants de la section des soldats du soviét. L'état-major a donc rompu avec la garnison révolutionnaire et le soviét de Petrograd. Dès lors, l'état-major devient un instrument des forces contre-révolutionnaires. Le comité militaire révolutionnaire dénie désormais toute responsabilité quant aux actes de l'état-major... »

« Soldats de Petrograd, la protection de l'ordre révolutionnaire vous incombe à présent à vous, sous la direction du comité militaire révolutionnaire. Aucun ordre à la garnison non contresigné par le comité n'est valide. Toutes les instructions pour la journée d'aujourd'hui, la "Journée du soviét de Petrograd", restent en vigueur. Chaque soldat de la garnison est tenu de faire preuve de vigilance, de maîtrise de soi et de discipline absolue. La révolution est en danger ! Vive la garnison révolutionnaire ! »

Si les prémisses d'un tel document sont d'une naïveté à faire peur, les conclusions en sont substantielles : la garnison refusera d'exécuter les ordres des autorités légales.

C'était là, cette fois, un acte d'insurrection !

[...] Le commissaire nommé à la forteresse Pierre-

et-Paul était revenu, rapportant que le commandant de la forteresse refusait de le reconnaître, et l'avait menacé d'arrestation. La forteresse devait donc être considérée comme se trouvant aux mains du gouvernement. Cela compliquait tout.

De plus, il y avait dans cette forteresse un arsenal de cent mille fusils. Occuper la forteresse une fois les combats commencés était plus que risqué. Or le gouvernement pouvait y trouver refuge en attendant l'arrivée des troupes du front.

Trotsky proposa de se rendre là-bas, d'y tenir un meeting, de s'emparer non des corps, mais des âmes de la garnison. C'était sans risque. De plus, il était possible que, même après cela, le gouvernement restât dans son nirvana et laissât le Smolny poursuivre, sans obstacles, des opérations de plus en plus larges.

Trotsky se mit en route sans perdre de temps, accompagné de Lachévitch. Leurs discours furent accueillis avec enthousiasme. La garnison vota, pour ainsi dire, à l'unanimité une résolution sur les pouvoirs des soviets, se déclarant prête à s'insurger les armes à la main contre le gouvernement bourgeois. Le commissaire du Smolny fut installé dans la forteresse sous la protection de la garnison, ignorant le commandant. Cent mille fusils supplémentaires passèrent aux mains des bolcheviks. Le gouvernement ne réagit pas.

In *La Révolution russe, 1917* –
Le Cercle du nouveau livre d'histoire – 1966
pp. 307 à 316



ARCHIVES/AFP

**Отъ Военно - Революціоннаго Комитета при Петроградскомъ Совѣтѣ
Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.**

Къ Гражданамъ Россіи.

Временное Правительство низложено. Государственная власть перешла въ руки органа Петроградскаго Совѣта Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ Военно-Революціоннаго Комитета, стоящаго во главѣ Петроградскаго пролетаріата и гарнизона.

Дѣло, за которое боролся народъ: немедленное предложеніе демократическаго мира, отмена помещичьей собственности на землю, рабочій контроль надъ производствомъ, созданіе Совѣтскаго Правительства — это дѣло обеспечено.

**ДА ЗДРАВСТВУЕТЪ РЕВОЛЮЦІЯ РАБОЧИХЪ, СОЛДАТЪ
И КРЕСТЬЯНЪ**

**Военно-Революціонный Комитетъ
при Петроградскомъ Совѣтѣ
Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.**

25 октября 1917 г. 10 ч. утра.

● 4
Le congrès
du pouvoir prolétarien
Octobre 1917



25 Octobre. La faucille du paysan et le marteau de l'ouvrier, l'étoile de l'armée rouge protège la victorieuse Révolution d'octobre.

Le congrès du pouvoir prolétarien Octobre 1917

Le congrès des soviets d'octobre 1917 honore enfin le mandat de la révolution de Février. C'est le sens du texte remarquable écrit par Pierre Pascal pour la revue *La Révolution prolétarienne*, fondée par Monatte, dans son numéro anniversaire de novembre 1967 : « *Octobre et Février ne sont qu'une révolution* » (document 1).

Celui qui est à ce moment en France l'un des derniers survivants des acteurs de la révolution montre que « *cet accomplissement des aspirations populaires de février* » – les décrets d'octobre – « *ne portaient pas la marque d'un parti* », qu'ils « *n'avaient rien de sectaire ni "d'extrémiste"* ». Le point de vue de ce révolutionnaire (chrétien) mobilisé auprès de l'ambassadeur de Russie, qui refusa de rentrer en France pour travailler auprès du comité central bolchevique, refusa ensuite de se plier aux injonctions de Staline, est une expression du large front unitaire qui se constitue autour de la majorité soviétique.

La méthode du bolchevisme dans ce congrès, exactement contraire au montage que vient de diffuser Arte (1), est celle de la recherche du front unique de la classe exploitée, dans toutes ses composantes, et de l'alliance entre ouvriers et paysans.

« *Nous n'avons exclu personne* », déclare Lénine au lendemain du congrès devant le soviet de Petrograd. Est-ce une figure de rhétorique, de la langue de bois, ou un fait ? Le lecteur sera juge. Quelles que soient les fluctuations du comptage des voix, liées au rapide mouvement vers la gauche de nombreux délégués au sein même du congrès, les bolcheviks ont la majorité absolue sur tous les autres partis, ce qui est déjà spectaculaire en quatre mois. En outre, et cette fois il s'agit de la révolution dans son ensemble, l'écrasante majorité des délégués arrive mandatée sur « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Les chiffres de Trotsky – 505 délégués sur 667, soit 75 % – ne sont que peu minorés par Anweiler, hostile aux bolcheviks : 70 %. Et face à cette volonté massive, comme on l'a déjà vu à la conférence panrusse des comités de fabrique et d'usine, ne s'opposent que des groupes résiduels : 81 et 55 s'accrochent à l'illusion d'une « *coalition* » avec la bourgeoisie, 21 à une coalition sans les cadets. La volonté des masses russes est incontestable. D'ailleurs, ces masses sont désormais physiquement présentes dans la salle, car elles ont, après les trahisons de tant de beaux parleurs petits-bour-

geois, mandaté ceux des leurs dont elles ont éprouvé la fermeté révolutionnaire.

Méditons en 2017, au milieu du naufrage, du discrédit des partis de la démocratie bourgeoise, cette vérification de l'efficacité de la démocratie ouvrière : des députés élus et contrôlés sur un mandat, immédiatement révocables en cas de défaillance ou de trahison !

« *Dans leur majorité, ils n'avaient accédé à la vie politique que depuis la révolution. Ils avaient été formés par l'expérience de huit mois. Ce qu'ils savaient était peu de chose, mais ils le savaient solidement. L'apparence extérieure du congrès en démontrait la composition. Les galons d'officier, les lunettes et les cravates d'intellectuels du premier congrès avaient presque complètement disparu. Ce qui dominait sans partage, c'était la couleur grise, vêtements et visages. Tous s'étaient usés pendant la guerre. De nombreux ouvriers des villes avaient endossé des capotes de soldats ; les délégués des tranchées n'avaient pas l'air très présentables : pas rasés depuis longtemps, de vieilles capotes déchirées, de lourds bonnets à poil dont la ouate perçait souvent par des trous, sur des tignasses ébouriffées. De rudes faces mordues par les intempéries, de lourdes pattes couvertes d'engelures, des doigts jaunis par les grossières cigarettes, des boutons à demi arrachés, des bretelles pendantes, des bottes rugueuses, rousses, qui n'avaient pas été goudronnées depuis longtemps. La nation plébéienne avait envoyé pour la première fois une représentation honnête, non fardée, faite à son image et ressemblance* » (Léon Trotsky – *Histoire de la Révolution russe*, t. 2 – Ed. du Seuil – 1950 - p. 682).

Le respect du mandat, dans cette démocratie soviétique, s'applique y compris lorsque ce mandat diffère de la position bolchevique, comme le montre le décret sur la terre. Au moment où, comme on va le voir, une petite fraction de socialistes-révolutionnaires de droite déserte le congrès, le programme agraire de ce parti, abandonné par lui depuis le début de la révolution, est adopté !

On lit au point 4 du décret : « *Pour diriger les grandes transformations agraires, jusqu'à leur solution définitive par l'Assemblée constituante, il convient de tenir compte du mandat impératif ci-dessous, établi d'après les 242 mandats locaux par la rédaction des Izvestia du soviet des députés paysans de Russie et publiée dans le n° 88 de ces Izvestia (19 août 1917).* »

Lénine commente : « *Des voix s'élèvent pour dire que le décret lui-même et le mandat ont été établis par les socialistes-révolutionnaires. Soit. Qu'importe par qui ils ont été établis : mais nous, en tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons pas éluder les décisions prises par les couches populaires, quand bien même nous ne serions pas d'accord avec elles. En appliquant le décret dans la pratique, en l'appliquant sur les lieux, les paysans comprendront eux-mêmes où est la vérité* » (Œuvres – t. 26 - p. 269).

« *Nous n'avons exclu personne* » : le congrès du pouvoir élit un exécutif central de 101 membres, 62 bolcheviks, 29 S-R de gauche. « *Le comité exécutif central doit dans la suite se compléter de représentants des soviets paysans et des organisations d'armées nouvellement élues. Les fractions qui ont quitté le congrès jouissent du droit d'envoyer au comité exécutif central leurs délégués sur la base d'une représentation proportionnelle* » (Léon Trotsky – op. cit., p. 723).

Comparons ces faits d'histoire avec l'ordinaire propagande en usage en 2017 : quelques exemples, parmi les nombreuses falsifications du téléfilm d'Arte.

1. Les téléspectateurs sont bien informés que « *la Russie se couvre littéralement de soviets* », et qu'au premier congrès, en juin, « *les bolcheviks n'avaient que 105 délégués sur 777. Lénine était entouré d'une foule hostile qui le regardait comme une bête sauvage* » (citation savamment découpée de Sukhanov). Mais le scrupuleux cinéaste et ses conseillers historiques ne jugent pas utile de faire connaître le renversement de majorité dans toute la Russie et les chiffres du congrès d'octobre, les proportions données ci-dessus. Les chiffres du retournement de majorité ne sont donnés que pour le soviet de Petrograd en septembre. L'unique donnée nationale communiquée au spectateur restera jusqu'au bout celle de juin : « *Les bolcheviks sont minoritaires. Ce sont les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui dominant de manière écrasante.* »

Leur thèse, en effet, est que Lénine, obsédé par l'insurrection et la violence d'une avant-garde, prend le pouvoir *contre le congrès*, contre la démocratie soviétique. Il veut « *pour son seul parti accaparer le pouvoir* ». On lui fait dire : « *Au diable le congrès des soviets, le pouvoir nous tend les bras !* »

Comme ce prétendu putsch militaire (2) n'est guère compatible avec une majorité de 75 % dans le congrès, avec une légitimité démocratique indiscutable, M. Tourbe, réalisateur, cachera ce fait historique au spectateur, tout simplement. Il est seulement question d'une « *opposition* » qui se dresse contre Lénine et Trotsky dans le congrès, mais ce terme général peut désigner des opposants à l'insurrection.

2. Après avoir dissimulé les chiffres de la majorité du congrès, majorité comprenant de nombreuses fractions et partis, bien au-delà des bolcheviks, les auteurs inversent le déroulement des événements : ce ne sont plus les S-R de droite ultra-minoritaires, y compris dans leur parti, qui désertent immédiatement, condamnés par Trotsky, mais l'inverse : « *Trotsky s'adresse à l'opposition avec une violence calculée* : "Le peuple russe nous a suivis, nous sommes victorieux, vous êtes de pauvres types qui avez fait banqueroute, votre rôle est terminé, allez là où vous devez vous trouver, dans la poubelle de l'histoire !" *Scandalisés, les députés de l'opposition décident de quitter le congrès et laissent les bolcheviks entre eux.* » « *Puis le congrès, désormais bolchevique, attribue enfin tout le pouvoir au soviet, mais c'est de pure forme, la démocratie soviétique vient d'être confisquée par un seul parti. Lénine a gagné.* » « *Le lendemain, 26 octobre, la Russie se réveille avec un nouveau gouvernement présidé par Lénine, et intégralement bolchevique, et intitulé, pour bien marquer la rupture, Conseil des commissaires du peuple.* »

Tout est truqué, inversé : les auteurs, après avoir masqué délibérément les comptages de voix à l'entrée et pendant le congrès, élèvent une poignée de S-R et de mencheviks, battus à plate couture en toute légitimité, au rang de héros de la démocratie, contre la violence bolchevique : or c'est l'immense majorité des députés ouvriers et soldats du congrès qui conspuent leur désertion. La majorité des S-R, désormais S-R de gauche, restée dans le congrès, représentée dans l'exécutif, est proprement escamotée : les bolcheviks « *restent entre eux* » ! Ainsi, une majorité de députés soviétiques, très supérieure à 2/3, s'est « *confisqué* » le pouvoir... à elle-même. Sans parler des efforts répétés des bolcheviks pour intégrer au gouvernement les représentants S-R de gauche...

Nous fournissons au lecteur deux antidotes à l'intoxication des faussaires. Anweiler, peu amène politiquement, encore une fois à l'égard du bolchevisme, mais jugeant, lui, en historien et non en propagandiste, parle avec gêne d'une « *bévue tactique* » dans la sortie des S-R, qui scandalise le congrès (document 2). Quant au menchevik Sukhanov, sans cesse convoqué par les auteurs du téléfilm, il qualifie son départ du congrès de plus grand crime de sa vie (document 3). Allez savoir pourquoi, le téléfilm d'Arte a soigneusement découpé son témoignage en écartant cette conclusion politique majeure...

Au fait, qu'a décidé le II^e Congrès panrusse des soviets, le premier gouvernement ouvrier victorieux de l'histoire ? La paix, la terre, les revendications ouvrières et populaires, qui ont soulevé la

révolution gigantesque de dizaines de millions d'opprimés ? Peu de chose, apparemment, pour M. Tourbe, cinéaste, et ses conseillers, qui encore une fois jugent inopportun de communiquer ces informations au téléspectateur (3).

3. La falsification n'est pas moins flagrante à propos de Moscou : « *Si Petrograd est tombée facilement (sic), il faut trois semaines de combats de rue pour faire plier la résistance à Moscou. Personne ne croit que Lénine pourra se maintenir au pouvoir.* » Petrograd n'est pas plus « tombée » que Paris lors de la prise de la Bastille par le peuple en armes. Quant à Moscou... On peut admettre que le réalisateur de ce docu-fiction de propagande soit très ignare, mais ceux qui prétendent à ses côtés être historiens ont tout le loisir de vérifier (voir dans la partie précédente les chiffres et le tableau de Anweiler) que la démocratie à Moscou n'a pas seulement donné une large majorité aux bolcheviks dans les soviets, mais qu'à la municipalité de Moscou leur progression est spectaculaire : majorité absolue sur tous les partis !

On ne peut tout relever. Le commentaire fiel attribue aux bolcheviks l'initiative de la guerre civile et de la famine qu'elle entraîne. Ces « historiens » n'ont apparemment jamais entendu parler de l'agression de l'Etat ouvrier et de la nation russe par *quatorze armées étrangères*, dont celle de l'impérialisme français. Cela ne s'enseigne plus

au lycée depuis Allègre, mais on peut encore le vérifier sur Wikipédia...

On trouvera une évaluation honnête de la signification universelle du congrès des soviets, congrès de victoire des classes exploitées, dans l'article de Pierre Pascal.

Michel Sérac

(1) *Lénine, une autre histoire de la révolution russe*, Cédric Tourbe, Arte, 28 février 2017.

(2) Voici le passage du commentaire illustrant un « coup » militaire par une minorité bolchevique de l'armée : « *Les bolcheviks peuvent mobiliser environ 20 000 hommes, c'est-à-dire 10 % des troupes de Petrograd, dont le fer de lance sont les marins de Cronstadt. Ils utilisent le comité militaire révolutionnaire, l'organe du soviet qui dirige la défense de Petrograd. Ce comité est dirigé en sous-main par les bolcheviks.* » Mais comme par la suite, on apprend qu'il ne reste que 300 défenseurs sur 3 000 devant le palais du gouvernement, que la forteresse Pierre-et-Paul passe unanimement à l'insurrection, que Kerenski « *est parti le matin même à la recherche de renforts qui ne viendront jamais* », le spectateur est abandonné à sa perplexité : où sont donc passés les 90 % de soldats qui devraient faire face aux 10 % bolcheviques ? Que d'efforts pour dissimuler la prise de contrôle totale de l'armée par les conseils de soldats, réduisant l'état-major à l'impuissance !

(3) On retrouve les calomnies centenaires de la réaction – « *Que les bolcheviks aient touché de l'argent des Allemands, c'est une certitude* » – assénées bien sûr en l'absence de toute preuve. Kerenski lui-même, calomniateur virulent pour ses besoins politiques à l'été 1917, a reconnu en novembre 1957, dans la revue de Boris Souvarine : « *Je suis obligé de dire que Lénine n'était pas un agent allemand* »...

● Document 1 Pierre Pascal

Octobre et février ne sont qu'une révolution

Octobre contraste avec Février.

Février s'était passé dans la rue : tous les actes d'un drame. La modeste manifestation des ouvrières grossie en une masse immense inondant la Perspective Nevski au cri : « Du pain ! » Puis la grève générale faisant déferler sur le centre le peuple ouvrier qui réclame « A bas la guerre ! A bas l'autocratie ! » Ensuite, la rencontre entre le peuple désarmé et les cosaques : la décision approche. Un flottement d'abord, des deux côtés : la troupe tire, il y a des tués. Enfin, tout à la fois, un régiment passe à l'émeute et les autres suivent ; le peuple occupe les commissariats et l'Arsenal, s'y arme et y met le feu. La préfecture brûle avec ses dossiers, les prisonniers de la forteresse Pierre-et-Paul sont libérés, le drapeau rouge est hissé sur le Palais d'Hiver, les aigles impériales sont brisées. La révolution est faite, et cela à la grande surprise des politiciens et leaders de tous les partis, de ceux-là mêmes qui depuis des années la prêchaient. Elle a été faite au grand jour, par le peuple : les ouvriers et les soldats, qui, les uns et les autres, sont en partie des paysans ; beaucoup d'étudiants et bon nombre de jeunes officiers. L'action des politiques, les membres de la Douma et les militants socialistes qui composent le soviets, ne se remarque qu'après la victoire acquise, en la dernière de ces cinq journées qui ont transformé le monde.

En Octobre, rien de semblable.

Pas de « journée ». Pas de grandes manifestations. Pas de coups de feu dans la rue. Seul le Palais d'Hiver dut être pris aux élèves-officiers et au bataillon de femmes. Par contre, le changement de régime, cette fois, était prévu, et il a été exécuté par les politiques. Le Parti bolchevique, au su de tous, était prêt au coup de force. L'événement se produisit dans la nuit du 24 au 25 : les Pétersbourgeois s'aperçurent au petit matin que les points stratégiques de la capitale étaient occupés par des gardes rouges et des marins de Cronstadt. Les meneurs, et non le peuple, avaient fait la révolution.

N'était-ce pas, alors, un coup d'Etat plutôt qu'une révolution ? On l'a dit, de maints côtés. Un coup d'Etat, même du point de vue de révolutionnaires, puisque Lénine et les siens avaient agi avant la réunion du congrès des soviets, refusant le risque d'un débat public. Un coup d'Etat, à plus forte raison, pour les « bourgeois » ennemis déclarés, perpétré par une poignée de conjurés, de malfaiteurs, de traîtres qui

d'ailleurs seraient incapables de se maintenir au pouvoir. Ainsi pensaient, entre autres, les ambassadeurs et les attachés militaires des pays alliés.

En tout cas, c'était incontestablement un coup de force, la force du mouvement révolutionnaire déclenché en février.

L'événement du 25 octobre était dans la ligne directe de Février. La preuve en fut immédiatement fournie par les premiers décrets du II^e Congrès des soviets : « Sur la paix », « Sur la terre », « Sur l'abolition de la peine de mort », « Sur le pouvoir des soviets », et par ceux du Conseil des commissaires du Peuple « Sur la convocation de l'Assemblée constituante », « Sur la journée de huit heures », « Sur les droits des nations de Russie », « Sur le transfert de l'autorité et des moyens de production entre les mains des travailleurs ».

Voici quelques phrases textuelles de ces décrets :

« Le gouvernement ouvrier et paysan... propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements de commencer immédiatement des pourparlers en vue d'une paix juste et démocratique », c'est-à-dire sans annexions ni contributions.

« La propriété foncière de la noblesse est abolie immédiatement et sans aucune indemnité... Les terres des nobles, des Apanages, des monastères, des églises, avec leur cheptel vif et mort, sont mises à la disposition des comités agraires cantonaux... La terre ne peut être ni vendue, ni achetée, ni affermée, ni hypothéquée : elle est bien national. La jouissance du sol sera répartie également entre les citoyens désirant le travailler seuls ou avec le concours de leur famille, au prorata des forces de travail ou des bouches à nourrir conformément à l'usage du lieu. »

« La peine de mort, établie par Kerenski sur le front, est abolie. » « Tout le pouvoir appartient dorénavant aux soviets... Leurs présidents traitent directement avec le gouvernement révolutionnaire. »

« Les élections à la Constituante auront lieu à la date fixée du 12 novembre (...) régulièrement et librement. »

« La journée de travail ne doit pas dépasser 8 heures sur 24, ni 48 heures par semaine... La veille de Noël et de Pentecôte, le travail se termine à midi (...). Sont chômés tous les dimanches, les 25 et 26 décembre, les jeudi et samedi de la semaine sainte, les lundi et

mardi de Pâques, le jour de l'Ascension... »

Autres décrets encore :

« Les ouvriers ont le droit de contrôler, par l'intermédiaire de leurs comités élus, tout le fonctionnement des entreprises de toutes sortes, usines, commerces, banques, sociétés de transport, etc. »

« Les peuples de Russie ont le droit de disposer d'eux-mêmes, y compris de se séparer et se constituer en Etat indépendant. »

Tous ces décrets ne faisaient que réaliser les exigences du peuple révolutionnaire de Février qui n'avaient pas été satisfaites.

Voici, quant à la paix, quelle fut la marche des choses.

Le peuple n'avait pas renversé l'autocratie pour jouir d'un gouvernement parlementaire : cela, c'était le rêve caressé par les politiciens bourgeois et leur parti « cadet » (constitutionnel-démocrate). Il l'avait renversée pour sortir enfin de la guerre. Le 12 décembre 1916, le tsar avait annoncé que la Russie poursuivrait les hostilités jusqu'à la prise de Constantinople. Autant dire qu'il faudrait encore guerroyer des mois et des années. Or le pays ne pouvait plus, matériellement, mener cette guerre ; il ne le pouvait plus moralement aussi, parce qu'il était de jour en jour plus conscient de son absurdité. Quant aux soldats du front, ce massacre sans fin entre hommes frères répugnait à leurs sentiments chrétiens. La révolution serait la fin de la tuerie. « Paix à tout l'univers ! », portaient les bannières des journées de Février, reprenant une expression des litanies de la messe.

Or, la révolution faite, le gouvernement provisoire bourgeois, par la voix de Milioukov, ministre des Affaires étrangères, continuait à réclamer Constantinople et assurait les Alliés de sa détermination à mener la guerre jusqu'à la victoire. Alors, le peuple descendit dans la rue, et ce furent les journées d'avril, aux cris de « La paix sans annexions et sans contributions ! ». Milioukov tomba. Les soldats fraternisèrent sur le front avec leur vis-à-vis autrichiens et allemands.

Cela n'empêcha pas le nouveau gouvernement, à participation socialiste, de commander, pour plaire aux Alliés, une folle offensive. Dûment endoctrinés, grisés par l'éloquence inlassable et pathétique de Kerenski, de nombreux régiments marchèrent encore. On aurait tort d'en conclure que les soldats renoncèrent à leur volonté de paix. Tout simplement, ils n'étaient pas des lâches, et ils s'étaient laissés convaincre. Leur désillusion, après l'échec de cette « offensive révolutionnaire », n'en fut que plus grande. Pour l'armée, le coup fut mortel.

La reprise en main tentée peu après par le général Kornilov n'aboutit qu'à jeter non plus seulement les soldats, mais les soviets dans les bras des bolcheviks. La paix devenait en effet le désir ardent de l'énorme majorité de la population. Or seul le parti de Lénine apparaissait décidé à la procurer si le pou-

voir passait aux soviets, où ce parti conquérait de proche en proche la majorité.

Au début d'octobre, une dernière chance de survie s'offrit cependant au gouvernement provisoire, avec le plan d'un nouveau ministre de la Guerre : reconstituer une armée réduite, s'appuyer sur ce noyau supposé combatif pour proposer au plus tôt une paix raisonnable ; si l'ennemi la refusait, peut-être le pays accepterait-il de continuer les hostilités. Les Alliés s'indignèrent. Ils obligèrent Kerenski à renvoyer le ministre, Verkhovski. Ils pensaient que, si des êtres aussi ridicules que Lénine et les siens prenaient le pouvoir, il s'ensuivrait à bref délai une réaction salutaire.

Ainsi, le gouvernement provisoire avait manqué, après huit mois, le principal objectif de la révolution : la paix. Les hommes d'octobre prirent la relève. Donc la révolution, sur ce point déjà, ne faisait que continuer.

La démonstration serait la même sur les autres points. Mais cela reviendrait à écrire toute l'histoire des incertitudes, des timidités, des échecs de ces huit mois. Le souvenir de cette première période de la révolution n'est pas totalement détestable, car elle a été la seule période de grande liberté qu'ait connue la Russie : liberté de pensée, liberté religieuse, liberté de la presse, liberté de réunion, de parole, d'association, de déplacement...

Je me bornerai à passer en revue, brièvement, quelques points encore.

D'abord, la question de la terre. Si, pour obtenir la paix, le peuple n'avait d'autre moyen à sa disposition que la fraternisation des soldats, moyen limité et peu efficace, la terre, au contraire, était sous sa prise directe. Il ne dépendait que des paysans de labourer, ensemercer et moissonner les grands domaines ou les fermes constituées par Stolypine aux dépens des communes, ou bien de ne pas payer son dû au propriétaire des lots qu'ils tenaient en location. C'est ce qu'ils firent dès le mois de mars. Ce fut là un mouvement spontané, irrésistible, une impulsion élémentaire : l'antique conviction que la terre appartient à celui qui la travaille. Le gouvernement provisoire tenta de s'y opposer. Les leaders bourgeois ne toléraient d'aliénation du sol qu'à condition d'indemniser les propriétaires ; les socialistes déclaraient précaires les appropriations illégales ; tous étaient d'accord pour renvoyer la solution du problème foncier après la Constituante. Les bolcheviks aussi, mais ils approuvaient « en attendant » les initiatives locales et encourageaient les paysans. Il était donc manifeste que le titre légal auquel malgré tout les paysans tenaient leur viendrait des bolcheviks et d'eux seuls, après la prise du pouvoir par les soviets.

Les ouvriers aussi, qui n'avaient même pas obtenu, depuis Février, la journée de huit heures, et qui, devant la mauvaise volonté des patrons, occupaient les usines et s'essayaient tant bien que mal à les gérer, ne comptaient plus maintenant que sur les bolcheviks pour légaliser leurs droits à une vie plus humaine. Car c'était surtout leur accession à la dignité et à l'égalité d'honneur qu'ils attendaient de la révolution.

Sous l'ancien régime, les diverses nations englobées dans l'empire semblaient supporter leur sort. La chute de la monarchie suscita chez elles une fièvre extraordinaire. Les nations périphériques, comme la Finlande et l'Ukraine (la Pologne occupée par les Allemands n'était plus en cause), réclamaient leur indépendance, celles de l'intérieur, comme les Tatars de Kazan, parlaient d'autonomie.

Le problème était embarrassant pour le gouvernement provisoire et même pour les dirigeants russes de tous les partis, parce que, le plus souvent, les mouvements nationaux étaient compliqués d'antagonismes sociaux. Les bourgeois cadets de Saint-Petersbourg, patriotes russes, se découvraient adversaires des partis bourgeois d'Ukraine, qui avaient constitué un gouvernement indépendant. Les socialistes russes, qui se devaient d'admettre le droit de toutes les nationalités à l'indépendance, se trouvaient alliés, malgré eux, en Ukraine et ailleurs, à des mouvements bourgeois. Les bolcheviks russes étaient gênés, en outre, quand un mouvement national entraînait, avec les bourgeois, les ouvriers et les paysans, et même les bolcheviks locaux, car Lénine était foncièrement opposé à toute fragmentation nationale du parti. Cependant, Lénine admit, là aussi, l'exigence révolutionnaire : il se déclara pour le droit de sécession des nations.

On le voit, les décrets d'Octobre visaient à l'accomplissement des aspirations populaires de Février.

Il faut le reconnaître aussi, ces décrets ne portaient pas la marque d'un parti. Rédigés par Lénine, ils ne portaient pas la marque du Parti bolchevique. Ils n'avaient rien de sectaire ni d'« extrémiste ». Le décret sur la paix ne rompait aucune alliance, ne concluait aucune paix séparée, n'engageait encore, par lui-même, aucune négociation : il proposait avant tout un armistice d'au moins trois mois pour laisser à tous les belligérants le temps de se décider. Le décret sur la terre acceptait pratiquement le partage des terres des grands domaines, qui appartenait au

programme des socialistes-révolutionnaires et allait à l'encontre de celui des bolcheviks comme de tous les sociaux-démocrates marxistes, et de plus il donnait comme directives pour ce partage un règlement établi par le congrès paysan. La justice paysanne se faisait sentir dans ce règlement, en particulier dans un article stipulant que le noble dépossédé qui exprimerait son intention de travailler aurait droit à un lot de terre. Plusieurs des décrets comportaient la réserve « jusqu'à l'Assemblée constituante » : or la Constituante, élue au suffrage universel, était une exigence de tous les démocrates de tous les partis, des bourgeois comme des socialistes. Enfin, détail caractéristique, le décret sur la journée de huit heures reconnaissait comme fêtes chômées les fêtes religieuses.

Le coup de force du 25 octobre était dû à la volonté de Lénine, mais accordée à la volonté populaire. Si la révolution de Février était légitime, il était légitime aussi. Il n'y a eu en 1917 qu'une révolution. A l'époque, cette vérité a été sentie, naturellement, par l'ensemble du peuple. Elle a été niée et combattue par les esprits prosaïques au sens large du mot, c'est-à-dire platement terre à terre, inquiets de l'inconnu dans lequel on s'engageait. Elle a été accueillie avec enthousiasme par les poètes au sens propre, comme Blok, Essenine, André Biely, et au sens large, c'est-à-dire par tous ceux qui voyaient alors la Russie et, derrière elle, le monde tourner le dos à un passé de guerres et de misère, de contraintes et d'inégalités, et s'élancer vers une existence nouvelle où serait enfin réalisé l'idéal évangélique.

Car ni dans le peuple, ni chez les poètes, ni dans les décrets d'Octobre il n'y avait trace de marxisme.

In *La Révolution prolétarienne*,
n° 532 – novembre 1967
(Document CERMTRI)

● Document 2

Oskar Anweiler

« Bévée tactique » ?

Au moment où le congrès s'ouvrit, les combats se poursuivaient encore dans la capitale. Voulant parer à de nouvelles effusions de sang, Martov, le leader des mencheviks-internationalistes, proposa la mise en place immédiate d'une commission chargée d'étudier la constitution d'un gouvernement de coalition socialiste. Désireux de gagner du temps, les bolcheviks se donnèrent des airs de l'appuyer. Ce fut alors que leurs adversaires, S-R de droite et mencheviks, commirent une bévue tactique : après avoir dénoncé le coup de force, ils quittèrent la salle des séances. Puis, pendant la nuit du 25 au 26, ils fondèrent de concert avec d'autres organismes, dont le comité exécutif central et l'exécutif des conseils paysans, un « Comité panrusse de salut de la patrie et de la révolution », lequel, se posant en successeur du gouvernement provisoire,

lança une proclamation qui qualifiait de coup d'Etat sans légitimité aucune la prise du pouvoir par les bolcheviks. Le retrait des socialistes de droite eut pour effet d'accroître encore la tension au sein du congrès et d'offrir aux bolcheviks un prétexte tout trouvé pour briser avec les « conciliateurs ». Dans un discours à dessein provocateur, Trotski, jetant enfin le masque, repoussa avec mépris le compromis proposé par Martov : ses adversaires, « minables isolés », « banqueroutiers », il les expédia aux « poubelles de l'Histoire » ; toute entente avec eux était impossible. Sur quoi, la fraction de Martov et d'autres groupuscules quittèrent à leur tour le congrès.

In *Les Soviets en Russie* –
Ed. Gallimard – 1972
– pp. 243-244

● Document 3 Nicolas Soukhanov

« Le soviet incarnait la révolution elle-même »

Il devait être près de huit heures du soir quand je revins au Smolny. A l'entrée, je rencontrai le vieux Martynov, qui appartenait à notre fraction :

« Alors, que se passe-t-il ?

– Le parti siège. Evidemment, nous allons quitter le congrès.

– Hein ! Nous allons quitter le congrès ? Notre fraction ? »

J'étais stupéfait. Une telle idée ne m'avait pas effleuré. On attendait bien que les gens de droite, appliquant la tactique passée des bolcheviks, boycottent le congrès des soviets, mais une telle perspective me paraissait totalement exclue pour notre fraction.

D'abord, la légitimité du congrès n'était contestée par personne*.

De plus, ce congrès représentait la démocratie ouvrière et paysanne la plus authentique. Disons en passant que bon nombre de ses membres avaient déjà pris part au premier congrès de juin, qui s'était tenu dans les locaux de l'Ecole des Cadets. Dans la masse inexpérimentée qui suivait autrefois les patriotes mencheviks, nombreux étaient ceux qui avaient cédé à la séduction de Lénine ; quant aux sociaux-révolutionnaires de droite, et surtout de gauche, la majorité d'entre eux était devenue bolchevique. Enfin, on pouvait se demander où iraient les mencheviks de droite et les sociaux-révolutionnaires après avoir quitté le congrès ?

Car le soviet incarnait la révolution elle-même, qui n'aurait jamais existé sans lui. C'est dans le soviet que s'étaient toujours organisées et concentrées les masses révolutionnaires. Le quitter signifiait une rupture officielle avec les masses et avec la révolution.

Et pour quelle raison ? Parce que le congrès proclamerait le pouvoir du soviet, où l'infime minorité des mencheviks et des sociaux-révolutionnaires n'aurait pas de place. Cela obligeait-il à un abandon de l'organe représentatif des ouvriers, des soldats et des paysans ? La « coalition » n'était pas moins odieuse aux bolcheviks que le « pouvoir des soviets » à l'ancien bloc soviétique, mais, à l'époque de la dictature de la Chambre des Etoiles, les bolcheviks, qui représentaient une minorité aussi impuissante que les mencheviks et S-R à présent, n'en avaient pas conclu qu'il fallait quitter le soviet.

Il est certain que l'ancien bloc ne digérait pas sa défaite et la dictature bolchevique. Il pouvait marcher avec la bourgeoisie et avec les Kornilov, non avec les ouvriers et les paysans qu'il avait jetés lui-même dans les bras de Lénine.

La droite n'eut qu'un seul argument : l'aventure bolchevique serait liquidée très rapidement ; le « pouvoir des soviets » ne subsisterait pas plus de quelques jours. Dès lors, il convenait d'isoler les bolcheviks devant l'ensemble du pays et de leur porter tous les coups possibles.

Moi aussi, j'étais convaincu que le pouvoir des bolcheviks durerait peu. J'estimais également utile d'isoler leur position en leur opposant l'idée d'un fond démocratique uni. Mais cela au sein du congrès ! Hors du soviet, il n'y aurait aucune chance de succès.

En prônant l'abandon, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de droite étaient logiques avec eux-mêmes. Aux positions bolcheviques, ils n'opposaient pas l'idée d'un front démocratique uni, mais celle de la coalition. Ils se faisaient ainsi les fourriers d'une aventure à la Kornilov, seule voie désormais possible pour rétablir la coalition. Aussi n'avaient-ils plus à s'occuper des soviets, de la révolution et des masses.

Mais nous, les internationalistes, partisans d'une dictature de la démocratie, adversaires de la coalition, étroitement unis au prolétariat et à son organisme de combat, nous ne pouvions quitter celui-ci sans périr.

Les paroles de Martynov me laissèrent pantois. Je me précipitai à la recherche de Martov. La fraction ne siégeait plus et Martov était introuvable. J'appris seulement qu'il y avait parmi nous des partisans de l'abandon du congrès et que Martov hésitait à les suivre. Nombreux étaient pourtant les camarades qui partageaient mon indignation, parmi la gauche et parmi les délégués provinciaux. La fraction n'avait pas encore pris de décision définitive. Il fallait la réunir à nouveau.

Quand elle fut réunie, tandis que nous discutons fermement et âprement, nous apprîmes que le comité central menchevique avait décidé « de ne pas participer au congrès et de prendre des mesures pour des pourparlers avec le gouvernement provisoire, concernant la création d'un pouvoir s'appuyant sur la volonté de la démocratie ».

En outre, le comité central avait décidé de créer une « commission composée de mencheviks et de

sociaux-révolutionnaires, pour travailler en commun aux questions de la sécurité publique ». Les S-R de droite quittaient aussi le congrès, bien sûr !

Cette nouvelle eut pour effet de renforcer chacun dans sa propre opinion.

Finalement, Martov proposa un compromis acceptable par les deux partis, qui laissait en suspens le départ du soviet : la fraction exigeait la constitution d'un gouvernement où tous les partis du soviet seraient représentés ; en attendant qu'un tel gouvernement soit formé, le congrès suspendait ses travaux [...].

Entre-temps, énervée et tendue, notre fraction discutait de la situation. J'attaquai résolument, sans me préoccuper de choisir les termes et sans me contenir. Je fis honnêtement ce que je pus. Je n'avais jamais défendu mes positions avec autant de fougue et de conviction. Il me semblait avoir pour moi, non seulement la logique, le sens politique et la vérité élémentaire de la révolution, mais aussi des considérations d'ordre formel et technique. La question déposée, nous voulions en voir la réponse dans le discours de Trotski. Quitter le congrès en ce moment était non seulement un acte criminel, mais encore un acte de mauvaise foi et manquant de sérieux.

Hélas ! la fraction se divisa. Martov gagna par quatorze voix contre douze. Je connus un sentiment de défaite, de désastre, comme je n'en avais jamais éprouvé. Je retournai dans la grande salle, complètement paralysé.

Le désordre était le même. Des députés, qui n'avaient pas eu le temps de se reposer, tendaient le cou pour entendre une déclaration du président Kamenev :

« Nous venons de recevoir le message suivant : le Palais d'Hiver a été occupé par les troupes du comité militaire révolutionnaire. Tous les membres du gouvernement provisoire ont été arrêtés, à l'exception de Kerenski en fuite... »

[...] Ainsi, c'était fait ! Nous partions, sans savoir ni où ni pourquoi, rompant avec le soviet, nous assimilant aux éléments contre-révolutionnaires, nous abaissant et nous discréditant aux yeux des masses, détruisant tout l'avenir de notre organisation et de nos principes. Bien pire : nous partions en déliant complètement les mains des bolcheviks, en les laissant maîtres de la situation, en leur cédant toute l'arène de la révolution.

La lutte au congrès pour un front démocratique uni avait des chances de succès. Pour les bolcheviks comme Lénine et Trotsky, elle était plus détestable et dangereuse que tous les « comités » possibles ou que la nouvelle expédition de Kerenski contre Saint-Petersbourg. Le départ des « purs » avait éliminé pour eux la menace de cette lutte. En quittant le congrès, en les laissant seuls avec ces enfants qu'étaient les sociaux-révolutionnaires de gauche et les faibles représentants de la Novaya Jizn, nous livrions aux bolcheviks, de nos propres mains, le monopole de l'autorité sur le congrès, sur les masses, sur la révolution. De notre propre volonté, nous assurions la victoire de toute la ligne de Lénine.

J'ai commis au cours de la révolution pas mal d'erreurs. Mais je considère comme mon plus grand crime, sans espoir de rachat, le fait de n'avoir pas rompu immédiatement avec le groupe de Martov.

Je corrigeai bientôt mon erreur, et la situation se modifia assez rapidement. Même à présent, pourtant, je ne cesse de me repentir de mon crime du 25 octobre.

Sukhanov Nicolai N.,
La Révolution russe, 1917 -
Ed Le Cercle du nouveau livre d'histoire,
1966 - pp. 334 à 342

* Souligné par nous.



Ceux qui sont contre les soviets :
les généraux, les capitalistes, le clergé et les koulaks
qui brandissent un drapeau avec "A bas les soviets".

● 5
Révolution
prolétarienne
et démocratie



Le camarade Lénine débarrasse la terre des ordures.

Révolution prolétarienne et démocratie

A. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante dans le programme révolutionnaire

Les rapports sociaux de production capitalistes s'accroissent, l'histoire l'a montré, de toutes les formes de domination politique : parlementarisme, fascisme, monarchie ou émirat, dictature militaire ou militaro-policrière, etc.

Très vite, la bourgeoisie a redouté les conséquences et les risques sociaux de sa propre démocratie. Ainsi, Marx a analysé la forme moderne de domination appelée bonapartisme, en vigueur aujourd'hui dans de nombreux pays de tous les continents ; elle comprime ou supprime les libertés démocratiques au moyen du plébiscite d'un « sauveur » exerçant le pouvoir exécutif, de fait, contre la démocratie parlementaire (en France, le fameux article 49-3, les ordonnances, etc.). C'est au lendemain de l'insurrection prolétarienne de juin 1848 que la bourgeoisie française réalise le danger de la démocratie parlementaire :

« La lutte oratoire à la tribune provoque des polémiques de presse. Le club de discussion au Parlement trouve son complément nécessaire dans les clubs de discussion des salons et des cabarets. Les représentants qui en appellent constamment à l'opinion publique lui donnent le droit de s'exprimer au moyen de pétitions. Le régime parlementaire remet tout à la décision des majorités, comment les grandes majorités en dehors du Parlement ne voudraient-elles pas décider elles aussi ? Quand au sommet de l'Etat on joue du violon, comment ne pas s'attendre que ceux qui sont en bas se mettent à danser ? » (Le 18 Brumaire, Ed. Sociales – 1963 – p. 56).

Bien entendu, c'est pour les raisons exactement inverses que le prolétariat et son parti combattent pour le plein exercice de la démocratie politique : c'est pourquoi la revendication d'Assemblée constituante surgit fréquemment dans toute situation où cette démocratie politique est confisquée, bridée par un régime autoritaire.

Pour Lénine, le combat pour la démocratie politique est une question essentielle dans le renversement de l'autocratie. Il aborde cette question d'un point de vue pratique :

« La liberté politique ne délivrera pas d'un seul coup le peuple travailleur de la misère, mais elle donnera aux ouvriers une arme pour la lutte contre

la misère. Il n'y a pas d'autre moyen, et il ne peut y avoir d'autre moyen, pour la lutte contre la misère que l'union des ouvriers eux-mêmes. Il n'y a aucune possibilité pour des millions de gens de s'unir s'il n'y a pas de liberté politique » (Œuvres - t. 6, page 382).

Dans sa brochure adressée aux paysans pauvres, sous-titrée « *Explication à l'usage des paysans de ce que veulent les social-démocrates* » (mars 1903), Lénine décortique le fonctionnement du régime tsariste et précise :

« L'autocratie, ou pouvoir absolu du tsar, c'est le pouvoir absolu des fonctionnaires. Le pouvoir absolu du tsar, c'est une dépendance servile du peuple à l'égard des fonctionnaires, et par-dessus tout à l'égard de la police. Le pouvoir absolu du tsar, c'est le pouvoir absolu de la police.

Voilà pourquoi les ouvriers descendent dans la rue et écrivent sur leurs banderoles : "A bas l'autocratie !", "Vive la liberté politique !" (...) Comme eux, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres doivent appuyer et reprendre ce cri de guerre des ouvriers des villes. Comme eux, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres doivent, sans craindre les persécutions, sans redouter menace ni violence de l'ennemi, sans se laisser démonter par les premiers échecs, engager une lutte résolue pour la liberté de tout le peuple russe et exiger avant tout la convocation des représentants du peuple. Que dans toute la Russie le peuple élise lui-même ses délégués (députés). Que ces députés constituent une assemblée suprême, qui instaurera un mode électif de gouvernement en Russie, délivrera le peuple de sa dépendance servile à l'égard des fonctionnaires et de la police, garantira au peuple le droit à la liberté de réunion, à la liberté de parole et à la liberté de la presse !

(...) Nous savons que la liberté politique, la liberté des élections à la Douma d'Etat (parlement), la liberté de réunion, la liberté de la presse ne délivreront pas encore d'un seul coup le peuple travailleur de la misère et de l'oppression. Il n'y a pas au monde de moyen qui permette d'affranchir d'un seul coup les pauvres des villes et de la campagne de la nécessité de travailler pour les riches (...). Pour se libérer, les ouvriers doivent se rassembler dans tout le pays, dans toute la Russie, en une seule union, en un seul parti. Mais des millions d'ouvriers ne peuvent se ras-

sembler si le gouvernement autocratique policier interdit toutes les réunions, tous les journaux ouvriers, toute élection de députés ouvriers. Pour s'unir, il faut avoir le droit d'organiser n'importe quelle association, il faut avoir la liberté d'association, il faut avoir la liberté politique. La liberté politique ne délivrera pas d'un seul coup le peuple travailleur de la misère, mais elle donnera aux ouvriers une arme pour la lutte contre la misère. Il n'y a pas d'autre moyen, et il ne peut y avoir d'autre moyen pour la lutte contre la misère, que l'union des ouvriers eux-mêmes. Il n'y a aucune possibilité pour des millions de gens de s'unir s'il n'y a pas de liberté politique. »

Plus loin dans la même brochure (p. 414), Lénine revient sur cette question fondamentale :

« Les ouvriers et les paysans ne pourront jamais échapper aux exactions, aux tyrannies et aux brimades de la police et des fonctionnaires tant qu'il n'y aura pas dans l'Etat de direction élue, tant qu'il n'y aura pas d'assemblée nationale de députés. Seule une telle assemblée nationale de députés peut libérer le peuple de la soumission aux fonctionnaires. Tout paysan conscient doit être pour les social-démocrates, qui exigent du gouvernement du tsar, avant tout et par dessus tout, la convocation d'une assemblée nationale. Les députés doivent être élus par tous, sans distinction de catégorie sociale, sans distinction entre riche et pauvre (...).

Lorsque chacun aura le droit d'exprimer librement, sans craindre personne, ses opinions et ses revendications aussi bien à l'assemblée nationale que dans les comités paysans et les journaux, alors on verra très rapidement qui passe du côté de la classe ouvrière et qui passe du côté de la bourgeoisie. »

La liberté politique est un élément majeur dans la lutte pour le socialisme. Lénine revient dans plusieurs articles sur cette appréciation : seule la force du prolétariat organisé abolira l'arbitraire de l'autocratie et gagnera la liberté politique... dont bénéficiera principalement la bourgeoisie. Dans son rapport au III^e Congrès du POSDR sur la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire, Lénine précisera que *« la révolution, loin de l'affaiblir, fortifiera la bourgeoisie, tout en offrant au prolétariat les conditions nécessaires à une lutte efficace pour le socialisme »*.

Cette question prend une place significative dans le programme adopté par le II^e Congrès du POSDR, en août 1903 :

« Le parti ouvrier social-démocrate de Russie, déclare le dernier chapitre du programme, est fer-

mement convaincu que la réalisation complète, conséquente et durable des transformations politiques et économiques indiquées plus haut (création d'un Etat démocratique, protection du travail, etc.) ne peut être obtenue que par le renversement de l'autocratie et la convocation d'une Assemblée constituante librement élue par l'ensemble du peuple. »

Le 25 janvier 1905, depuis Genève, Lénine apprécie le développement de la lutte des classes en Russie et note :

« La revendication des ouvriers insurgés de Pétersbourg – convocation immédiate d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel direct, égal et au scrutin secret – doit devenir celle de tous les grévistes. Renversement immédiat du gouvernement, ce mot d'ordre est la réponse au massacre du 9 janvier donnée par les ouvriers de Pétersbourg, par ceux-là mêmes qui avaient foi en le tsar. »

Lénine est amené à revenir fréquemment sur la signification de l'Assemblée constituante. Il consacre l'essentiel de son ouvrage *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (juillet 1905) à cette question. Nous citerons des extraits du deuxième chapitre de l'ouvrage, qui discute de la forme du gouvernement capable de convoquer une Assemblée réellement constituante :

« La résolution du congrès (il s'agit du III^e Congrès du POSDR) dit que seul un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui serait l'organe de l'insurrection populaire victorieuse, est capable d'assurer la liberté complète de la propagande électorale et de convoquer une assemblée exprimant réellement la volonté du peuple. Cette thèse est-elle correcte ? Celui qui s'aviserait de la contester devrait soutenir que le gouvernement du tsar peut ne pas tendre la main à la réaction, qu'il est capable de rester neutre dans les élections, qu'il peut se soucier de l'expression véritable de la volonté du peuple. Ces affirmations sont tellement absurdes que personne ne s'aviserait de les soutenir ouvertement (...). Quelqu'un doit convoquer l'Assemblée constituante ; quelqu'un doit assurer la liberté et la procédure régulière des élections ; quelqu'un doit investir pleinement cette Assemblée de la force et du pouvoir : seul un gouvernement révolutionnaire, organe de l'insurrection, peut sincèrement le vouloir et se montrer capable de tout faire pour le réaliser. Le gouvernement du tsar s'y opposera inévitablement. Un gouvernement libéral qui aurait conclu un marché avec le tsar et ne s'appuierait pas entièrement sur l'insurrection populaire ne pourrait ni vouloir sincèrement ces choses ni les accomplir, en eût-il le

désir le plus sincère. La résolution du congrès donne ainsi le seul mot d'ordre démocratique juste et parfaitement conséquent.

Mais l'appréciation de l'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire serait incomplète et fautive si l'on perdait de vue le caractère de classe de la révolution démocratique. Aussi la résolution ajoute-t-elle que la révolution affermera la domination de la bourgeoisie. Cela est inévitable avec le régime économique et social actuel, c'est-à-dire le régime capitaliste. Et l'affermissement de la domination bourgeoise sur un prolétariat jouissant de quelque liberté politique aura nécessairement pour résultat une lutte acharnée entre la bourgeoisie et le prolétariat pour le pouvoir, la première faisant des tentatives désespérées pour "ravir au prolétariat ses conquêtes de la période révolutionnaire". C'est pourquoi le prolétariat, qui combat pour la démocratie en avant et à la tête de tous, ne doit pas oublier un instant les nouvelles contradictions que porte dans son flanc la démocratie bourgeoise, non plus que la lutte nouvelle.

L'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire a donc été pleinement appréciée à sa valeur dans la partie de la résolution que nous venons d'examiner : et quant à son attitude envers la lutte pour la liberté et pour la République, et quant à son attitude envers l'Assemblée constituante, et quant à son attitude envers la révolution démocratique, qui déblaye le terrain pour une nouvelle lutte de classes. »

L'Assemblée constituante... déblaye le terrain pour une nouvelle lutte de classes

En novembre 1905, dans l'article « *Bureaucratie révolutionnaire et efficacité révolutionnaire* » (*Œuvres* – t. 10 – pp. 59-60), Lénine est de nouveau amené à préciser qu'il ne suffit pas qu'une assemblée soit qualifiée de « constituante »... encore faut-il que « *l'Assemblée constituante ait le pouvoir et la possibilité matérielle d'instituer des structures nouvelles. L'histoire révolutionnaire connaît des exemples d'assemblées considérées comme constituantes, alors qu'en réalité la force matérielle et le pouvoir juridique n'étaient pas détenus par celles-ci, mais par l'ancien pouvoir autocratique.* »

Plus loin, Lénine s'insurge contre ceux qui prétendent « *instituer une nouvelle organisation du pouvoir d'Etat avec l'autorisation du chef de l'ancien gouvernement* ». Lisons avec attention ce passage : analysant, à partir des intérêts antagonistes des classes en lutte, les « préférences » politiques de la bourgeoisie, Lénine prévoit en 1905 la situation qui va trouver son plein développement en 1917. Bien plus que les libertés politiques et la

Constituante, qui les terrifient, les capitalistes recherchent « *un arrangement avec la réaction, un accommodement avec l'autocratie* ». Pour lui, une telle opération « *équivaut à légitimer deux pouvoirs, deux pouvoirs suprêmes égaux (sur le papier) : celui du peuple insurgé et celui de la vieille autocratie. Il est aisé de voir que l'égalité entre ces deux pouvoirs est purement apparente, et qu'un "accord" entre eux sera déterminé en fait par une supériorité des forces d'un côté ou de l'autre. Les bourgeois libéraux ont par conséquent légitimé, dans leur plan "idéal" de passage de la vieille Russie à la nouvelle, la coexistence de deux forces égales opposées, luttant l'une contre l'autre, c'est-à-dire qu'ils ont légitimé une lutte éternelle et sans issue (...). La bourgeoisie redoute la liberté complète, la démocratie totale, car elle sait que le prolétariat conscient, c'est-à-dire socialiste, utilisera cette liberté pour lutter contre la domination du capital. C'est pourquoi la bourgeoisie veut, au fond, non pas la liberté complète, le pouvoir absolu du peuple, mais un arrangement avec la réaction, un accommodement avec l'autocratie. La bourgeoisie veut le système parlementaire pour assurer la domination du capital, et non de la bureaucratie, et en même temps elle veut la monarchie, une armée permanente, le maintien de certains privilèges de la bureaucratie, pour empêcher la révolution d'aller jusqu'au bout et le prolétariat de s'armer, s'armer signifiant ici à la fois se donner des armes au sens propre et s'assurer une liberté complète. La contradiction impliquée par la situation de classe de la bourgeoisie, placée entre l'autocratie et le prolétariat, entraîne nécessairement, indépendamment même de la volonté et de la conscience de telle ou telle personne, des formules d'"accords" ineptes dépourvues de sens. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante se trouve transformé en phrase creuse, la grande revendication du prolétariat qui s'est soulevé pour sa liberté se trouve rabaissée au niveau d'une farce ; c'est ainsi que la bourgeoisie profane tout, en substituant le marchandage à la lutte. »*

C'est exactement ce qui va se produire en 1917, quand le chef des cadets (le parti bourgeois russe) va chercher à remplacer le tsar déchu par le grand-duc Michel :

« Milioukov cherchait un point d'appui pour empêcher qu'on bouleversât la propriété. Et là, il se sentait plus proche des plus décrépits généraux du tsar, des hauts dignitaires de l'Eglise orthodoxe, que des démocrates apprivoisés qui ne se souciaient que de la bienveillance des libéraux. Impuissant à faire échouer la révolution, Milioukov prit le parti de la duper (...). Un autre leader du parti cadet, Nabokov, expliqua plus tard quel eût été l'avantage capital si Michel avait accepté le trône : "La fatale question de la convocation

d'une Assemblée constituante en temps de guerre eût été mise de côté." *Ce sont là des mots que l'on doit retenir : la lutte engagée pour ajourner de délais en délais l'Assemblée constituante tint une grande place dans la période qui s'écoula entre Février et Octobre ; les cadets, dans cette lutte, tout en niant catégoriquement que leur idée fût de traîner en longueur la convocation des représentants du peuple, poursuivirent avec persévérance, avec opiniâtreté, une politique d'escamotage »* (Léon Trotsky, *op. cit.*, t. 1, pp. 222-223).

En 2017, alors que la réforme Allègre a interdit d'enseigner l'histoire de la révolution russe dans les lycées, les détracteurs et calomnieurs de la révolution ont la partie belle (voir encore une fois

le téléfilm d'Arte) pour présenter cet acte prétendument dictatorial : la dissolution par le pouvoir légitime des soviets de la représentation caduque et réactionnaire qu'était la Constituante de janvier 1918.

La défense rétroactive de la Constituante s'est étendue au XXI^e siècle à une certaine extrême gauche, soucieuse après la fin de l'URSS de donner des gages de sa respectabilité. A tous ces hérauts de la démocratie parlementaire, il faut poser la question : lorsque vos partis préférés, libéraux bourgeois et socialistes modérés, disposaient du pouvoir, avec une majorité écrasante dans les soviets mêmes, que n'ont-ils convoqué la Constituante, que seuls les bolcheviks persistaient à exiger ?

B. La revendication de la Constituante de février à septembre 1917. Pourquoi n'a-t-elle pas été convoquée ?

Dans son article intitulé *Illusions constitutionnelles* (document 1), Lénine polémique sur la non-convocation de l'Assemblée constituante et développe l'orientation suivant laquelle, sans dictature du prolétariat, on ne peut sortir de la dictature impérialiste.

A partir de mars, le gouvernement Kerenski repousse sans cesse la convocation de l'Assemblée constituante. Il n'avait qu'une préoccupation, explique Lénine : « *Renouveler secrètement les traités internationaux de brigandage que le tsar avait signés avec les capitalistes d'Angleterre et de France ; freiner, aussi prudemment et insensiblement que possible, la révolution, tout promettre, ne rien tenir (...). L'impatience et la colère grandissaient dans les masses – elles débordent les 20 et 21 avril* » (document V 2 : *Les enseignements de la révolution*).

Dans *L'Etat et la révolution*, Lénine revient sur le rapport entre la démocratie politique « bourgeoise » et la dictature du prolétariat.

Il cite le fameux passage de la *Critique du programme d'Erfurt*, de Engels : « *Une chose absolument certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française* », et commente : « *Engels reprend ici, en la mettant particulièrement en relief, cette idée fondamentale qui marque comme d'un trait rouge toutes les œuvres de Marx, à savoir que la république démocratique est le chemin le plus court conduisant à la dictature du prolétariat. Car une telle république, bien qu'elle ne supprime nullement la domination du Capital, ni par conséquent l'oppression des masses et la lutte des classes, conduit inévitablement à une*

extension, à un développement, à un rebondissement, à une aggravation de la lutte tels qu'une fois apparue la possibilité de satisfaire les intérêts vitaux des masses opprimées, cette possibilité se réalise inéluctablement et uniquement dans la dictature du prolétariat, dans la direction de ces masses par le prolétariat. Pour la II^e Internationale tout entière, ce sont là encore des "paroles oubliées" du marxisme, et cet oubli est apparu avec beaucoup de relief dans l'histoire du Parti menchevique durant les six premiers mois de la révolution russe de 1917. »

Pour Lénine, la destruction de l'ancien régime et la nécessaire conquête de la machine de l'Etat impliquent pour la classe ouvrière de se constituer en classe dominante – la dictature du prolétariat étant la forme politique de cette domination. C'est toujours sur la base d'une appréciation des événements, de l'évolution des rapports de force, et de manière pratique, que Lénine aborde cette question. Dans un article intitulé « *Les tâches de la III^e Internationale* » (juillet 1919), Lénine précise en effet :

« *Dès le 4 avril 1917, dès le premier jour de mon arrivée à Petrograd, j'ai proposé des "thèses" revendiquant la république des soviets, et non la république parlementaire bourgeoise. Je l'ai répété de nombreuses fois à l'époque de Kerenski, dans la presse et à des réunions. Le Parti bolchevique l'a déclaré solennellement et officiellement dans les décisions de sa conférence du 29 avril 1917 (...). Ne pas vouloir comprendre qu'une république parlementaire bourgeoise avec une Assemblée constituante est un pas en avant par rapport à la même république sans Assemblée constituante, tandis qu'une république des soviets est deux pas en avant, c'est fermer les yeux devant la différence entre la bourgeoisie et le prolétariat. »*

Revenons une nouvelle fois sur les événements de 1917, sur les relations entre lutte des classes et Assemblée constituante :

« "Ou bien Kornilov, ou bien Lénine" – c'est ainsi que Milioukov posait l'alternative. Lénine, de son côté, écrivait : "Ou bien le pouvoir des soviets, ou bien le kornilovisme. Il n'y a pas de milieu." C'est à ce point que Milioukov et Lénine coïncidaient dans leur jugement sur la situation et non point par hasard : en contrepoids aux héros de la phrase conciliatrice, c'étaient deux représentant sérieux des classes fondamentales de la société. » Toutefois, remarque Trotsky, ni l'un ni l'autre n'abandonnent (nous sommes en septembre) la référence à la Constituante :

« Ni les cadets ni les bolcheviks ne retireraient cependant le mot d'ordre de l'Assemblée constituante. Pour les cadets, elle était nécessaire comme la plus haute instance en appel contre les réformes sociales immédiates, contre les soviets, contre la révolution. L'ombre que la démocratie projetait devant elle, sous l'apparence de l'Assemblée constituante – la bourgeoisie s'en servait pour l'opposer à la vivante démocratie. La bourgeoisie n'aurait pu ouvertement rejeter l'Assemblée constituante qu'après avoir écrasé les bolcheviks (...). Mais les bolcheviks aussi, qui ne voyaient point d'issue dans les voies de la démocratie formelle, ne renonçaient pas encore à l'idée d'une Assemblée constituante. Et ils ne pouvaient faire autrement sans briser avec le réalisme révolutionnaire. La marche ultérieure des événements créerait-elle les conditions pour une victoire complète du prolétariat ? Cela ne pouvait être prévu avec une absolue certitude. Mais en dehors de la dictature des soviets et jusqu'à cette dictature, l'Assemblée constituante devait se montrer comme la plus haute conquête de la révolution » (Léon Trotsky, *op. cit.*, t. 2, p. 263).

Bien entendu, l'axe du combat, l'objectif, est la dictature soviétique.

C. De la prise du pouvoir à la dissolution de l'assemblée constituante. La dictature du prolétariat prend en charge les tâches démocratiques

En décembre 1917, le pouvoir prolétarien soviétique étant installé, Lénine rédige les *Thèses sur l'Assemblée constituante* (document 3), qui exposent le rapport entre soviets, révolution et Assemblée constituante. Lénine indique que la Constituante, réalisant dans une république bourgeoise la plus haute forme de la démocratie, avait sa place légitime au programme de la social-démocratie. Il précise que considérer l'Assemblée constituante en dehors de la lutte des classes et la guerre civile, c'est se placer au point de vue de la bourgeoisie. La Constituante, « si elle se trouvait en désaccord avec le pouvoir des soviets, serait condamnée à une mort

Lénine revient fréquemment sur la question du pouvoir, « car c'est la question fondamentale, celle qui détermine tout le développement de la révolution ». Dans *Une des questions fondamentales de la révolution* (*Œuvres* – t. 25, p. 399), Lénine pose précisément les termes de l'enjeu et de la relation entre le pouvoir constituant et le pouvoir des soviets :

« Seul le pouvoir des soviets peut être stable et s'appuyer ouvertement sur la majorité du peuple, en dépit des mensonges des valets de la bourgeoisie : Potressov, Plekhanov et autres, qui qualifient d'élargissement de la base du pouvoir la remise en fait de ce pouvoir à une minorité infime de la population, à la bourgeoisie, aux exploités.

Seul le pouvoir des soviets pourrait être stable ; seul il ne pourrait être renversé, même aux heures les plus agitées de la plus orageuse des révolutions ; seul ce pouvoir pourrait assurer le développement large et continu de la révolution, la lutte pacifique des partis au sein des soviets. Tant que ce pouvoir n'aura pas été constitué, ce ne seront qu'irrésolution, instabilité, hésitations (...).

"Le pouvoir aux soviets", cela signifie une refonte radicale de tout l'ancien appareil d'Etat, appareil bureaucratique qui entrave toute initiative démocratique ; la suppression de cet appareil et son remplacement par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique ; la suppression de cet appareil et son remplacement par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des soviets, c'est-à-dire de la majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, des soldats et des paysans ; la faculté donnée à la majorité du peuple de faire preuve d'initiative et d'indépendance non seulement pour l'élection des députés, mais encore dans l'administration de l'Etat, dans l'application de réformes et de transformations sociales. »

politique inéluctable ». « Les intérêts de la révolution priment sur les droits formels de la Constituante. »

Le 5 janvier 1918 se tient une manifestation de soutien à la Constituante. La seule unité de ce regroupement hétéroclite est davantage la haine du bolchevisme qu'un intérêt affirmé pour la Constituante. Le président de l'exécutif panrusse des soviets, Sverdlov, ouvre la séance du jour de l'Assemblée en lisant la *Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité*, rédigée par Lénine, où la Russie est définie comme République fédérative des soviets. La « majorité », qui ne repose

plus sur le rapport de force réel, ne l'entend pas ainsi. Alors que les débats s'enlisent, le militant bolchevique Raskolnikov, dirigeant du soviet de Cronstadt, lit une déclaration rédigée par Lénine (document 4), qui sera rapidement suivie par la publication du décret de dissolution (documents 5).

Dans son discours sur la dissolution de l'Assemblée constituante, prononcé le 6 janvier, Lénine explique :

« (...) Naguère, comparée au tsarisme et à la république de Kerenski, l'Assemblée constituante valait mieux pour nous que leurs fameux organismes du pouvoir ; mais, à mesure que naissaient les soviets, ceux-ci, bien entendu, en tant qu'organisations révolutionnaires du peuple tout entier, devenaient incomparablement supérieurs à tous les parlements du monde, ce que je soulignais déjà en avril... »

Lénine reviendra à plusieurs reprises sur le rapport entre l'Assemblée constituante et les soviets. Dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (novembre 1918), Lénine conclut le chapitre sur l'Assemblée constituante et la république soviétique par la formule suivante : « L'histoire des soviets à lui seul démontre que l'Assemblée constituante était réactionnaire et sa dissolution inéluctable. »

Revenant sur les principales étapes de l'histoire du bolchevisme dans *La maladie infantile du communisme* (avril 1920), Lénine précise :

« Les bolcheviks commencèrent leur lutte victorieuse contre la république parlementaire avec infiniment de soin, contrairement à l'opinion assez répandue aujourd'hui en Europe et en Amérique. Au début de cette période, nous n'avons pas appelé à renverser le gouvernement ; nous avons expliqué qu'il était impossible de le renverser sans que des changements préalables fussent intervenus dans la composition et la mentalité des soviets. Nous n'avons pas proclamé le boycott du parlement bourgeois, de la Constituante, mais nous avons dit, dès la Conférence d'avril (1917) de notre parti, nous avons officiellement dit au nom du parti qu'une république bourgeoise avec une Constituante valait mieux que cette même république sans Constituante, mais qu'une République "ouvrière et paysanne", soviétique, valait mieux que n'importe quelle république démocratique bourgeoise, parlementaire. Sans cette préparation prudente, minutieuse, circonspecte et persévérante, nous n'aurions pu ni remporter la victoire en octobre 1917 ni la maintenir. »

Citons Léon Trotsky pour conclure ce chapitre : « Ce n'est que plus tard, lorsque le pouvoir soviétique, devenu un fait accompli, entra en collision politique violente avec l'Assemblée constituante, sous les yeux de tout le peuple, que notre parti supprima les institutions et les mots d'ordre de la démocratie formelle ou bourgeoise au profit de la démocratie réelle, soviétique ou prolétarienne. »

François Livartovski

● Document 1

Lénine

Illusions constitutionnelles

I

La bourgeoisie se distingue de la petite bourgeoisie en ce que son expérience économique et politique lui a appris les conditions nécessaires au maintien de l'« ordre » (c'est-à-dire de l'asservissement des masses) en régime capitaliste. Les bourgeois sont des gens pratiques, des hommes habitués à brasser de grosses affaires, accoutumés à traiter les questions politiques strictement comme des affaires, à se méfier des mots et à prendre le taureau par les cornes.

L'Assemblée constituante donnera la majorité, dans la Russie actuelle, à des paysans plus à gauche que les socialistes-révolutionnaires. La bourgeoisie le sait. Le sachant, elle ne peut manquer de s'opposer résolument à la convocation prochaine de l'Assemblée constituante. Continuer la guerre impérialiste en exécution des traités secrets conclus par Nicolas II, défendre la grande propriété foncière ou la thèse du rachat, tout cela sera chose impossible ou incroyablement difficile *quand il y aura* une Assemblée constituante. La guerre n'attend pas. La lutte des classes non plus. Même le court laps de temps qui s'est écoulé entre le 28 février et le 21 avril l'a bien montré.

Dès le début de la révolution, on a vu se dessiner deux opinions sur l'Assemblée constituante. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, profondément imbus des illusions constitutionnelles, considéraient les choses avec la confiance du petit-bourgeois qui ne veut pas entendre parler de la lutte des classes : l'Assemblée constituante est annoncée, l'Assemblée constituante se réunira, voilà tout ! Qui en veut davantage est poussé par le génie du mal. Les bolcheviks, eux, disaient : « C'est seulement dans la mesure où les soviets affermiront leurs forces et leur pouvoir que la convocation de l'Assemblée constituante et le succès de ses travaux seront assurés. » Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires reportaient le centre de gravité sur l'acte juridique par lequel la convocation de l'Assemblée constituante était annoncée, promise, proclamée. Les bolcheviks, au contraire, plaçaient le centre de gravité dans la lutte des classes : si les soviets triomphent, disaient-ils, la réunion de l'Assemblée constituante sera assurée ; sinon, elle ne le sera pas.

C'est ce qui s'est produit. La bourgeoisie s'est constamment opposée, d'une manière ouverte ou hypocrite, mais inflexiblement, à la convocation de l'Assemblée constituante. Cette résistance s'exprimait dans le désir de différer la convocation jusqu'à

la fin de la guerre. Elle s'exprimait par les nombreux atermoiements apportés à la convocation de la Constituante. Et lorsqu'enfin, après le 18 juin, plus d'un mois après la formation du ministère de coalition, on eut fixé la date de la convocation de la Constituante, un journal bourgeois de Moscou déclara que ç'avait été fait sous l'influence de l'agitation bolchevique. La *Pravda* a publié la citation exacte, extraite de ce journal.

[...] Sans une nouvelle révolution en Russie, sans le renversement du pouvoir de la bourgeoisie contre-révolutionnaire (et des cadets en premier lieu), sans le refus du peuple de garder sa confiance envers les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, partis de l'entente avec la bourgeoisie, l'Assemblée constituante ou ne sera pas convoquée ou sera une « parlote de Francfort », c'est-à-dire une assemblée impuissante et vaine de petits-bourgeois épouvantés par la guerre et par la perspective de voir la bourgeoisie « boycotter le pouvoir », partagés, dans une agitation impuissante, entre des velléités de gouverner sans la bourgeoisie et la crainte de se passer de celle-ci.

La question de l'Assemblée constituante est *subordonnée* à la marche et à l'issue de la lutte des classes, qui met la bourgeoisie aux prises avec le prolétariat. Il me souvient d'une formule avancée un jour par la *Rabotchaïa Gazéta*, disant que l'Assemblée constituante serait une Convention. C'est là un des exemples du verbiage pompeux, ridicule et méprisable, qui caractérise nos valets mencheviques de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Pour n'être ni une « parlote de Francfort » ni une 1^{re} Douma, mais une Convention, il faut oser, savoir et pouvoir porter des coups impitoyables à la contre-révolution, au lieu de composer avec elle. Il faut pour cela que le pouvoir soit exercé par la classe la plus avancée, la plus résolue, la plus révolutionnaire de notre époque. Il faut que cette classe soit soutenue par les masses pauvres des villes et des campagnes (semi-prolétaires). Il faut réprimer implacablement l'activité de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, avant tout, des cadets et du haut commandement de l'armée. Telles sont les conditions de classe, les conditions matérielles, sans lesquelles il n'est pas de Convention. Il suffit de les énumérer avec précision et clarté pour se rendre compte du ridicule des fanfaronnades de la *Rabotchaïa Gazéta* et de la sottise infinie des illusions constitutionnelles que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks nourrissent sur l'Assemblée constituante dans la Russie actuelle.

II

Fustigeant les « social-démocrates » petits-bourgeois de 1848, Marx flétrissait avec une dureté particulière leur propension irrésistible à faire des phrases sur le « peuple » et la majorité du peuple en général. Il convient de s'en souvenir au moment où on aborde l'examen de la deuxième opinion, l'analyse des illusions constitutionnelles concernant la « majorité ».

Pour que la majorité décide vraiment des affaires publiques, il faut des conditions concrètes déterminées. Il faut d'abord établir solidement dans le pays un régime politique, un pouvoir d'Etat, qui rend possible la décision des affaires par la majorité et assure la transformation de cette possibilité en réalité. D'autre part, il est nécessaire que cette majorité, par sa composition de classe, par les rapports existant en son sein (ou en dehors d'elle) entre les diverses classes, soit capable de conduire en bonne harmonie et avec succès le char de l'Etat. Pour tout marxiste, il est évident que ces deux conditions concrètes sont d'une importance décisive dans la question de la majorité et de la direction des affaires de l'Etat conformément à la volonté de cette majorité. Or toute la littérature politique des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, et, plus encore, tout leur comportement politique, dénotent une incompréhension totale de ces conditions.

Si le pouvoir politique est exercé dans l'Etat par une classe dont les intérêts coïncident avec ceux de la majorité, une direction des affaires publiques effectivement conforme à la volonté de la majorité est possible. Mais si le pouvoir politique est exercé par une classe dont les intérêts diffèrent de ceux de la majorité, la direction des affaires publiques conformément à la volonté de la majorité devient inévitablement une duperie ou aboutit à l'écrasement de cette majorité. Chaque république bourgeoise nous fournit des centaines et des milliers d'exemples de ce genre. En Russie, la bourgeoisie exerce une domination tant politique qu'économique. Ses intérêts, surtout au cours d'une guerre impérialiste, s'opposent de la façon la plus nette à ceux de la majorité. Voilà pourquoi le nœud de la question, lorsqu'on pose celle-ci d'un point de vue marxiste, matérialiste, et non formel et juridique, consiste à démasquer cette opposition d'intérêts et à lutter contre toute tentative bourgeoise de duper les masses.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks ont, en revanche, montré et démontré leur rôle réel d'instruments de la bourgeoisie pour tromper les masses (la « majorité »). Leur rôle véritable est celui d'agents et d'auxiliaires de cette duperie. Certains socialistes-révolutionnaires et mencheviks sont peut-être sincères, mais leurs conceptions politiques fondamentales – d'après lesquelles on peut sortir de la guerre impérialiste et arriver à une « paix sans annexions ni contributions » sans la dictature du prolétariat et sans le triomphe du socialisme, d'après lesquelles on peut remettre la terre au peuple sans indemnité de rachat et établir le « contrôle » de la

production au profit du peuple, toujours en se passant de la même condition –, ces conceptions politiques (et, bien entendu, économiques) fondamentales des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks représentent, à les considérer objectivement, une illusion petite-bourgeoise, ou, ce qui revient au même, une duperie des masses (de la « majorité ») par la bourgeoisie.

Tel est le premier et le principal « amendement » que nous apportons à la façon dont les démocrates petits-bourgeois, les socialistes à la Louis Blanc, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks posent la question de la majorité : que vaut en réalité la « majorité » quand la majorité est, en soi, quelque chose de formel, et que matériellement, dans la réalité, elle correspond à une majorité de partis qui aident la bourgeoisie à duper la vraie majorité ?

Evidemment – et nous abordons ici le second « amendement », le second des deux facteurs essentiels mentionnés plus haut –, évidemment, cette duperie ne peut être comprise que si l'on met en lumière ses racines de classe, sa signification de classe. Il ne s'agit pas d'une duperie individuelle, d'une « filouterie » (pour parler vulgairement) : il s'agit d'une conception trompeuse découlant de la situation économique d'une classe. La situation économique du petit-bourgeois est telle, ses conditions d'existence sont telles, qu'il ne peut manquer de se tromper, qu'il penche nécessairement et involontairement, tantôt vers la bourgeoisie, tantôt vers le prolétariat. Sa situation *économique ne lui permet pas* d'avoir une « ligne » indépendante.

Son passé le porte vers la bourgeoisie, son avenir vers le prolétariat. La raison le porte vers celui-ci, les préjugés (selon l'expression connue de Marx) vers celle-là. Pour que la majorité du peuple puisse devenir une majorité réelle dans la direction des affaires publiques, pour qu'elle serve réellement les intérêts de la majorité, pour qu'elle défende réellement ses droits et ainsi de suite – pour cela, il faut une condition de classe déterminée. Cette condition, la voici : la majorité de la petite bourgeoisie doit se joindre, tout au moins au moment et à l'endroit décisifs, au prolétariat révolutionnaire.

Sans cela, la majorité est une fiction qui peut se maintenir un certain temps, briller, scintiller, faire du bruit, cueillir des lauriers, mais qui n'en est pas moins inéluctablement vouée à la faillite. Telle fut, entre autres, la faillite de la majorité dont disposaient les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, faillite qui s'est révélée dans la révolution russe en juillet 1917.

Continuons. La révolution se distingue précisément de la situation « normale » des affaires de l'Etat en ce que les questions litigieuses de la vie publique sont tranchées directement par la lutte des classes et par une lutte des masses qui va jusqu'au recours aux armes. Il ne peut en être autrement, puisque les masses sont libres et armées. Il résulte de ce fait essentiel qu'il ne suffit pas, en période révolutionnaire, de connaître la « volonté de la majorité », non, il faut

être le plus fort, au moment décisif et à l'endroit décisif, il faut *vaincre*. En commençant par la « guerre des paysans » au Moyen Age en Allemagne et continuant par tous les grands mouvements et toutes les grandes époques révolutionnaires, y compris les années 1848 et 1871, y compris 1905, nous voyons d'innombrables exemples qui montrent une minorité mieux organisée, plus consciente, mieux armée, imposer sa volonté à la majorité et la vaincre.

Friedrich Engels soulignait particulièrement la leçon d'une expérience qui rapproche jusqu'à un certain point le soulèvement des paysans au XVI^e siècle et la révolution de 1848 en Allemagne, à savoir la dispersion des efforts et le défaut de centralisation chez les masses opprimées, en raison de leur condition petite-bourgeoise. Abordant la question de ce point de vue, nous arrivons à la même conclusion : la simple majorité des masses petites-bourgeoises ne décide encore rien et ne saurait rien décider, car les millions de petits propriétaires paysans éparpillés ne peuvent s'organiser, élever leur action à la conscience politique, centraliser cette action (ce qui, pour vaincre,

est une nécessité) *que* s'ils sont dirigés par la bourgeoisie ou par le prolétariat.

En fin de compte, les questions de la vie sociale sont tranchées, comme on le sait, par la lutte des classes sous sa forme la plus vive, la plus âpre, c'est-à-dire sous la forme de la guerre civile. Et, dans cette guerre, comme du reste dans toute guerre, c'est le facteur économique qui décide, vérité également bien connue, que personne ne conteste non plus en principe. Il est extrêmement caractéristique et significatif que ni les socialistes-révolutionnaires ni les mencheviks – bien que reconnaissant tout cela « en principe » et se rendant parfaitement compte du caractère capitaliste de la Russie moderne – ne se décident à regarder la vérité en face. Ils craignent de reconnaître la vérité, à savoir la division fondamentale de tout pays capitaliste, y compris la Russie, en trois forces principales, essentielles – bourgeoisie, petite bourgeoisie et prolétariat [...].

Œuvres – t. 25 – pp. 213 à 219

Ed. Sociales – Paris

Ed. du Progrès – Moscou, 1975

● Document 2

Lénine

Les enseignements
de la révolution

I

[...] On berne les paysans en leur recommandant d'attendre l'Assemblée constituante, cette Assemblée dont les capitalistes continuent à différer la convocation. Maintenant que, sous la pression des bolcheviks, sa convocation a été fixée au 30 septembre, les capitalistes crient bien haut que ce délai est trop court, « impossible », et ils exigent que l'Assemblée soit renvoyée à une date ultérieure... Les membres les plus influents du parti des capitalistes et des grands propriétaires fonciers – le parti « cadet », ou parti de la « liberté du peuple » – préconisent ouvertement, comme Panina par exemple, le renvoi de l'Assemblée constituante à la fin de la guerre.

Pour la terre, attend jusqu'à l'Assemblée constituante. Pour l'Assemblée constituante, attends jusqu'à la fin de la guerre. Pour la fin de la guerre, attends jusqu'à la victoire totale. Voilà ce qu'il en est. Les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, qui ont la majorité dans le gouvernement, se moquent tout bonnement des paysans.

II

Mais comment cela a-t-il pu se produire dans un pays libre, après que le pouvoir tsariste a été renversé ?

Dans un pays non libre, le peuple est gouverné par un tsar et une poignée de grands propriétaires fonciers, de capitalistes, de fonctionnaires que personne n'a élus.

Dans un pays libre, le peuple n'est gouverné que par ceux qu'il a lui-même élus à cet effet. Aux élec-

tions, le peuple se divise en partis, et chaque classe de la population forme ordinairement son propre parti. Ainsi, les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les paysans, les ouvriers forment des partis distincts. C'est pourquoi le peuple des pays libres est gouverné par le moyen d'une lutte ouverte entre les partis et de libres accords entre ces derniers.

Après le renversement du pouvoir tsariste, le 27 février 1917, la Russie fut gouvernée pendant près de quatre mois comme un pays libre, précisément par le moyen d'une lutte ouverte entre des partis librement formés et de libres accords entre eux. Aussi, pour comprendre le développement de la révolution russe, faut-il établir avant tout quels étaient les principaux partis en présence, quelles étaient les classes dont ils défendaient les intérêts, quels étaient les rapports qui existaient entre tous ces partis.

III

Après le renversement du tsarisme, le pouvoir d'Etat passa aux mains du premier gouvernement provisoire. Celui-ci était composé de représentants de la bourgeoisie, c'est-à-dire des capitalistes auxquels s'étaient joints les grands propriétaires fonciers. Le parti « cadet », principal parti des capitalistes, y tenait la première place comme parti dirigeant et gouvernemental de la bourgeoisie [...].

Œuvres – t. 25 – pp. 249-250

Ed. Sociales – Paris

Ed. du Progrès – Moscou

1975

● Document 3

Lénine

Thèses sur l'assemblée
constituante

1. Il était parfaitement légitime que la social-démocratie révolutionnaire inscrivit à son programme la convocation de l'Assemblée constituante, parce qu'elle est, en république bourgeoise, la forme supérieure de la démocratie, et parce que la république impérialiste dirigée par Kerenski, en créant le parlement, préparait une falsification des élections et une série d'atteintes à la démocratie.

2. En revendiquant la convocation de l'Assemblée constituante, la social-démocratie révolutionnaire, dès le début de la révolution de 1917, a souligné à maintes reprises que la république des soviets est une forme de démocratie supérieure à celle de la république bourgeoise habituelle avec Assemblée constituante.

3. Pour passer du régime bourgeois au régime socialiste, pour instaurer la dictature du prolétariat, la république des soviets (des députés ouvriers, soldats et paysans) n'est pas seulement une forme plus élevée d'institutions démocratiques (par rapport à la république bourgeoise ordinaire, couronnée par une Assemblée constituante), mais c'est la seule forme capable d'assurer le passage le moins douloureux possible au socialisme.

4. Dans notre révolution, l'Assemblée constituante est convoquée d'après les listes présentées à la mi-octobre 1917, dans des conditions qui rendent impossible, par les élections à cette Assemblée, l'expression fidèle de la volonté du peuple en général et des masses laborieuses en particulier.

5. D'abord, la représentation proportionnelle ne traduit véritablement la volonté du peuple que lorsque les listes présentées par les partis correspondent réellement à la répartition effective du peuple dans les groupements politiques reflétés par ces listes. Or l'on sait que chez nous, le parti qui avait, de mai à octobre, le plus de partisans dans le peuple, spécialement parmi les paysans, le parti des socialistes-révolutionnaires, avait présenté des listes uniques à l'Assemblée constituante à la mi-octobre 1917, mais il s'est scindé en novembre 1917 après les élections à l'Assemblée constituante et avant la convocation de cette dernière.

Par conséquent, même au point de vue formel, la composition de l'Assemblée constituante ne correspond et ne peut correspondre à la volonté de la masse des électeurs.

6. Une autre raison plus importante encore, non pas formelle ou juridique, mais sociale et écono-

mique, une raison de classe, du divorce entre la volonté du peuple et surtout celle des classes laborieuses, d'une part, et la composition de l'Assemblée constituante de l'autre, c'est que les élections à l'Assemblée constituante se sont déroulées alors que l'immense majorité du peuple ne pouvait encore connaître toute l'étendue et toute la portée de la révolution d'Octobre, de la révolution soviétique, prolétarienne et paysanne, qui a commencé le 25 octobre 1917, c'est-à-dire après la présentation des listes des candidats à l'Assemblée constituante.

7. La révolution d'Octobre, en conquérant le pouvoir pour les soviets, en arrachant à la bourgeoisie la suprématie politique pour la transmettre au prolétariat et à la paysannerie pauvre, traverse sous nos yeux les étapes successives de son développement.

8. Elle a débuté par la victoire des 24-25 octobre dans la capitale, au moment où le II^e Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, cette avant-garde des prolétaires et de la partie politiquement la plus active de la paysannerie, donnait la prépondérance au Parti bolchevique et l'a porté au pouvoir.

9. La révolution gagne ensuite, au cours des mois de novembre et de décembre, toute la masse de l'armée et de la paysannerie, ce qui se traduit notamment par la destitution et le renouvellement des anciens organismes dirigeants (comités militaires, comités paysans de province, comité exécutif central du soviet des députés paysans de Russie, etc.) qui représentaient une étape déjà dépassée de la révolution, la période d'entente avec la bourgeoisie, l'étape bourgeoise et non prolétarienne de la révolution, organismes qui, pour cette raison, devaient inévitablement quitter la scène sous la poussée de masses populaires plus profondes et plus larges.

10. Ce puissant mouvement des masses exploitées pour renouveler les centres dirigeants de leurs organisations continue encore aujourd'hui, à la mi-décembre 1917, et le congrès des cheminots dont les travaux se poursuivent en est une étape.

11. Le groupement des forces des classes aux prises en Russie diffère donc foncièrement, en novembre et décembre 1917, de celui qui a pu trouver son expression dans les listes des candidats à l'Assemblée constituante, présentées par les partis à la mi-octobre 1917.

12. Les récents événements d'Ukraine (en partie aussi de la Finlande et de Biélorussie, ainsi que du

Caucase) indiquent également un nouveau groupement des forces de classes qui s'opère dans la lutte entre le nationalisme bourgeois de la Rada d'Ukraine, de la Diète finlandaise, etc., d'une part, et le pouvoir des soviets, la révolution prolétarienne et paysanne dans chacune de ces républiques nationale de l'autre.

13. Enfin, la guerre civile, commencée par le soulèvement contre-révolutionnaire des cadets et des kalédiniens contre le pouvoir des soviets, contre le gouvernement ouvrier et paysan, a définitivement exaspéré la lutte de classes et a supprimé toute possibilité de résoudre par une voie démocratique formelle les questions les plus brûlantes que l'histoire posait devant les peuples de Russie, et, en premier lieu, devant sa classe ouvrière et sa paysannerie.

14. Seule la victoire totale des ouvriers et des paysans sur le soulèvement des bourgeois et des grands propriétaires fonciers (qui a trouvé son expression dans le mouvement des cadets et des kadéliniens), seul l'écrasement militaire impitoyable de ce soulèvement d'esclavagistes est capable de sauvegarder la révolution prolétarienne et paysanne. Le cours des événements et le développement de la lutte de classes dans la révolution ont fait que le mot d'ordre « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante », qui ne tient compte ni des conquêtes de la révolution ouvrière et paysanne, ni du pouvoir des soviets, ni des décisions du II^e Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, du II^e Congrès des députés paysans de Russie, etc., est devenu pratiquement le mot d'ordre des cadets, des kalédiniens et de leurs complices. Le peuple tout entier s'est rendu compte que l'Assemblée constituante, si elle se séparait du pouvoir des soviets, serait infailliblement condamnée à la mort politique.

15. La question de la paix est une des questions les plus brûlantes de la vie du peuple. La lutte véritablement révolutionnaire pour la paix n'a été entreprise en Russie qu'après la victoire de la révolution du 25 octobre, et cette victoire a eu pour premiers fruits la publication des traités secrets, la conclusion d'un armistice et le début des pourparlers publics en vue d'une paix générale sans annexions ni contributions.

C'est aujourd'hui seulement que les larges masses populaires ont en fait, totalement et ouvertement, la possibilité de voir pratiquer la politique de la lutte révolutionnaire pour la paix, et d'en étudier les résultats.

Lors des élections à l'Assemblée constituante, les masses populaires étaient privées de cette possibilité.

Il est évident que, de ce côté aussi, le divorce est inévitable entre la composition de l'Assemblée constituante et la volonté réelle du peuple quant à la cessation de la guerre.

16. Il résulte de l'ensemble de ces faits que l'Assemblée constituante, convoquée d'après les listes des partis qui existaient avant la révolution prolétarienne et paysanne, sous la domination de la bourgeoisie, entre nécessairement en conflit avec la volonté

et les intérêts des classes laborieuses et exploitées qui ont déclenché le 25 octobre la révolution socialiste contre la bourgeoisie. Il est naturel que les intérêts de cette révolution l'emportent sur les droits formels de l'Assemblée constituante, même si ces derniers n'étaient infirmés du fait que la loi sur l'Assemblée constituante ne reconnaît pas au peuple le droit de rappeler ses députés et de procéder à de nouvelles élections à n'importe quel moment.

17. Toute tentative, directe ou indirecte, de considérer l'Assemblée constituante d'un point de vue juridique, purement formel, dans le cadre de la démocratie bourgeoise habituelle, sans tenir compte de la lutte de classe et de la guerre civile, équivaut à trahir la cause du prolétariat et à se rallier au point de vue de la bourgeoisie. Mettre en garde, tous et chacun, contre cette erreur dans laquelle tombent quelques dirigeants bolcheviks qui n'ont pas su apprécier à leur juste valeur l'insurrection d'Octobre et les tâches de la dictature du prolétariat, tel est le devoir impérieux de la social-démocratie révolutionnaire.

18. L'unique chance de résoudre sans douleur la crise due au désaccord entre les élections à l'Assemblée constituante, d'une part, la volonté du peuple et les intérêts des classes laborieuses et exploitées, de l'autre, c'est la réalisation la plus large et la plus rapide possible par le peuple du droit de procéder à de nouvelles élections à l'Assemblée constituante, c'est l'adhésion de cette dernière à la loi du comité exécutif central sur ces nouvelles élections, c'est une déclaration de l'Assemblée constituante reconnaissant sans réserve le pouvoir des soviets, la révolution soviétique, sa politique relative à la paix, à la terre et au contrôle ouvrier, l'adhésion ferme de l'Assemblée constituante au camp des adversaires de la contre-révolution des cadets et des kalédiniens.

19. Sans quoi la crise ouverte autour de l'Assemblée constituante ne peut être dénouée que par la voie révolutionnaire, par les mesures révolutionnaires les plus énergiques, les plus promptes, les plus vigoureuses et les plus décidées que prendra le pouvoir des soviets pour frapper la contre l'évolution des cadets et de Kalédine, quels que soient les mots d'ordre et les institutions (fût-ce même la qualité de membres de l'Assemblée constituante), dont cette contre-révolution se réclamera. Toute tentative de lier les mains au pouvoir des soviets dans cette lutte équivaudrait à favoriser la contre-révolution.

Écrit le 11 ou 12 (24 ou 25) décembre 1917.

Paru le 26 (13) décembre 1917
dans la *Pravda*, n° 213.

Conforme au texte du manuscrit comparé
à la copie dactylographiée
portant les corrections de Lénine.

Œuvres – t. 26 – pp. 397 à 401
Ed. Sociales – Paris
Ed. du Progrès – Moscou

● Document 4

Déclaration de la fraction du POSDR (bolchevique) lue à la séance de l'assemblée constituante le 5 (8) janvier 1918

L'énorme majorité de la Russie laborieuse – les ouvriers, les paysans et les soldats – a exigé de l'Assemblée constituante qu'elle reconnaisse les conquêtes de la Grande révolution d'Octobre, les décrets soviétiques sur la terre, la paix, le contrôle ouvrier et, avant tout, qu'elle reconnaisse le pouvoir des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Le comité exécutif central de Russie, selon la volonté de cette énorme majorité des classes laborieuses de Russie, a proposé à l'Assemblée constituante de reconnaître cette volonté comme ayant force de loi pour elle. Cependant, la majorité de l'Assemblée constituante, accédant aux prétentions de la bourgeoisie, a repoussé cette proposition, jetant ainsi un défi à toute la Russie laborieuse.

A l'Assemblée constituante, c'est le parti des socialistes-révolutionnaires de droite, le parti de Kerenski, d'Avksentiev, de Tchernov, qui a obtenu la majorité. Ce parti, qui se prétend socialiste et révolutionnaire, dirige la lutte des éléments bourgeois contre la révolution ouvrière et paysanne ; il est en fait un parti bourgeois et contre-révolutionnaire.

Dans sa composition actuelle, l'Assemblée constituante est le produit du rapport de forces qui s'était établi avant la Grande révolution d'Octobre. L'actuelle majorité contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante, élue sur des listes de partis

aujourd'hui périmées, n'est qu'un reflet d'une étape déjà franchie de la révolution et tente de se mettre en travers du mouvement ouvrier et paysan.

Les débats qui se sont déroulés tout au long de la journée ont montré jusqu'à l'évidence que, tout comme au temps de Kerenski, le parti des socialistes-révolutionnaires de droite nourrit le peuple de promesses. En paroles, il lui promet tout ; mais, en fait, il a décidé de lutter contre le pouvoir des soviets ouvriers, paysans et soldats, contre les mesures socialistes, contre la remise de la terre et de tout le matériel aux paysans sans rachat, contre la nationalisation des banques, contre l'annulation de la dette publique.

Pour ne pas couvrir un seul instant les crimes des ennemis du peuple, nous déclarons quitter l'Assemblée constituante afin de laisser au pouvoir des soviets le soin de résoudre définitivement la question de l'attitude à adopter vis-à-vis de la partie contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante.

Pravda, n° 5 (édition du soir).
19 (6) janvier 1918.

Conforme au texte de la *Pravda*

Lénine – *Œuvres* – t. 26 – pp. 451-452
Ed. Sociales – Paris
Ed. du Progrès – Moscou

● Document 5

Projet de décret sur la dissolution de l'assemblée constituante

La révolution russe a, dès son origine, placé au premier plan les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, en tant qu'organisation de masse de toutes les classes laborieuses et exploitées, seule capable de diriger la lutte de ces classes en vue de leur complet affranchissement politique et économique.

Au cours de la première période de la révolution russe, les soviets se sont multipliés, ont grandi et se sont renforcés ; leur propre expérience les a débarrassés des illusions de la politique d'entente avec la bourgeoisie et des formes mensongères du parlementarisme démocratique bourgeois ; ils sont arrivés dans la pratique à la conclusion que l'affranchissement des classes opprimées n'est pas possible sans avoir rompu avec ces formes et avec toute politique de conciliation. Cette rupture fut la révolution d'Octobre, qui remit tout le pouvoir aux soviets.

L'Assemblée constituante, élue sur des listes dressées avant la révolution d'Octobre, était l'expression de l'ancien rapport des forces politiques, datant de l'époque où les conciliateurs et les cadets étaient au pouvoir. En votant alors pour les candidats du parti socialiste-révolutionnaire, le peuple ne pouvait pas choisir entre les socialistes-révolutionnaires de droite, partisans de la bourgeoisie, et les socialistes-révolutionnaires de gauche, partisans du socialisme. Ainsi, cette Assemblée constituante, qui devait être le couronnement de la république parlementaire bourgeoise, ne pouvait que se mettre en travers de la voie de la révolution d'Octobre et du pouvoir des soviets.

En donnant le pouvoir aux soviets et, par leur intermédiaire, aux classes laborieuses et exploitées, la révolution d'Octobre a provoqué la résistance désespérée des exploités ; et, dans l'écrasement de cette résistance, elle s'est pleinement affirmée comme le début de la révolution socialiste. Les classes laborieuses ont pu se convaincre par leur expérience que le vieux parlementarisme bourgeois avait fait son temps, qu'il était absolument incompatible avec les tâches posées par la réalisation du socialisme, que seules des institutions de classe (telles que les soviets) et non des institutions nationales sont capables de vaincre la résistance des classes possédantes et de jeter les fondements de la société socialiste. Tout refus de reconnaître la plénitude du pouvoir des soviets et la république des soviets conquise par le peuple, toute attitude favorable au parlementarisme

bourgeois et à l'Assemblée constituante, serait aujourd'hui un pas en arrière et signifierait la faillite de toute la révolution ouvrière et paysanne d'Octobre.

L'Assemblée constituante qui s'est réunie le 5 janvier a, grâce à ces circonstances, donné la majorité au parti socialiste-révolutionnaire de droite, au parti de Kerenski, d'Avksentiev et de Tchernov. Bien entendu, ce parti a refusé de mettre en discussion la proposition parfaitement précise, claire, qui n'admettait aucune équivoque, de l'organe suprême du pouvoir soviétique, le comité exécutif central des soviets : reconnaître le programme du pouvoir des soviets, reconnaître la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », reconnaître la révolution d'Octobre et le pouvoir des soviets. Par là même, l'Assemblée constituante a rompu tout lien entre elle et la République des soviets de Russie. Cette Assemblée constituante devait être inévitablement abandonnée par les groupes bolchevique et socialiste-révolutionnaire de gauche, qui constituent aujourd'hui, notamment, l'immense majorité dans les soviets et jouissent de la confiance des ouvriers et de la majorité des paysans.

En réalité, les partis socialiste-révolutionnaire de droite et menchevique mènent, hors de l'enceinte de l'Assemblée constituante, une lutte des plus acharnées contre le pouvoir des soviets ; ils appellent ouvertement dans leurs organes au renversement de ce pouvoir ; ils qualifient d'arbitraire et d'illégal la répression par la force des classes laborieuses, de la résistance des exploités, répression nécessaire pour s'affranchir de l'exploitation ; ils défendent les saboteurs qui servent le capital ; ils vont jusqu'à lancer des appels non déguisés à la terreur que des « groupes inconnus » ont déjà commencé à pratiquer. Il est clair que le reste de l'Assemblée constituante ne pourrait, de ce fait, que jouer le rôle de paravent destiné à masquer la lutte des contre-révolutionnaires pour le renversement du pouvoir des soviets.

C'est pourquoi le comité exécutif central décrète : l'Assemblée constituante est dissoute.

Ecrit le 6 (19) janvier 1918.

Paru le 7 janvier 1918,

dans les *Izvestia du comité exécutif central*, n° 5.

Conforme au manuscrit.

Lénine, *Œuvres* – t. 26 – pp. 456 à 458

Ed. Sociales – Paris

Ed. du Progrès – Moscou

Bulletin d'adhésion au CERMTRI

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Code postal : **Ville :**

Adresse e-mail :

@

Cotisation annuelle donnant droit aux quatre *Cahiers du CERMTRI* et à la *Lettre d'Information* : 35 €

Cotisation annuelle donnant droit aux quatre *Cahiers du CERMTRI* et à la *Lettre d'Information* avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du centre : 45 €

Abonnement de soutien donnant droit aux quatre *Cahiers du CERMTRI* et à la *Lettre d'Information* avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du centre : 50 € ou plus.

Chèque à l'ordre du : CERMTRI

A envoyer à CERMTRI : 28, rue des Petites-Ecuries, 75 010 - Paris



CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries - 75010 Paris - France - 01 44 83 00 00

Directeur de publication : Liliane Fraysse
Revue trimestrielle

Imprimerie ROTINFED 2000 - PARIS



La voiture blindée de Lénine exposée au Musée d'histoire de l'artillerie militaire à Saint-Pétersbourg.

« Les soldats exigèrent que Lénine prît place sur une des autos blindées et il ne lui restait qu'à obéir. La nuit qui tombait donnait au cortège un caractère particulièrement imposant. Les feux des autres autos blindées étant éteints, les ténèbres étaient percées par la claire lumière du phare de la voiture sur laquelle roulait Lénine. La lumière projetée détachait de l'obscurité des rues des groupes agités d'ouvriers, de soldats, de matelots, de ceux-là mêmes qui avaient accompli la plus grande des insurrections, mais qui avaient laissé le pouvoir filer entre leurs doigts. La fanfare militaire dut cesser de jouer, plusieurs fois, en cours de route, pour donner à Lénine la possibilité de répéter, avec des variantes, le discours prononcé à la gare devant des auditeurs toujours nouveaux. »

Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*,
t. 1 - p. 343. Ed. Seuil, 1950.